



Gazette Officielle de Québec

PUBLIEE PAR AUTORITE.

QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY.

PROVINCE DE QUEBEC

QUEBEC, SAMEDI, 21 JUILLET, 1894.

AVIS DU GOUVERNEMENT.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

2635

Nominations

BUREAU DU SECRÉTAIRE.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par arrêté en conseil en date du 29 juin 1894, de faire les nominations suivantes de juges de paix, savoir :

District d'Iberville : — Monsieur Jean Baptiste Brault, de Sainte-Marguerite de Blairindie, comté de Saint-Jean.

District d'Ottawa : — MM. Zotique Therrien et Darius Filiatrault, cultivateurs, du canton Preston, (P. O. Duhamel), comté d'Ottawa.

LOUIS P. PELLETIER,
Secrétaire de la province.

2753

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 21st JULY, 1894.

GOVERNMENT NOTICES.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock on the Thursday of each week, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but will appear in the next subsequent number.

2636

Appointments

SECRETARY'S OFFICE.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council dated the 29th June, 1894, to make the following appointments of justices of the peace, to wit :

District of Iberville : — Mr. Jean Baptiste Brault, of Sainte Marguerite de Blairindie, county of Saint Jean.

District of Ottawa : — Messrs. Zotique Therrien and Darius Filiatrault, farmers, of the township Preston, (P. O. Duhamel), county of Ottawa.

LOUIS P. PELLETIER,
Provincial secretary

2754

Proclamations

Canada,
Province de } J. A. CHAPLEAU.
Québec.
[L. S.]

VICTORIA, par la Grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A tous ceux à qui ces présentes parviendront ou qu'icelles pourront concerner—SALUT :

PROCLAMATION.

TH. CHASE CASGRAIN, } ATTENDU que dans et
Proc.-Gén. } par un acte du Parle-
ment de Notre Royaume-Uni de la Grande-Bre-
tagne et d'Irlande, fait et passé dans la trentième
année de Notre Règne, et intitulé : " Acte concer-
nant l'union et le gouvernement du Canada, de la
Nouvelle-Ecosse et du Nouveau-Brunswick, ainsi
que les objets qui s'y rattachent," il est, entr'autres
choses, décrété que " le Lieutenant-Gouverneur de
Québec pourra, de temps à autre, par proclamation,
sous le grand Sceau de la province, devant venir en
force au jour y mentionné, établir des cantons
dans les parties de la province de Québec, dans
lesquelles il n'en a pas encore été établi, et en fixer
les tenants et aboutissants ; " Et ATTENDU que
Nous avons jugé à propos d'établir une certaine
étendue de Nos terres incultes, sise et située dans
le comté de MASKINONGE, dans le district de
TROIS-RIVIERES, dans notre province de Québec,
en un canton sous le nom de canton LAVIOLETTE.

A CES CAUSES, sous l'autorité du susdit Acte du
Parlement de Notre Royaume-Uni de la Grande-
Bretagne et d'Irlande, Nous avons établi, et par
Notre présente Proclamation Royale, établissons en
un canton sous le nom de canton LAVIOLETTE,
cette étendue de nos terres incultes, sise et située
dans le dit comté de MASKINONGE, dans le dit
district de TROIS-RIVIERES, dans Notre dite
Province de Québec, et délimitée et décrite comme
suit, dans et par le rapport de l'honorable Edmund
James Flynn, Notre Commissaire des Terres de la
Couronne, dans Notre dite Province de Québec, fait
au Lieutenant-Gouverneur de Notre dite Province,
savoir :

Tout le territoire situé dans le comté de Maski-
nongé, dans le district de Trois-Rivières ; borné au
sud-ouest partie par le canton Brassard et partie par
le canton de Maisonneuve, au nord-est et au nord-
ouest par les terres vacantes de la Couronne, et au
sud-est par la rivière Mattawin.

Le dit canton Laviolette est limité comme suit,
savoir :

1° Au sud-ouest par une ligne qui part de la borne
plantée sur la rive nord du lac des Pins (élargisse-
ment de la Mattawin) pour marquer l'angle est du
dit canton Brassard, laquelle ligne court nord qua-
rante-cinq (45°) degrés ouest vrai, et se termine à
sept cent onze chaînes et quarante chaînons (711-40),
plus ou moins, de la dite borne, à un point situé sur
la limite nord-est du canton de Maisonneuve, au
sommet de l'angle ouest du dit canton Laviolette :

2° Au nord-ouest par une droite de six cent qua-
rante-six chaînes et quarante chaînons de longueur
(646-40), plus ou moins, menée suivant la direction
nord quarante-cinq degrés est vrai, depuis le dit
point sur la limite nord-est du canton de Maisonneuve
jusqu'à un autre point qui marque le sommet
de l'angle nord du dit canton Laviolette.

3° Au nord-est par une droite courant sud qua-
rante-cinq degrés est vrai, et menée depuis le dit
sommet de l'angle nord du canton Laviolette jusqu'à
un point sur la rive nord de la Mattawin, qui mar-
que le coin est de ce dernier canton : la longueur de
cette droite étant de neuf cent vingt-huit chaînes
(928), plus ou moins.

4° Au sud-est par la rive nord de la Mattawin,

Proclamations

Canada,
Province of } J. A. CHAPLEAU.
Quebec.
[L. S.]

VICTORIA, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, Queen, Defender of the Faith, &c., &c., &c.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING :

PROCLAMATION.

TH. CHASE CASGRAIN, } WHEREAS, in and by an
Atty. Gen. } act of the Parliament of
of Our United Kingdom of Great Britain and
Ireland, made and passed in the thirtieth year of
Our Reign, and intitled : " An Act for the Union
of Canada, Nova Scotia and New Brunswick, and
the Government thereof, and for the purposes con-
nected therewith," it is, amongst other things,
enacted that " the Lieutenant Governor of Quebec
may, from time to time, by proclamation, under the
great Seal of the Province, to take effect from a day
to be appointed therein, constitute townships in
those parts of the Province of Quebec, in which town-
ships are not yet constituted, and fix the metes and
bounds thereof ; " AND WHEREAS we have thought
proper to constitute that certain extent of Our wild
lands, situate and being in the county of MASKI-
NONGE, in the district of THREE RIVERS, in
Our Province of Quebec, into a township under the
name of township LAVIOLETTE.

THEREFORE, under the authority of the aforesaid
act of the Parliament of Our United Kingdom of
Great Britain and Ireland, We have constituted,
and by this Our Royal Proclamation, we do consti-
tute into a township, under the name of the town-
ship LAVIOLETTE, the said extent of Our wild
lands situate and being in the said county of
MASKINONGE, in the said district of THREE
RIVERS, in Our said Province of Quebec, and
bounded and described as follows, in and by the
report of the Honorable Edmund James Flynn, Our
Commissioner of Crown Lands, in Our said Province
of Quebec, made to the Lieutenant Governor of Our
said Province, to wit :

All the territory situated in the county of Maski-
nongé, in the district of Three Rivers ; bounded on
the south west partly by the township Brassard and
partly by the township of Maisonneuve, on the
north east and north west by the vacant Crown
Lands, and to the south east by the river Mattawin.

The said township Laviolette is bounded as fol-
lows, to wit :

1° On the south west by a line starting from a bound-
ary placed on the north shore of Lac des Pins
(enlargement of the Mattawin) to indicate the east
angle of the said township Brassard, which line runs
north forty-five degree due west (45°), and ends to
seven hundred and eleven chains and forty links
(711-40), more or less, from the said boundary, to a
point situate on the north east limit of the township
Maisonneuve, at the top of the west angle of the
said township Laviolette.

2° On the north west by a straight line of six
hundred and forty-six chains and forty links in
length (646-40), more or less, in the direction north
forty-five degrees due east, from the said point on
the north east limit of the township Maisonneuve,
to another point which fix the top of the north angle
of the said township Laviolette.

3° On the north east by a straight line running
south forty-five degrees due east, and directed from
the said top of the north angle of the said township
Laviolette, to a point on the north shore of the Matta-
win, which fix the east corner of this last township ;
the length of the straight line being of nine hundred
and twenty-eight chains (928), more or less.

4° On the south east by the north shore of the Mat

depuis le point en dernier lieu mentionné, jusqu'à la dite borne plantée au sommet de l'angle est du canton Brassard.

La superficie du territoire ci-haut décrit est d'environ quarante-neuf mille acres (49,000).

ET DE PLUS, conformément aux dispositions du dit acte, déclarons et ordonnons par les présentes que le **PREMIER** jour du mois d'**AOUT** prochain, sera le jour à compter duquel et après lequel Notre présente Proclamation viendra en force, et que la dite étendue de terre, telle que ci-dessus délimitée et décrite, et toute et chaque partie d'icelle sera et demeurera, à compter du dit **PREMIER** jour du mois d'**AOUT** prochain, un canton sous le nom du canton **LAVIOLETTE**, à toutes fins et intentions quelconques, nonobstant toute erreur dans les bornes, tout faux nom, ou toutes autres imperfections ou omissions touchant la dite étendue de terre par les présentes établie en un canton, sous le nom de canton **LAVIOLETTE**, comme susdit.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes pourront concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre Province de Québec : **TÉMOIN**, Notre Fidèle et Bien-Aimé l'honorable **JOSEPH ADOLPHE CHAPLEAU**, membre de Notre Conseil Privé pour le Canada, Lieutenant-Gouverneur de la dite Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce **TROISIÈME** jour de **JUILLET**, dans l'année de Notre-Seigneur mil huit cent quatre-vingt-quatorze, et de Notre Règne la cinquante-huitième.

Par ordre,

LOUIS P. PELLETIER,
Secrétaire de la province.

2749

Canada,
Province de }
Québec. }
(L. S.)

J. A. CHAPLEAU.

VICTORIA, par la Grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A tous ceux à qui ces présentes parviendront ou qu'icelles pourraient concerner—**SALUT** :

PROCLAMATION.

TH. CHASE CASGRAIN, } **ATTENDU**, que dans et
Proc. Génl. } par un acte du Parlement

de Notre Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, fait et passé dans la trentième année de Notre Règne, et intitulé : "Acte concernant l'union et le gouvernement du Canada, de la Nouvelle-Ecosse et du Nouveau-Brunswick, ainsi que les objets qui s'y rattachent," il est, entr'autres choses, décrété que "le Lieutenant-Gouverneur de Québec pourra, de temps à autre, par proclamation, sous le grand Sceau de la Province, devant venir en force au jour y mentionné, établir des cantons dans les parties de la Province de Québec, dans lesquelles il n'en a pas encore été établi, et en fixer les tenants et aboutissants ;" Et attendu que Nous avons jugé à propos d'établir une certaine étendue de Nos terres incultes, sise et située dans le comté de **MASKINONGE**, dans le district de **TROIS-RIVIERES**, dans Notre Province de Québec, en un canton sous le nom de canton **MASSON**.

A CES CAUSES, sous l'autorité du susdit Acte du Parlement de Notre Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Nous avons établi, et par

tawin, from the point last mentioned, to the said boundary placed at the top of the east angle of the township Brassard.

The superficies of the territory above described is about forty-nine thousand acres (49,000).

AND MOREOVER, in accordance with the provisions of the said Act, We do by these presents declare and ordain that the **FIRST** day of the month of **AUGUST** next, shall be the day from and after which Our present Proclamation shall come into force, and that the said extent of territory, bounded and described as above, and each and every portion thereof shall be and remain from the said **FIRST** day of the month of **AUGUST** next, a township under the name of the township **LAVIOLETTE**, for all intents and purposes whatsoever, notwithstanding any error in the boundaries, any incorrect name or any other imperfections or omissions respecting the said extent of territory hereby constituted into a township under the name of township **LAVIOLETTE**, as aforesaid.

Of all which Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the great Seal of Our Province of Québec to be hereunto affixed : **WITNESS**, Our Trusty and Well Beloved the Honorable **JOSEPH ADOLPHE CHAPLEAU**, member of Our Privy Council for Canada, Lieutenant Governor of the said Province of Québec.

At Our Government House, in Our City of Québec, in Our said Province of Québec, this **THIRD** day of **JULY**, in the year of Our Lord one thousand eight hundred and ninety-four, and in the fifty-eighth year of Our Reign.

By command,

LOUIS P. PELLETIER,
Provincial secretary.

2750

Canada,
Province of }
Quebec. }
(L. S.)

J. A. CHAPLEAU.

VICTORIA, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, Queen, Defender of the Faith, &c., &c., &c.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—**GREETING** :

PROCLAMATION.

TH. CHASE CASGRAIN, } **WHEREAS**, in and by
Att. Genl. } an act of the Par-

liament of Our United Kingdom of Great Britain and Ireland, made and passed in the thirtieth year of Our Reign, and intitulé : "An Act for the union of Canada, Nova Scotia and New Brunswick, and the government thereof, and for the purposes connected therewith," it is, amongst other things, enacted that "the Lieutenant Governor of Québec may, from time to time, by proclamation, under the great Seal of the Province, to take effect from a day to be appointed therein, constitute townships in those parts of the Province of Québec, in which townships are not yet constituted, and fix the metes and bounds thereof ;" And whereas We have thought proper to constitute that certain extent of Our wild lands, situate and being in the county of **MASKINONGE**, in the district of **THREE RIVERS**, in Our Province of Québec, into a township under the name of township **MASSON** ;

THEREFORE, under the authority of the aforesaid Act of the Parliament of Our United Kingdom of Great Britain and Ireland, We have constituted,

Notre présente Proclamation Royale, établissons en un canton, sous le nom de canton MASSON, cette étendue de Nos terres incultes, sise et située dans le dit comté de MASKINONGE, dans le dit district de TROIS-RIVIERES, dans Notre dite Province de Québec, et délimitée et décrite comme suit, dans et par le rapport de l'honorable Edmund James Flynn, Notre Commissaire des Terres de la Couronne, dans Notre dite Province de Québec, fait au Lieutenant-Gouverneur de Notre dite Province, savoir :

Tout le territoire situé dans le comté de Maskinongé, dans le district de Trois-Rivières ; borné au sud-ouest par le canton arpenté et actuellement connu sous le nom de canton Provost, au sud-est et au nord-est par les terres vacantes de la Couronne, au nord-ouest par la rivière Mattawin, qui le sépare du canton Laviolette.

Le susdit canton Masson est limité comme suit, savoir :

1° Au sud-ouest par une ligne partant d'une borne plantée sur la rive sud du Lac des Pins (élargissement de la Mattawin), à l'angle nord du dit canton Provost, laquelle ligne est établie dans une direction sud 45° est astronomique, mesure huit cent quatre-vingt-neuf chaînes et cinquante et un chaînons (889-51) de longueur, plus ou moins, d'après un chaînage, et se termine à une borne plantée pour marquer le coin sud du dit canton Masson ;

2° Au sud-est par une ligne droite qui part de la borne du dit coin sud du canton Masson, laquelle ligne court nord 45° est astronomique sur une longueur de six cent quarante-six chaînes et quarante chaînons (646-40), plus ou moins, jusqu'à un point marquant le coin est du dit canton Masson ;

3° Au nord-est par une droite partant de ce dernier point, courant nord 45° ouest astronomique, mesurant sept cent vingt chaînes (720), plus ou moins, et se rendant jusqu'à la rive est de la Mattawin, à un point qui marque le coin nord du canton Masson ;

4° Au nord-ouest par la rive droite de la Mattawin, depuis le point en dernier lieu mentionné jusqu'à la dite borne plantée à l'angle nord du canton Provost, en passant au nord de l'île de France, de manière à inclure cette île dans le territoire susdit.

La superficie totale du territoire renfermé dans les limites ci-haut décrites est d'environ cinquante-sept mille cinquante-quatre acres (57,054.)

ET DE PLUS, conformément aux dispositions du dit acte, déclarons et ordonnons par les présentes que le PREMIER jour du mois d'AOUT prochain, sera le jour à compter duquel et après lequel Notre présente Proclamation viendra en force, et que la dite étendue de terre, telle que ci-dessus délimitée et décrite, et toute et chaque partie d'icelle sera et demeurera, à compter du dit PREMIER jour du mois d'AOUT prochain, un canton sous le nom du canton MASSON, à toutes fins et intentions quelconques, nonobstant toute erreur dans les bornes, tout faux nom, ou toutes autres imperfections ou omissions touchant la dite étendue de terre par les présentes établie en un canton sous le nom de canton MASSON, comme susdit.

De tout ce que dessus tous Nos fâux sujets et tous autres que les présentes pourront concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre Province de Québec : TÉMOIN, Notre Fidèle et Bien-Aimé l'honorable JOSEPH ADOLPHE CHAPLEAU, membre de Notre Conseil Privé pour le Canada, Lieutenant-Gouverneur de la dite Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce TROISIEME jour

and by this Our Royal Proclamation, We do constitute into a township, under the name of the township MASSON, the said extent of Our wild lands, situate and being in the said county of MASKINONGE, in the said district of THREE RIVERS, in Our said Province of Quebec, and bounded and described as follows, in and by the report of the Honorable Edmund James Flynn, Our Commissioner of Crown Lands, in Our said Province of Quebec, made to the Lieutenant Governor of Our said Province, to wit :

All the territory situate in the county of Maskinongé, in the district of Three Rivers ; bounded on the south west by the township surveyed and now known under the name of township Provost, to the south east and to the north east by the vacant Crown lands, to the north west by the river Mattawin, separating it from the township Laviolette.

The aforesaid township Masson is bounded as follows, to wit :

1° On the south west by a line from the boundary planted on the south bank of Lac des Pins (widening of the Mattawin) at north angle of the said township Provost, which line is established in a south direction 45° astronomically east, measuring eight hundred and eighty-nine chains and fifty-one links (889-51) in length, more or less, according to a survey, and limited to a boundary planted to mark the south corner of the said township Masson ;

2° On the south east by a straight line drawn from the boundary of the said corner of the township Masson, which line runs north 45° astronomically east, on a length of six hundred and forty-six chains and forty links (646-40), more or less, to a point fixing the east corner of the said township Masson ;

3° On the north east by a straight line starting from this last point in a direction north 45° astronomically west, measuring seven hundred and twenty chains (720), more or less, and running to the east bank of the Mattawin, at a point which marks the north corner of the township Masson ;

4° On the north west by the right bank of the Mattawin, from the point lastly mentioned to the boundary planted at the north angle of the township Provost, passing to the north of l'île de France, so as to include this island in the said territory.

The total area of the territory enclosed in the limits hereinabove described is about of fifty-seven thousand and fifty-four acres (57,054).

AND MOREOVER, in accordance with the provisions of the said act, We do by these presents declare and ordain that the FIRST day of the month of AUGUST next, shall be the day from and after which Our present Proclamation shall come into force, and that the said extent of territory, bounded and described as above, and each and every portion thereof shall be and remain, from the said FIRST day of the month of AUGUST next, a township under the name of the township MASSON, for all intents and purposes whatsoever, notwithstanding any error in the boundaries, any incorrect name or any other imperfections or omissions respecting the said extent of territory hereby constituted into a township under the name of township MASSON, as aforesaid.

Of all which Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our Province of Quebec, to be hereunto affixed : WITNESS, Our Trusty and Well Beloved the Honorable JOSEPH ADOLPHE CHAPLEAU, member of Our Privy Council for Canada, Lieutenant Governor of the said Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, this THIRD day of JULY, in the year

de JUILLET, dans l'année de Notre Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-quatorze, et de Notre Règne la cinquante-huitième.

Par ordre,

LOUIS P. PELLETIER,
Secrétaire de la province.

2751

Canada, }
Province de } J. A. CHAPLEAU.
Québec. }
(L. S.)

VICTORIA, par la Grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de Québec, et à Nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de Québec, JEUDI, le QUATORZIEME jour du mois de JUIN, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-quatorze, et à chacun de vous—SALUT :

PROCLAMATION

ATTENDU que l'assemblée de la Législature de la province de Québec, se trouve convoquée pour le QUATORZIEME jour du mois de JUIN mil huit cent quatre-vingt-quatorze, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en notre cité de Québec :

SACHEZ MAINTENANT QUE, pour diverses causes et considérations, et pour le plus grand aise et commodité de Nos biens-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de Québec, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présents vous enjoignant, et à chacun de vous de vous trouver avec nous, en notre Législature de Notre dite Province, en Notre Cité de Québec, MARDI, le VINGT-QUATRIEME jour du mois de JUILLET prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec : TÉMOIN, Notre Fidèle et Bien-Aimé l'honorable JOSEPH ADOLPHE CHAPLEAU, Lieutenant-Gouverneur de la dite Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce VINGT-DEUXIEME jour de JUIN, dans l'année de Notre-Seigneur mil huit cent quatre-vingt-quatorze, et de Notre Règne la cinquante-huitième.

Par ordre,

EUG. ROUILLARD,
Greffier de la Couronne en Chancellerie,
Québec.

863

Avis du Gouvernement

No 1050-94.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil en date du 13 juillet courant (1894), de détacher de la municipalité de Mann, dans le comté de Bonaventure, depuis et y compris les lots No 2 jusqu'au No 10 inclusivement, du rang ouest de la rivière du Loup,

of Our Lord, one thousand eight hundred and ninety-four, and in the fifty-eighth year of Our Reign.

By Command,

LOUIS P. PELLETIER,
Provincial secretary.

2752

Canada, }
Province of } J. A. CHAPLEAU.
Québec. }
(L. S.)

VICTORIA, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, Queen, Defender of the Faith, &c., &c., &c.

To Our Beloved and Faithful the Legislative Councillors of the Province of Quebec, and the Members elected to serve in the Legislative Assembly of Our said Province, and summoned and called to a Meeting of the Legislature of Our said Province, at Our City of Quebec, on THURSDAY, the FOURTEENTH day of the month of JUNE, in the year of Our Lord, one thousand eight hundred and ninety four, you and each of you—GREETING :

PROCLAMATION

WHEREAS the Meeting of the Legislature of the Province of Quebec, stands prorogued to the FOURTEENTH day of the month of JUNE, one thousand eight hundred and ninety-four, at which time, at Our City of Quebec, you were held and constrained to appear :

NOW KNOW YE, that for divers causes and considerations, and taking into consideration the great ease and convenience of Our loving subjects, We have thought fit, by and with the advice of Our Executive Council of the Province of Quebec, to relieve you and each of you, of your attendance at the time aforesaid, hereby convoking and by these presents enjoining you and each of you, that on TUESDAY, the TWENTY-FOURTH day of the month of JULY next, you meet Us, in Our Legislature of the said Province, at Our city of Quebec, and therein to do as may seem necessary. HEREIN FAIL NOT.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the Great Seal of Our said Province of Quebec to be hereunto affixed : WITNESS, Our Trusty and Well-Beloved the Honorable JOSEPH ADOLPHE CHAPLEAU, Lieutenant Governor of the said Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, this TWENTY-SECOND day of JUNE, in the year of Our Lord one thousand eight hundred and ninety-four, and in the fifty-eighth year of Our Reign.

By order,

EUG. ROUILLARD,
Clerk of the Crown in Chancery,
Québec.

864

Government Notices

No. 1050-94.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council dated the 13th July instant (1894), to detach from the municipality of Mann, in the county of Bonaventure, from and including lots No. 2 to No. 10 included, of the west range of river du Loup, lots from No. 1 to No.

les lots depuis et y compris le No 1 jusqu'au No 8 inclusivement, du rang est de la rivière du Loup; cette partie du bloc et toutes les parties de Cross-Point appartenant ou qui appartiendront aux catholiques; les lots depuis et y compris le No 3 jusqu'au No 7 y inclus, et les lots depuis et y compris le No 9 jusqu'au No 14 inclusivement, du rang nord de la rivière du Loup, et les ériger en municipalité scolaire, pour les catholiques seulement, sous le nom de "Cross-Point."

Et ériger le reste du dit canton de Mann, en municipalité scolaire pour les catholiques seulement, sous le nom de municipalité de Mann.

Cette érection ne devant prendre effet que le premier de juillet prochain (1895). 2827

PROVINCE DE QUÉBEC.

Département des Terres de la Couronne.

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné, en conformité de l'Acte 45 Vict., ch. 10, et ses amendements, que, 60 jours après l'affichage du présent avis, le commissaire des terres de la Couronne annulera les ventes et permis d'occupation des terres publiques, dont suit une liste :

- Canton Doncaster*
Lot 8, du 6e rang, à Is. Lefebvre.
Canton Beresford
Partie S. du lot 1, du 1er rang, à Ant. Filiatreault.
Canton Massé
2e rang.
Lot 1, à Ls. Michaud.
Lot 2, à Adélard Desrosiers.
 $\frac{1}{2}$ S. O. du lot 47, à Alf. Déchesne.
3e rang.
Lot 17, à Jos. Lévesque.
Lot 18, à Alex. Nadeau.
Canton Lepage
Lot 16, du rang A, à Adam Banville.
Canton Hunqui
5e rang.
Lot 42, à Zéph. Dumais.
Lot 47, à Elz. Laplante.
Lot 48, à Jos. Lavoie.
Lot 49, à Frs. Thibeault.
Canton Macpès
Lot 10, du rang A, à Jean Lévesque.
Canton Fleuriat
3e rang.
 $\frac{1}{2}$ S. E. du lot 22, à Ed. Martin.
 $\frac{1}{2}$ N. O. du lot 22, à Geo. Bélanger.
5e rang.
 $\frac{1}{2}$ S. O. du lot 24, à Mag. T. Desrosiers.
Canton Métalik
Lot 39, du 1er rang, à Frs. Lepage.
Canton Percé
Lots 25 et 26, du rang B, à Dan. Dowling.
Canton Dufferin
Lot 16, du 5e rang, à Jos. Bélanger.
Canton Colbert
Lot 47, du 12e rang, à I. Blais.
Canton Matapédia
Lot 2, du 2e rang, rivière Matapédia, à Firm. Blaquère.
Canton Hocquart
Lot 18, du rang A, à David Dumont.
Lot 16, du rang B, à Julien Langlois.
 $\frac{1}{2}$ N. E. du lot 10, du 2e rang, à Ev. Ouellet.
Lot 6, du 6e rang, à Ernest Lebel.
Canton Demers
Lot 32, du 1er rang, à Et. Desbiens.
Lot 23, du 2e rang, à Oct. Martin.
Canton Albanel
Lot 34, du 7e rang, à Thadée Girard.
Canton Simard
 $\frac{1}{2}$ S. O. du lot 6, du 2e rang, à Ths. Savard.
 $\frac{1}{2}$ N. O. du lot 11, du 4e rang, à Alex. Gagné.
E. E. TACHE,
Assistant-Commissaire.
Département des Terres de la Couronne,
Québec, 21 juillet 1894.

8, both included, of the east range of river du Loup; that part of the block and all the parts of Cross Point, belonging or which may belong to the catholics; the lots from No. 3 to No. 7, both included, and the lots from No. 9 to No. 14, both included, of the north range of river du Loup, and to erect them into a school municipality, for catholics only, under the name of Cross Point.

And to erect the residue of the said township Mann, into a school municipality, for catholics only, under the name of the municipality of Mann.

This erection to take place only on the first July next (1895). 2828

PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Crown Lands.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given, in conformity with the Act 45 Vict., ch. 10, and its amendments, that, 60 days after the posting of the notice, the commissioner of Crown Lands will cancel the sales and locations of the public lands mentioned in the following list :

- Township Doncaster*
Lot 8, of 6th range, to Is. Lefebvre.
Township Beresford
S. part of lot 1, of 1st range, to Ant. Filiatreault.
Township Massé
2nd range.
Lot 1, to Ls. Michaud.
Lot 2, to Adélard Desrosiers.
S. W. $\frac{1}{2}$ of lot 47, to Alf. Déchesne.
3rd range.
Lot 17, to Jos. Lévesque.
Lot 18, to Alex. Nadeau.
Township Lepage
Lot 16, of range A, to Adam Banville.
Township Hunqui
5th range.
Lot 42, to Zéph. Dumais.
Lot 47, to Elz. Laplante.
Lot 48, to Jos. Lavoie.
Lot 49, to Frs. Thibeault.
Township Macpès
Lot 10, of range A, to Jean Lévesque.
Township Fleuriat
3rd range.
S. E. $\frac{1}{2}$ of lot 22, to Ed. Martin.
N. W. $\frac{1}{2}$ of lot 22, to Geo. Bélanger.
5th range.
S. W. $\frac{1}{2}$ of lot 24, to Mag. T. Desrosiers.
Township Métalik
Lot 39, of 1st range, to Frs. Lepage.
Township Percé
Lots 25 and 26, of range B, to Dan. Dowling.
Township Dufferin
Lot 16, of 5th range, to Jos. Bélanger.
Township Colbert
Lot 47, of 12th range, to I. Blais.
Township Matapédia
Lot 2, of 2nd range, river Matapédia, Firm. Blaquère.
Township Hocquart
Lot 18, of range A, to David Dumont.
Lot 16, of range B, to Julien Langlois.
N. E. $\frac{1}{2}$ of lot 10, in 2nd range, to Ev. Ouellet.
Lot 6, of 6th range, to Ernest Lebel.
Township Demers
Lot 32, of 1st range, to Et. Desbiens.
Lot 23, of 2nd range, to Oct. Martin.
Township Albanel
Lot 34, of 7th range, to Thadée Girard.
Township Simard
S. W. $\frac{1}{2}$ of lot 6, of 2nd range, to Ths. Savard.
N. W. $\frac{1}{2}$ of lot 11, of 4th range, to Alex. Gagné.
E. E. TACHE,
Assistant Commissioner.
Crown Lands Department,
Quebec, 21st July, 1894.

PROVINCE DE QUÉBEC.

Département des Terres de la Couronne.

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné, en conformité de l'Acte 45 Vict., ch. 10, et ses amendements, que, 60 jours après l'affichage du présent avis, le commissaire des Terres de la Couronne annulera les ventes et permis d'occupation des terres publiques, dont suit une liste :

Adj. 6246.

Harrington.

La $\frac{1}{2}$ nord du lot 7, dans le 7^e rang, à Dougald Cameron.

E. E. TACHÉ,
Assistant-commissaire.

Département des Terres de la Couronne.

Québec, 18 juillet 1894.

2809

PROVINCE DE QUÉBEC

Département des Terres de la Couronne.

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné, en conformité de l'acte 45 Vict., ch. 10, et ses amendements, que, 60 jours après l'affichage du présent avis, le commissaire des Terres de la Couronne annulera les ventes et permis d'occupation des terres publiques, dont suit une liste :

Whitton.

Lot 30, du 4^e rang N. E., à William Lacroix.Lot 32, du 4^e rang N. E., à Albert Weed.Lot 27, du 5^e rang N. E., à Esdras Mercier.Lots 30 et 31, 5^e rang N. E., à Joseph Lacasse.Lot 25, 6^e rang N. E., à Malcolm Matheson.

E. E. TACHE,
Assistant-commissaire.

Département des Terres de la Couronne.

Québec, 16 juillet 1894.

2763

BUREAU DU SECRÉTAIRE.

Québec, 27 juin 1894.

Avis public est par le présent donné qu'une requête a été présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, par Charles Metcalfe Thomas, écuyer, notaire public, de Stanstead Plain, comté de Stanstead, par laquelle il demande le transfert en sa faveur des minutes, répertoire et index de feu Daniel Thomas, en son vivant écuyer, notaire public, de la cité de Sherbrooke, district de Saint-François, en vertu des dispositions du code du notariat, art. 3685, S. R. P. Q.

LOUIS P. PELLETIER,
Secrétaire de la province.

2513-4

BUREAU DU SECRÉTAIRE.

Québec, 6 juin 1894.

Avis est par le présent donné qu'une requête a été présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, par Joseph Arthur Théorêt, écuyer, notaire public, de la ville de Saint-Laurent, comté de Jacques-Cartier, district de Montréal, par laquelle il demande le transfert en sa faveur des minutes, répertoire et index de feu Napoléon Viau, en son vivant notaire public, du même lieu, en vertu des dispositions du code du notariat, art. 3685, S. R. P. Q.

LOUIS P. PELLETIER,
Secrétaire de la province.

2673-3

PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Crown Lands.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given, in conformity with the Act 45 Vict., ch. 10, and its amendments, that, 60 days after the posting of the notice, the commissioner of Crown lands will cancel the sales and locations of the public lands mentioned in the following list :

Adj. 6246.

Harrington.

N. $\frac{1}{2}$ of lot 7, in the 7th range, to Dougald Cameron.

E. E. TACHE,
Assistant Commissioner.

Crown Lands Department.

Quebec, 18th July, 1894.

2810

PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Crown Lands.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given, in conformity with the Act 45 Vict., ch. 10, and its amendments, that, 60 days after the posting of the notice, the commissioner of Crown Lands will cancel the sales and locations of the public lands mentioned in the following list :

Whitton.

Lot 30, in the 4th range N. E., to William Lacroix.

Lot 32, in the 4th range N. E., to Albert Weed.

Lot 27, in the 5th range N. E., to Esdras Mercier.

Lots 30 and 31, in the 5th range N. E., to Joseph Lacasse.

Lot 25, in the 6th range N. E., to Malcolm Matheson.

E. E. TACHE,
Assistant Commissioner.

Department of Crown Lands.

Quebec, 16th July, 1894.

2764

SECRETARY'S OFFICE.

Quebec, 27th June, 1894.

Public notice is hereby given that a petition has been presented to His Honor the lieutenant governor, by Charles Metcalfe Thomas, esquire, notary public, of Stanstead Plain, county of Stanstead, by which he prays for the transfer in his favour of the minutes, repertory and index of the late Daniel Thomas, in his lifetime esquire, notary public, of the city of Sherbrooke, district of Saint Francis, in virtue of the provisions of the notarial code, art. 3685 R. S. P. Q.

LOUIS P. PELLETIER,
Provincial secretary.

2514

SECRETARY'S OFFICE.

Quebec, 6th June, 1894.

Public notice is hereby given that a petition has been presented to His Honour the lieutenant governor, by Joseph Arthur Théorêt, esquire, notary public, of the town of Saint Lawrence, county of Jacques Cartier, district of Montreal, by which he prays for the transfer in his favour of the minutes, repertory and index of the late Napoléon Viau, in his lifetime notary public, of the same place, in virtue of the provisions of the notarial code, art. 3685, R. S. P. Q.

LOUIS P. PELLETIER,
Provincial secretary.

2674

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

AVIS

Est par le présent donné qu'il y aura une assemblée des examinateurs nommés par le comité catholique du conseil de l'Instruction publique, pour l'examen des candidats à la charge d'inspecteur d'écoles à l'école normale Laval, à Québec, mercredi, le vingt-neuvième jour d'août prochain (1894), à neuf heures du matin. Toute personne qui désire se présenter à cet examen, devra envoyer d'ici au 20 d'août prochain, à M. Paul de Cazes, secrétaire du comité catholique du conseil de l'Instruction publique, une requête à cet effet, la somme de six piastres, ainsi que tous les documents exigés par le règlement adopté par le comité catholique du conseil de l'Instruction publique, sanctionné par arrêté en conseil du 17 juillet 1888.

GEDEON OUMET,

Surintendant.

Québec, 14 juillet 1894.

2737-2

EXTRAITS DES REGLES ET REGLEMENTS
DU CONSEIL LEGISLATIF.*Relatifs aux avis de Bills Privés.*

53.—Toute demande de bills privés, qui sont proprement du ressort de la Législature de la Province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, clause 53, pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue ou glissoire, ou autres travaux semblables; soit pour l'octroi d'un droit de traverse, la construction d'usines ou travaux pour fournir du gaz ou de l'eau, l'incorporation de professions, métiers ou de compagnies à fonds social; l'incorporation d'une cité, ville, village ou autre municipalité, l'imposition d'aucune taxe locale, la division d'aucun comté, pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucun cantons, le changement de site d'aucun chef lieu, ou d'aucun bureau local, les règlements concernant toute commune, le ré-arpentage de tout canton, ligne ou concession; ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers ou pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte antérieur,—exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir :

Un avis inséré dans la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais et dans un autre publié en français, dans le district auquel s'applique la mesure demandée, ou dans l'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal ou s'il n'y existe pas de journal, la publication dans les deux langues se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois durant l'intervalle de temps écoulé entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

54.—Avant d'adresser à la chambre aucune pétition demandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage, les personnes se proposant de faire cette pétition devront en donnant l'avis prescrit par la règle précédente, et de la même manière donner aussi avis des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège, de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-tournant ou non, et les dimensions de ce pont-tournant.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

NOTICE

Is hereby given that there will be a meeting of the examiners appointed by the roman catholic committee of the council of Public Instruction, to examine candidates for the office of school inspectors, at the Laval normal school, on Wednesday, the twenty-ninth day of August next (1894), at nine o'clock in the forenoon. Any person who wishes to present himself at this examination must, before the 20th day of August next, send a request for that purpose to Mr. Paul de Cazes, secretary of the roman catholic committee of the council of Public Instruction, the sum of six dollars, as well as all documents required under the regulations adopted by the roman catholic committee of the council of Public Instruction, sanctioned by an order in council of the 17th July, 1888.

GEDEON OUMET,

Superintendent.

Quebec, 14th July, 1894.

2738

EXTRACTS OF RULES AND REGULATION
OF THE LEGISLATIVE COUNCIL.*Relating to notices for Private Bills.*

53.—All applications for private bills, properly within the range of the powers of the Legislature of the Province of Québec, according to the provisions of the act of British North America, 1867, clause 53, whether for the construction of a bridge, a railway; a turnpike road or telegraph line the construction or improvement of a harbour, canal, lock, dam or slide, or other like works, the granting of a right of ferry; the construction of works for supplying gas or water the incorporation of an particular, profession or trade, or of any joint stock company; the incorporation of a city, town, village, or other municipality; the levying of any local Assessment; the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township; the removal of the site of any county town, or of local offices; the regulation of any common; the resurvey of any township, line or concession, or otherwise for granting, to any individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter, or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community; or for making any amendment of a like nature to any former act,—shall require a notice, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follows, viz:—

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and one newspaper in the french language in the district affected, or in both languages, if there be but one paper; or if there be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette*, and in a paper published in an adjoining district.

Such notice shall be continued in each case for a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54.—Before any petition praying for leave to bring in a private bill for the erection of a toll-bridge, is presented to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall upon giving the notice prescribed by the preceding rule, also at the same time, and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments, or piers for the passage of rafts or vessels, and mentioning also whether they intend to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

60.—Les dépenses et frais occasionnés par des bills privés conférant quelque privilège exclusif ou pour toute autre objet de profit, ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation, ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs, de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne doivent pas retomber sur le public; conséquemment les parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées de payer au bureau des bills privés la somme de deux cent piastres immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaises et françaises, par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la chambre, et 250 exemplaires en français et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés: et s'il y a des amendements lors de la seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui en demandent la passation devront déposer au bureau des bills privés 250 exemplaires en français et 100 en anglais du bill tel qu'amendé; Et de plus aucun de ces bills ne doit être soumis au comité des Bills Privés avant la production d'un certificat d'un des officiers en loi constatant que le projet de loi a été vu, examiné et jugé conforme aux lois générales et aux règlements de cette Chambre, ni être lu pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur de la Reine, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 250 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 500 de la version française, pour le gouvernement.

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200 et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payé au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

2.—L'honoraire payable lors de la seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

LOUIS FRECHETTE,

2117

G. C. L.

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

Bills privés.

Nulle pétition pour un bill privé n'est reçue après l'expiration des deux premières semaines de la session. Aucun bill privé ne peut être présenté après l'expiration des trois premières semaines de la session. Aucun rapport d'un comité permanent ou spécial sur un bill privé ne peut être reçu après l'expiration des quatre premières semaines de la session.

1. Toute demande de bills privés relative à des matières qui tombent dans les catégories de sujets dépendant de la législature de Québec, d'après l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un tramway, d'un chemin à barrières ou d'une ligne télégraphique ou téléphonique; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue, glissoire ou autres travaux semblables, soit pour la concession d'un droit de passeur, soit pour l'incorporation d'un commerce ou métier spécial, ou d'une compagnie à fonds social; soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village ou autre municipalité; soit pour le prélèvement d'une cotisation locale; soit pour la division d'une municipalité, ou d'un comté pour des fins autres que

60.—The expenses and costs attending on private bills giving an exclusive privilege, or for any other object of profit, or private, corporate, or individual advantage; or for amending, extending, or enlarging any former acts, in such manner as to confer additional powers, ought not to all on the public; accordingly, the parties seeking to obtain any such bill shall be required to pay into the private bill office the sum of two hundred dollars, immediately after the first reading thereof; and all such bills shall be prepared in the english and french languages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of the house, and two hundred and fifty copies thereof in french, and one hundred in english, shall be filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading which shall require the reprinting of the bill, the parties seeking to obtain the passing of the bill shall file at the private bill office two hundred and fifty additional copies in french, and one hundred copies in the english language, of the bill as amended, and, moreover, no such bill shall be submitted to the committee on standing orders and private bills before the production of a certificate from one of the law officers that such bill has been examined and been found to be in conformity with the general laws and the rules of this House, nor shall it be read a third time until a certificate from the Queen's printer shall have been filed with the clerk that the cost of printing two hundred and fifty of the act in english and five hundred copies in french, for the government, has been paid him.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

If a copy of the Bill have not disposed in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

2.—The fee payable on the second reading of any private bill is paid only in the house in which such bill originates, but the cost of printing the same is paid in each house.

LOUIS FRECHETTE,

2118

G. C. L.

LEGISLATIVE ASSEMBLY.

Private Bills

No petition or any Private Bill shall be received after the first two weeks of the Session. No Private Bill shall be introduced after the first three weeks of the Session. No report of any Standing or Select Committee upon a Private Bill shall be received after the first four weeks of the Session.

All applications for Private Bills, properly the subject of legislation by the Legislature of Quebec, within the purview of "The British North America Act, 1867, whether for the erection of a Bridge; the making of a Railway, Tramway, Turnpike, Road, Telegraph or Telephone Line; the construction or improvement of a Harbour, Canal, Lock, Dam, Slide, or other like work; the granting of a right of Ferry; the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Company, the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality; the levying of any local Assessment; the division of any Municipality, or of any County for purposes other than that of Representation in the Legislature; the removal of the site of a County Town or of any local offices;

celles de la représentation dans la législature ; soit pour le changement du chef-lieu d'un comté ou le déplacement de bureaux locaux ; soit pour le réarpentage d'un canton ou d'une ligne ou d'une concession de canton ; soit pour concéder à un ou à des individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, ou l'autorisation de faire quoi que ce soit de nature à affecter les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société ; soit pour faire un amendement d'une nature semblable à un statut existant,—doit être précédé d'un avis spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande.

2. Cet avis doit, sauf dans le cas de corporations existantes être signé au nom de ceux pour qui la demande est faite et doit être publiée dans la *Gazette Officielle de Québec*, en français et en anglais, ainsi que dans un journal publié en français et dans un journal publié en anglais dans le district concerné ; et s'il n'y a pas soit de journal publié en français, soit de journal publié en anglais dans le district, alors dans un journal publié en français ou dans un journal publié en anglais dans district voisin.

3. Cet avis, dans chaque cas, doit être publié d'une manière continue durant une période d'au moins un mois pendant l'intervalle entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition et des exemplaires des journaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au Greffier par ceux qui l'ont publié, pour être déposés au bureau du comité des ordres permanents.

Lorsqu'il s'agit d'un bill privé autorisant la construction d'un pont de péage, la ou les personnes se proposant de demander ce bill doivent, dans l'avis exigé par la règle précédente, indiquer les péages qu'elles se proposent d'exiger, l'étendue du privilège, la hauteur des arches — l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des trains de bois et navires — et l'intention de construire ou non un pont-lévis et les dimensions de ce pont-lévis.

Toute personne demandant un bill privé lui conférant quelque privilège ou profit exclusif, ou conférant un avantage personnelle ou corporatif, ou quelque amendement à un statut existant, doit déposer entre les mains du greffier, huit jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et déposer en même temps entre les mains du comptable de la Chambre une somme suffisante pour payer l'impression de 550 exemplaires en français et 400 exemplaires en anglais, et aussi \$2.00 par page de matière imprimée pour la traduction, et cinquante centins par page pour la correction et la révision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'entrepreneur des impressions.

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200 et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payé au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

Ces sommes doivent être payées immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant qu'il soit examiné par le comité.

“ Les bills pour incorporer les villes ne devront contenir que les dispositions dérogatoires à l'acte des clauses générales des corporations de ville, en spécifiant, dans chaque cas particulier, la clause du statut général que l'on désirera éluder et en remplaçant par une nouvelle clause celle à la-

the re-survey of any Township, or of any Township Line or Concession ; or for granting to and individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or which relate to any particular class of the community or for making any amendment of a like nature to any existing Act,—shall require a Notice clearly and distinctly specifying the nature and object of the application.

2. Such notice, except in the case of existing Corporation, shall be signed on behalf of the applicants, and shall be published in the *Quebec Official Gazette*, in the English and French language, and in one newspaper in the English, and in one newspaper in the French language, and in the district affected ; and in default of either or such newspaper in such District, then in a similar newspaper published in an adjoining District.

3. Such Notice shall be continued, in each case, for a period of at least one month during the interval of time between the close of the next preceding Session and the consideration of the Petition ; and copies of the newspapers containing the first and last insertion of such notice shall, be sent by the parties who inserted such notice to the Clerk of the House, to be filed in the office of the Committee on Standing Order.

In the case of an intended application for a Private Bill for the erection of a Toll-Bridge, the person or persons intending to petition for such Bill, shall, in the Notice prescribed by the preceding Rule, specify the rates which they intend to ask, the extend of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers, for the passage of rafts and vessels, and also whether it is intended to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

Any person seeking to obtain any Private Bill giving any exclusive privilege or profit, or private or corporate advantage, or for any amendment to any existing Act, shall deposit with the Clerk of the House, eight days before the opening of the session, a copy of such Bill in the english of french language, and shall at the same time deposit with the accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 400 copies in english and 550 copies in French, and also \$2 per page of printer matter for the translation and 50 cents per page for correcting and revising the printing. The translation shall be made by the officers of the House and the printing shall be done by the contractor.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

If a copy of the Bill have not disposed in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

Such payments shall be made immediately after the second reading before the consideration of the Bill by such Committee.

Bills for the incorporation of town only shall contain such provisions as may derogate from the town corporations general clauses act, specifying in each special case the clause of the general act which is sought to be departed from, and replacing it by a new clause to be substituted for the one so

quelle il sera ainsi dérogé. Les bills qui ne seront pas rédigés conformément à cette règle, seront refaits par ceux qui en demanderont la passation et réimprimés à leurs dépens, avant d'être examinés par le comité des bills privés."

"Lorsque les bills privés sont introduits dans but d'amender des actes existants, ces bills doivent décréter que la clause que l'on désire amender soit révoquée et remplacée par la nouvelle clause, en indiquant les amendements entre crochets."

"Dans le cas où les promoteurs de ces bills ne se conformeraient pas à cette disposition, le greffier en chef du bureau des bills privés doit les faire imprimer dans cette forme aux frais des promoteurs."

2119 L. G. DESJARDINS,
Greffier de l'Assemblée Législative.

Demande à la Législature

Avis est par le présent donné que "La Corporation des Sœurs des Petites Ecoles de Rimouski," s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir des amendements à sa charte concernant son nom d'incorporation et l'étendue de ses pouvoirs, et demander ainsi d'être appelée à l'avenir "La Corporation des Sœurs de la Congrégation de N.-D. du Saint-Rosaire de Rimouski."

SŒUR MARIE DE LA VICTOIRE,
Supérieure générale.
Saint-Germain de Rimouski, juillet 1894. 2649-3

Avis Divers

Canada, }
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Québec. }

Geneviève Bernard, de la cité de Québec, épouse
d'André Soucy, dûment autorisée à ester en justice,
Demanderesse ;

vs.

André Soucy, de la cité de Québec,
Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée
dans cette affaire le 18 juillet courant.

2817 MALOUIN & MALOUIN,
Procureurs de la demanderesse.

Canada, }
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Montréal. }

Dame Esther Bisailon, des cité et district de
Montréal, épouse de Joseph Bélanger, commerçant,
du même lieu, a, ce jour, intenté contre son mari
une action en séparation de biens.

BEIQUE, LAFONTAINE,
TURGEON & ROBERTSON,
Avocats de la demanderesse.

Montréal, 17 juillet 1894. 2783

Province de Québec, }
District de Richelieu. } *Cour Supérieure.*
No. 3880.

Dame Valérie Ducharme, de la ville de Berthier,
district de Richelieu, Demanderesse ;

vs.

Ludger Cadieux, du même lieu, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été prise ce
jour.

C. A. CHENEVERT,
Avocat de la demanderesse.
Sorel, 19 juin 1894. 2633-3

departed from. Bills which are not framed according to this rule shall be re-framed by the promoters and reprinted at their expense before the Private Bills Committee passes upon such clauses

When Private Bills are introduced for the purpose of amending existing acts, such Bills shall enact that the clause sought to be amended be repealed, and replaced by the new clause, indicating the amendment between brackets

In the event of the promoters not complying with this rule, the chief clerk of the private bills office shall be charged with the duty of having the bills printed in that shape at the expense of the promoters.

2120 L. G. DESJARDINS,
Clerk of the Legislative Assembly

Application to the Legislature

Notice is hereby given that "La Corporation des Sœurs des Petites Ecoles de Rimouski," will apply to the legislature of the province of Quebec, at its next session, to obtain amendments to its charter concerning its corporate name and the extent of its powers, and to ask to be called in future "La Corporation des Sœurs de la Congrégation de N.-D. du Saint-Rosaire de Rimouski."

SŒUR MARIE DE LA VICTOIRE,
General superioress.
Saint Germain de Rimouski, July, 1894. 2650

Miscellaneous Notices

Canada, }
Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Quebec. }

Geneviève Bernard, of the city of Quebec, wife of
André Soucy, duly authorized to ester en justice,
Plaintiff ;

vs.

André Soucy, of the city of Quebec,
Defendant.

An action of separation as to property has been
instituted in this case the 18th July instant.

2818 MALOUIN & MALOUIN,
Attorneys for plaintiff.

Canada, }
Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Montreal. }

Dame Esther Bisailon, of the city and district of
Montreal, wife of Joseph Bélanger, trader, of the
same place, has instituted an action for separation
as to property.

BEIQUE, LAFONTAINE,
TURGEON & ROBERTSON,
Attorneys for plaintiff.

Montreal, 17th July, 1894. 2784

Province of Quebec, }
District of Richelieu. } *Superior Court.*
No. 3880.

Dame Valérie Ducharme, of the town of Berthier,
district of Richelieu, Plaintiff ;

vs.

Ludger Cadieux, of the same place, Defendant.

An action for separation as to property has been
taken this day.

C. A. CHENEVERT,
Attorney for plaintiff.
Sorel, 19th June, 1894. 2634

AVIS PUBLIC.

Nous, les soussignés, donnons par les présentes avis que nous nous adresserons à Son Honneur le lieutenant-gouverneur pour obtenir des lettres patentes sous le grand Sceau de la province de Québec, les constituant eux et telles autres personnes qui pourront à l'avenir devenir actionnaires de la compagnie, ainsi créée en corps politique et incorporée en vertu des dispositions des lois corporatives des compagnies à fonds social, savoir :

1° Le nom social de la dite société sera "Le Syndicat des Agriculteurs de Jonquière."

2° L'objet pour lequel nous consentons à former cette association est de faire le commerce en gros et en détail de marchandises générales et produits de tous genres et marchands à commission.

3° Le siège principal des affaires de la société sera à ou près de la station du chemin de fer Québec et Lac Saint-Jean, dans la paroisse de Saint-Dominique de Jonquière.

4° Le capital action de la compagnie sera de cinq mille piastres (\$5,000.00.)

5° Le dit capital sera divisé en cent parts de cinquante piastres chacune payables au moment de la souscription.

6° Le bureau de direction des affaires de la compagnie sera composé de neuf directeurs dont les premiers seront :

Damasse Gagné, président ; Edouard Simard, Joachim Gagnon, Frs. Villeneuve, Thadée Bouchard, Jean Brassard, Jos. Corneau, Dios Gauthier, directeurs adjoints ; P. E. Savard, sec. gérant, tous de la paroisse de Saint-Dominique de Jonquière, et sujets de Sa Majesté Britannique.

P. E. SAVARD,
Saint-Dominique de Jonquière,
Chicoutimi.

Saint-Dominique, 9 juillet 1894. 2681-2

PROVINCE DE QUÉBEC.

MUNICIPALITE DU COMTE DE BEAUCE.

Avis public est par les présentes donné, que le conseil de la dite municipalité de comté, le treizième jour de juin dernier (1894), a passé et adopté une résolution érigeant un certain territoire situé dans le canton d'Adstock, en le comté de Beauce, en municipalité séparée sous le nom de "La municipalité de la paroisse de Saint-Méthode d'Adstock," en le comté de Beauce, comprenant tout le territoire désigné suivant les mêmes bornes telles qu'énoncées par la proclamation du lieutenant-gouverneur, en date du vingt-deuxième jour de février dernier (1894), laquelle résolution a été approuvée par Son Honneur le lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil en date du vingt-neuvième jour de juin dernier (1894.)

CHS. BOLDUC,
Sec. trés. C. M. C. B.

Donné à Saint-François, Beauce, ce 9 juillet 1894.
2723-2

Canada,
Province de Québec, }
District de Montréal. }
No. 256.

Cour Supérieure.

Dame Catherine Coleman, épouse commune en biens de Charles O'Connor, tous deux des cité et district de Montréal, dûment autorisée à ester en justice,

Demanderesse ;

vs.

Le dit Charles O'Connor, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, dans cette cause.

R. L. MURCHISON,
Procureur de la demanderesse.
Montréal, 14 février 1894. 2467-5

PUBLIC NOTICE.

The undersigned hereby give notice that they will apply to His Honor the lieutenant governor, for letters patent under the great Seal of the province of Quebec, constituting them and all others who may hereafter become shareholders in the company thus created, a body politic and corporate, under the provisions of the Joint Stock Company's Incorporation Act, to wit :

1° The proposed corporate name of the company is "Le Syndicat des Agriculteurs de Jonquière."

2° The object for which incorporation is sought is to carry on business wholesale and retail, in general merchandize and produce of all kinds and commission business.

3° The chief place of business of the said company will be at or near the Quebec and Lake Saint John Railway station, in the parish of Saint-Dominique de Jonquière.

4° The capital of the said company will be five thousand dollars (\$5,000.00.)

5° The said capital will be divided into one hundred shares of fifty dollars each, payable at the moment of subscribing.

6° The managing board of the said company will be made up of nine directors, of whom the first will be :

Damasse Gagné, president ; Edouard Simard, Joachim Gagnon, Frs. Villeneuve, Thadée Bouchard, Jean Brassard, Jos. Corneau, Dios Gauthier, associate directors ; P. E. Savard, managing secretary, all of the parish of Saint-Dominique de Jonquière, and subjects of Her British Majesty.

P. E. SAVARD,
Saint-Dominique de Jonquière,
Chicoutimi.

Saint-Dominique, 9th July, 1894. 2682

PROVINCE OF QUEBEC.

MUNICIPALITY OF THE COUNTY OF BEAUCE.

Public notice is hereby given, that the council of the municipality for the said county, has, on the thirteenth day of June last (1894), passed and adopted a resolution by which was erected a certain territory situated in the township of Adstock, in the county of Beauce, into a separated and special municipality under the name of "The municipality of the parish of Saint-Méthode of Adstock," in the county of Beauce, comprising all the territory which is designated under the same bounds as published by the proclamation of the lieutenant governor, dated on the twenty-second day of February last (1894), which said resolution had been approved by His Honor the lieutenant governor, by order in council dated on the twenty-ninth day of June last (1894.)

CHS. BOLDUC,
Sec. -treas. M. C. C. B.

Given at Saint Francis, Beauce, this 9th day of July, 1894. 2724

Canada,
Province of Québec, }
District of Montréal. }
No. 256.

Superior Court.

Dame Catherine Coleman, wife common as to property of Charles O'Connor, both of the city and district of Montreal, and duly authorized to ester en justice, Plaintiff ;

vs.

The said Charles O'Connor, Defendant.
An action of separation as to property has, this day, been instituted herein.

R. L. MURCHISON,
Attorney for plaintiff.
Montreal, 14th February, 1894. 2468

Canada,
Province of Québec, }
District of Saint-François. } *Cour Supérieure.*
No. 461.

Dame Emma A. Boyer, du village de Windsor Mills, dans le district de Saint-François, épouse de Patrick F. Dooley, du même lieu, surintendant de moulins à papier, dûment autorisée à ester justice, Demanderesse ;

vs.

Le dit Patrick F. Dooley, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le vingt-huitième jour de juin mil huit cent quatre-vingt-quatorze.

F. CAMPBELL,

Procureur de la demanderesse.

Sherbrooke, 29 juin 1894. 2677-3

Province of Québec, }
District of Saint-François. } *Cour Supérieure.*
No. 463.

Dame Céline Cauchon, de la ville de Coaticook, dans le district de Saint-François, a, ce jour, intenté une action en séparation de biens contre son mari Arthur L'Heureux, manufacturier, de la même place.

G. H. ST. PIERRE,

Procureur de la demanderesse.

Sherbrooke, 29 juin 1894. 2597-3

Province of Québec, }
District of Montreal. } *Cour Supérieure.*

Dame Mary Forsyth, de la cité de Montréal, dans le district de Montréal, épouse commune en biens de Robert Beckham, du même lieu, entrepreneur, Demanderesse ;

vs.

Le dit Robert Beckham, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause.

J. S. BUCHAN,

Procureur de la demanderesse.

Montréal, 16 juin 1894. 1985-5

AVIS.

Avis est par le présent donné que conformément la loi corporative des compagnies à fonds social, les personnes ci-dessous nommées ont l'intention de s'adresser au lieutenant-gouverneur de la province de Québec, pour obtenir des lettres patentes sous le grand Sceau, les constituant et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires, en corps politique et incorporé.

1° Le nom social de la compagnie projetée sera : Saint Maurice Tools and Axes Works.

2° L'objet pour lequel la constitution en corporation de la compagnie est demandée, est de fabriquer les haches, marteaux, outils et autres objets en fer et en acier et aussi des manches en bois de toutes sortes.

3° Que le principal bureau d'affaires de la dite compagnie sera en la cité des Trois-Rivières, dans la province de Québec.

4° Que le montant du fonds social de la dite compagnie sera de quarante mille piastres divisées en parts ou actions de cent piastres chacune.

5° Les noms en toutes lettres ainsi que la profession et adresse de chaque requérant sont : Nazaire Lefebvre Denoncourt, avocat, Philippe Elisée Panneton, Will. Richard Williams, pharmacien, Eugène Panneton, marchand, et Edmond Denoncourt, teneur de livres, tous résidents en la cité des Trois-Rivières, en la province de Québec.

Les requérants seront les premiers directeurs de la compagnie, lesquels sont sujets de Sa Majesté.

N. L. DENONCOURT,

Procureur des requérants.

Trois-Rivières, 26 juin 1894. 2537-4

Canada,
Province of Québec, }
District of Saint Francis. } *Superior Court.*
No. 461.

Dame Emma A. Boyer, of the village of Windsor Mills, in the district of Saint Francis, wife of Patrick F. Dooley, of the same place, superintendent of paper mills, duly authorized to ester en justice, Plaintiff ;

vs.

The said Patrick F. Dooley, Defendant.
An action for separation as to property has been instituted in this cause, on the twenty-eighth day of June, eighteen hundred and ninety-four.

F. CAMPBELL,

Attorney for plaintiff.

Sherbrooke, 29th June, 1894. 2678

Province of Québec, }
District of Saint Francis. } *Superior Court.*
No. 463.

Dame Céline Cauchon, of the town of Coaticook, in the district of Saint Francis, has, this day, instituted an action for separation as to property against her husband Arthur L'Heureux, manufacturer, of the same place.

G. H. ST. PIERRE,

Attorney for plaintiff.

Sherbrooke, 29th June, 1894. 2598

Province of Québec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*

Dame Mary Forsyth, of the city of Montreal, in the district of Montreal, wife common as to property of Robert Beckham, of the same place, contractor, Plaintiff ;

vs.

The said Robert Beckham, Defendant.
An action in separation as to property has been instituted in this cause.

J. S. BUCHAN,

Attorney for plaintiff.

Montreal, 16th June, 1894. 1986

NOTICE.

Notice is hereby given that, in compliance with the "Joint Stock Companies' Act", the under named persons intend to apply to the lieutenant governor of the province of Québec, for letters patent under the great Seal, constituting them and such others who may become shareholders, a body politic and corporate.

1° The corporate name of the proposed company shall be : The Saint Maurice Tools and Axes Works.

2° The object for which the incorporation of the company is sought is to manufacture axes, hammers, tools and other articles of iron and steel, and also wooden handles of all kinds.

3° The chief place of business of the company shall be in the city of Three Rivers, in the province of Québec.

4° The proposed amount of the capital stock of the company is forty thousand dollars, divided into shares of one hundred dollars each.

The names in full, addresses and callings of each of the applicants are as follows : Nazaire Lefebvre Denoncourt, advocate, Philippe Elisée Panneton, Will. Richard Williams, druggist, Eugène Panneton, merchant, and Edmond Denoncourt, book-keeper, all residing in the city of Three Rivers, in the province of Québec.

The applicants are to be the first directors of the company, who are all subjects of Her Majesty.

N. L. DENONCOURT,

Attorney for petitioners.

Three Rivers, 26th June, 1894. 2538

AVIS.

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, pour obtenir des lettres patentes sous le grand Sceau de la province, octroyant une charte aux requérants et telles autres personnes qui peuvent devenir actionnaires de la compagnie, les constituant en corps politique.

1° Le nom de la compagnie sera "Le Club Athlétique des Amateurs de Saint-Hyacinthe".

2° L'objet pour lequel l'incorporation est demandée est d'organiser un club nautique et athlétique et d'acquérir un ou plusieurs immeubles et de construire un ou plusieurs bâtiments devant servir d'abri pour les chaloupes et embarcation, et aussi de salles pour bain et jeux athlétiques.

3° Le siège des affaires sera en la cité de Saint-Hyacinthe.

4° Le montant proposé du fonds social sera de cinq mille piastres, divisé en cinq cents actions de dix piastres chacune.

5° Les noms des requérants sont les suivants : Paul F. Payan, Silas T. Duclos, Frédérick W. Moseley, manufacturiers ; Francis Bartels, agent d'affaires ; Lewis Francis Morison, avocat ; Cléophas Pagnuelo, Théodore Godfrey Harvey, commerçants, et Louis Côté, bourgeois, toutes les dites parties de la cité de Saint-Hyacinthe, sujets de Sa Majesté, et qui seront les premiers directeurs provisoires.

LUSSIER & GENDRON,

Procureurs des requérants.

Saint-Hyacinthe, 12 juillet 1894. 2745-2

Avis de Faillites

Province de Québec, }
District des Trois-Rivières. } *Cour Supérieure.*
Dans l'affaire de Camille Didier, Trois-Rivières,
Insolvable.

Avis est par le présent donné qu'en vertu d'un ordre de la cour, en date du 13 juillet courant, j'ai été nommé curateur aux biens de cette succession.

Toutes personnes ayant des réclamations contre la dite succession sont requises de les produire devant moi dans les 30 jours de cette date.

HENRY A. BEDARD,

Curateur.

Bureau : 125, rue Saint-Pierre.

Québec, 16 juillet 1894. 2765

Province de Québec, }
District de Saint-Hyacinthe. } *Cour Supérieure*
No. 105.

In re Joseph Millette, Failli ;
et

F. X. A. Boisseau, Curateur.

Un premier et dernier bordereau de collocation a été préparé en cette cause, les collocations seront payables à mon bureau, à compter du six août prochain.

F. X. A. BOISSEAU,

Curateur.

Saint-Hyacinthe, 14 juillet 1894. 2761

Province de Québec, }
District de Québec. } *Cour Supérieure.*

In re L. Lévis Dussault, marchand, Saint-Jean Deschaillons, Failli.

Avis est par le présent donné que j'ai été nommé, le 13 courant, curateur en la dite affaire. Les créanciers du dit insolvable sont priés de me filer leurs réclamations dans un délai de trente jours à compter de la présente date.

NAP. MATTE,

Curateur.

Bureau : 75, rue Saint-Pierre.

Québec, 16 juillet 1894. 2767

NOTICE.

Notice is hereby given that application will be made to His Honor the lieutenant governor of the province of Quebec, to obtain letters patent under the great Seal of the province, granting a charter to the applicants and such other persons as may become shareholders in the proposed company, a body corporate and politic.

1° The proposed corporate name of the company will be "The Saint Hyacinthe Amateur Athletic Club".

2° The purpose for which incorporation is sought is to organize a nautical and athletic club, and to acquire one or more lots of land, and erect one or more buildings to used to shelter their boats and also as a bathing house and for athletic sports.

3° The place of business will be in the city of Saint Hyacinthe.

4° The proposed amount of the capital stock will be five thousand dollars, divided into five hundred shares of ten dollars each.

5° The names of the petitioners are the following : Paul F. Payan, Silas T. Duclos, Frederick W. Moseley, manufacturers ; Francis Bartels, business agent ; Lewis Francis Morison, advocate ; Cléophas Pagnuelo, Théodore Godfrey Harvey, traders, and Louis Côté, gentleman, all said parties of the city of Saint Hyacinthe, subjects of Her Majesty, and who will be the first provisional directors.

LUSSIER & GENDRON,

Attorneys for petitioners.

Saint Hyacinthe, 12th July, 1894. 2746

Bankrupt Notices

Province of Quebec, }
District of Three Rivers. } *Superior Court.*
In the matter of Camille Didier, Three Rivers,
Insolvent.

Notice is hereby given that in virtue of an order of the court, dated 13th July instant, I have been appointed curator to the property of this estate.

All persons having claims against said estate are requested to file them with me within 30 days of this date.

HENRY A. BEDARD,

Curator.

Office : 125, Saint Peter street.

Quebec, 16th July, 1894. 2766

Province of Quebec, }
District of Saint Hyacinthe. } *Superior Court.*
No. 105.

In re Joseph Millette, Insolvent ;
and

F. X. A. Boisseau, Curator.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, this dividend will be payable at my office, on and after the sixth August next.

F. X. A. BOISSEAU,

Curator.

Saint Hyacinthe, 14th July, 1894. 2762

Province of Quebec, }
District of Quebec. } *Superior Court.*

In re L. Lévis Dussault, merchant, Saint Jean Deschaillons, Insolvent.

Notice is hereby given that, on the 13th instant, I have been appointed curator in this said matter. The creditors of the said insolvent are requested to file their claims with me within a delay of thirty days from the present date.

NAP. MATTE,

Curator.

Office : 75, Saint Peter street.

Quebec, 16th July, 1894. 2768

Province de Québec, }
 District de Trois-Rivières. } *Cour Supérieure.*
 Dans l'affaire de Ths. Bedard, Trois-Rivières,
 Insolvable.

Avis est par le présent donné qu'en vertu d'un ordre de la cour, en date du 13 courant, j'ai été nommé curateur aux biens de cette succession.

Toutes personnes ayant des réclamations contre la dite succession sont requises de les produire à mon bureau, dans les 30 jours de cette date.

EDOUARD PICHER,
 Curateur.

Bureau : J. H. LAROCHELLE, Québec.
 158, rue De la Couronne,
 Québec, 16 juillet 1894. 2769

Province de Québec, }
 District de Trois-Rivières. } *Cour Supérieure.*
 In re Moreau & Gravel, de Louiseville,
 Insolvable.

Avis est par le présent donné qu'en vertu d'un jugement en date du neuf juillet courant, j'ai été nommé curateur aux biens des dits insolvable.

Les créanciers des dits insolvable sont requis de produire leurs réclamations entre mes mains sous un délai de trente jours à compter du présent avis.

P. E. PANNETON,
 Curateur.

Trois-Rivières, 16 juillet 1894. 2775

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 Emil F. R. Zoellner, Demandeur ;

vs.

W. R. Fee & Co., Défendeurs.

Avis est par le donné que Dame Julia Chisholm, des cité et district de Montréal, province de Québec, marchande de meubles, épouse séparée de biens de William Reid Fee, du même lieu, y faisant affaires comme telle sous les nom et raison de W. R. Fee & Co., le 13e jour de juillet 1894, a fait un abandon complet de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure du district de Montréal.

W. ALEXR CALDWELL,
 Député gardien provisoire.

Bureau de Caldwell, Tait & Wilks,
 Royal Insurance Chambers,
 1709, rue Notre-Dame.
 Montréal, 13 juillet 1894. 2773

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 Dans l'affaire de Brossard, Chaput & Cie, marchands,
 Montréal, En liquidation.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé dans cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 6e jour d'août 1894, après laquelle date les dividendes seront payables dans mon bureau.

AMEDEE LAMARCHE,
 Liquidateur.

No. 1709, rue Notre-Dame.
 Montréal, 21 juillet 1894. 2789

Province de Québec, }
 District de Rimouski. } *Cour Supérieure.*
 Dans l'affaire de Arsène Côté, marchand, de Saint-Fabien, Failli.

Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier bordereau de collocation a été préparé en cette affaire.

Ce dividende sera payable à notre bureau, No. 48, rue Saint-Pierre, le ou après le 6 août 1894.

Toute opposition au dit dividende devra être produite devant nous avant la dite date.

LEFAIVRE & TASCHEREAU,
 Curateurs conjoints.

Québec, 19 juillet 1894. 2819

Province of Quebec, }
 District of Three Rivers. } *Superior Court.*
 In the matter of Ths. Bedard, Three Rivers,
 Insolvent.

Notice is hereby given that in virtue of an order of the court, dated the 13th instant, I have been appointed curator to the property of this estate.

All persons having claims against said estate are requested to file them with me, within 30 days of this date.

EDOUARD PICHER,
 Curator.

Office : J. H. LAROCHELLE, Quebec,
 158, Crown street.
 Quebec, 16th July, 1894. 2770

Province of Quebec, }
 District of Three Rivers. } *Superior Court.*
 In re Moreau & Gravel, of Louiseville,
 Insolvents.

Notice is hereby given that by a judgment dated ninth July instant, I have been appointed curator to the estate of the said insolvents.

The creditors of the said insolvents are requested to file their claims within thirty days from the present notice.

P. E. PANNETON,
 Curator.

Three Rivers, 16th July, 1894. 2776

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
 Emil F. R. Zoellner, Plaintiff ;

vs.

W. R. Fee & Co., Defendants.

Notice is hereby given that Dame Julia Chisholm, of the city and district of Montreal, province of Quebec, furniture dealer, wife separate as to property of William Reid Fee, of the same place, there carrying on business as such under the firm name and style of W. R. Fee & Co., did, on the 13th day of July, 1894, make an abandonment of her property for the benefit of her creditors, in the office of the protonotary of the superior court for the district of Montreal.

W. ALEXR CALDWELL,
 Deputy provisional guardian.

Office of Caldwell, Tait & Wilks,
 Royal Insurance Chambers,
 1709, Notre Dame street.
 Montreal, 13th July, 1894. 2774

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
 In the matter of Brossard, Chaput & Cie., merchants,
 Montreal, In liquidation.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, open to objection until the 6th day of August, 1894, after this date, this dividend will be payable at my office.

AMEDEE LAMARCHE,
 Liquidator.

No. 1709, Notre Dame street.
 Montreal, 21st July, 1894. 2790

Province of Quebec, }
 District of Rimouski. } *Superior Court.*
 In the matter of Arsène Côté, merchant, of Saint-Fabien, Insolvent.

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared in this matter.

This dividend will be payable at our office, No. 48, Saint Peter street, Quebec, on or after the 6th August, 1894.

All opposition to the said dividend must be filed with us before the said date.

LEFAIVRE & TASCHEREAU,
 Joint curators

Quebec, 19th July, 1894. 2820

Province de Québec, }
District de Saint-Hyacinthe. } *Cour Supérieure.*
No. 107.

Joseph Guillette, bourgeois, des cité et district de
Saint-Hyacinthe, Requéant cession de biens ;
et

Damien Bouchard, commerçant, du même lieu,
Cédant.

Avis vous est par le présent donné que le dit
cédant a fait, ce jour, cession de ses biens pour le
bénéfice de ses créanciers, au bureau du protono-
taire du district de Saint-Hyacinthe.

BLANCHET & BEAUREGARD,

Avocats du requérant.

Saint-Hyacinthe, 11 juillet 1894. 2757

Province de Québec, }
District de Chicoutimi. } *Cour Supérieure.*
No. 359.

In re Arthamasse Lajoie, commerçant, Saint-Ful-
gence, Failli ;

et

N. G. Kirouac et al.,

Requéant cession.

Je, Napoléon G. Kirouac, un des créanciers du
dit failli et gardien provisoire, en cette cause, donne
avis que le dit failli A. Lajoie, a fait abandon de ses
biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau
du protonotaire de la cour supérieure, pour le dis-
trict de Chicoutimi.

N. G. KIROUAC,

Requéant cession.

Chicoutimi, 3 juillet 1894. 2755

Canada, }
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Chicoutimi. }
No. 359.

Dans l'affaire de Arthamasse Lajoie, de Saint-Ful-
gence, Failli.

Avis est par le présent donné qu'en vertu d'un
jugement de l'honorable juge Gagné, en date du
seize juillet 1894, j'ai été nommé curateur aux biens
du dit failli.

Le créanciers du dit failli sont requis de produire
leurs réclamations détaillées à mon bureau, coin
des rues Saint-Pierre et Saint-André, Basse-Ville,
Québec, dans un délai de trente jours, à compter
du présent avis.

NAP. G. KIROUAC,

Curateur.

2821

Ventes d'immeubles en vertu des Actes concernant la Faillite.

ACTE DE FAILLITE DE 1875 ET SES AMEN- DEMENTS.

Dans l'affaire d'Alexander McDonald, de Métis,
failli.

A VIS PUBLIC est par le présent donné que
l'immeuble ci-après décrit, sera vendu aux
temps et lieu mentionnés plus bas. Toutes per-
sonnes ayant à exercer à cet égard des réclamations
que le registrateur n'est pas tenu de mentionner
dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code
de procédure civile du Bas-Canada, sont par le pré-
sent requises de les faire connaître suivant la loi.
Toute opposition afin d'annuler, afin de distraire,
afin de charge ou autres opposition à la vente, doi-
vent être déposées entre les mains du soussigné, à
son bureau, en la cité de Québec, avant les quinze
jours qui précéderont immédiatement le jour de la
vente ; les oppositions afin de conserver peuvent
être déposées en aucun temps dans les six jours après
le jour de la vente, à savoir :

Les lots No. 107, No. 108 et No. 109, du cadastre
officiel de la paroisse de Saint-Octave de Métis, étant
une terre située au premier rang de la seigneurie du

Province of Quebec, }
District of Saint Hyacinthe. } *Superior Court.*
No. 107.

Joseph Guillette, gentleman, of the city and district
of Saint Hyacinthe, Petitioner for assignment ;
and

Damien Bouchard, trader, of the same place,
Insolvent.

Notice is hereby given that the said insolvent
has this day made an abandonment of his assets for
the benefit of his creditors, at the prothonotary's
office of the district of Saint Hyacinthe.

BLANCHET & BEAUREGARD,

Attorneys for petitioner.

Saint Hyacinthe, 11th July, 1894. 2758

Province of Quebec, }
District of Chicoutimi. } *Superior Court.*
No. 359.

In re Arthamasse Lajoie, trader, Saint Fulgence,
Insolvent ;

and

N. G. Kirouac et al.,

Petitioner for assignment ;

I, Napoléon G. Kirouac, one of the creditors of
the said insolvent and provisional guardian, hereby
give notice that the said insolvent A. Lajoie, has
made an abandonment of his assets for the benefit
of his creditors, at the prothonotary's office of the
superior court of the district of Chicoutimi.

N. G. KIROUAC,

Petitioner for assignment.

Chicoutimi, 3rd July, 1894. 2756

Canada, }
Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Chicoutimi. }
No. 359.

In the matter of Arthamasse Lajoie, of Saint Ful-
gence, Insolvent.

Notice is hereby given that, on the sixteenth day
of July, 1894, by a judgment of the Honorable judge
Gagné, I have been appointed curator to the estate
of the said insolvent.

The creditors of the said insolvent are requested
to file their retailed claims at my office, corner of
Saint Peter and Saint André streets, Lower Town,
Quebec, within thirty days from the present date.

NAP. G. KIROUAC,

Curator.

2822

Sale of Real Estate under Insolvents Acts.

INSOLVENT ACT OF 1875 AND AMEND- MENTS.

In the matter of Alexander McDonald, of Métis, an
insolvent.

PUBLIC NOTICE is hereby given that the im-
movable hereinafter described, will be sold at
the time and place mentioned below. All persons
having claims on the same, which the registrar is
not bound to include in his certificate, under article
700 of the code of civil procedure of Lower Canada,
are hereby required to make them known according
to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de distraire,*
afin de charge, or other oppositions to the sale are
required to be filed with the undersigned, at his
office, in the city of Quebec, previous to the fifteen
days next preceding the day of sale ; oppositions
afin de conserver may be filed at any time within six
days next after the day of sale, to wit :

Lots No. 107, No. 108 and No. 109, of the offi-
cial cadastre of the parish of Saint Octave de Métis,
being a land situate in the first range of the seigniorie

Grand Métis, d'environ six arpents de front sur environ vingt-deux arpents de profondeur; bornée au nord par le fleuve Saint-Laurent, au sud par les terres du deuxième rang, au sud-ouest par les représentants de Jean-Baptiste Lamontagne, et au nord-est partie par la route et partie par Alexander Smith—avec maison, grange et étable et autres bâties dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendue en un seul lot à la porte de l'église paroissiale de Saint-Octave de Métis, VENDREDI, le TRENTE-UNIEME jour du mois d'AOUT prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

D. LORTIE,
Syndic.

Bureau de D. Lortie,
15, Bells' Lane.
Québec, 28 juin 1894.

2557-2

Règles de Cour

Province de Québec, }
District d'Arthabaska. } *Cour Supérieure.*
No. 49.

Le dixième jour de juillet mil huit cent quatre-vingt-quatorze.

Présent : L'honorable M. A. PLAMONDON, J. C. S.
(En chambre).

Ludger Roux, Demandeur :

Eugène Talbot, vs. Défendeur ;
et

Alphonse Thibodeau, Opposant afin de conserver.

Vu l'insolvabilité alléguée du défendeur tel que mentionné dans la requête du demandeur, il est ordonné que les créanciers du dit défendeur soient convoqués par un avis à être publié deux fois en langues française et anglaise, dans la *Gazette Officielle de Québec*, que les dits créanciers soient requis de produire leurs réclamations sous quinze jours de la date de la première insertion du présent avis.

Par ordre,
(Signé) RAINVILLE & LAURIER,
P. C. S.

Vraie copie,
RAINVILLE & LAURIER,
P. C. S. 2731-2

ACTE DE FAILLITE DE 1869.

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No. 357.

Le vingt-huitième jour de juin mil huit cent quatre-vingt-quatorze.

Présent :—L'honorable juge GILL.

In re John L. Alexander, James C. Murphy et Patrick B. Cuddiby, de la cité et district de Montréal, marchands et associés faisant affaires comme tel, à Montréal susdit, sous le nom de Alexander, Murphy et Cuddiby, Faillis ;

James Court, et Syndic ;
et

David Morrice, Requéant.

Il est ordonné, sur requête du dit réquéant, qu'une assemblée des créanciers des dits Alexander, Murphy et Cuddiby, soit tenue dans la salle d'audience pour les affaires de faillite, au palais de justice, dans la cité de Montréal, le trentième jour de juillet 1894, à dix heures et demie de l'avant-midi, dans le but de nommer un nouveau syndic aux biens des dits faillis, aux lieu et place du dit James Court, décédé.

(Par ordre,) L. H. COLLARD,
Député protonotaire de la cour supérieure.
2735 2

of Grand Métis, of about six arpents in front by about twenty-two arpents in depth; bounded on the north by the river Saint Lawrence, on the south by the lands of the second range, on the south west by the representatives of Jean Baptiste Lamontagne, and on the north east partly by the by-road and partly by Alexander Smith—with a house, barn, stable and outbuildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold in one lot at the parochial church door of Saint Octave de Métis, on FRIDAY, the THIRTY-FIRST day of AUGUST next, at TEN o'clock in the forenoon.

D. LORTIE,
Assignee.

Office of D. Lortie,
15 Bells' Lane.
Quebec, 28th June, 1894.

2558

Rules of Court

Province of Quebec, }
District of Arthabaska. } *Superior Court.*
No. 49.

The tenth day of July, eighteen hundred and ninety-four.

Present : The Honorable M. A. PLAMONDON, J. S. C.
(In Chamber).

Ludger Roux, Plaintiff :

Eugène Talbot, vs. Defendant ;
and

Alphonse Thibodeau, Opposant afin de conserver.

Seeing the alleged insolvency of the defendant as stated in the plaintiff's motion, it is ordered that the creditors of the said defendant be called by two publications, in the french and english languages, in the *Quebec Official Gazette*, and that they, the said creditors, do file their claims herein, within fifteen days from the date of the first insertion of the present order.

By order,
(Signed) RAINVILLE & LAURIER,
P. S. C.

True copy,
RAINVILLE & LAURIER,
P. S. C. 2732

INSOLVENT ACT OF 1869.

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 357.

This twenty-eighth day of June, one thousand eight hundred and ninety-four.

Present :—The Honorable Mr. Justice GILL.

In re John L. Alexander, James C. Murphy and Patrick B. Cuddiby, of the city and district of Montreal, merchants and copartners doing business as such at Montreal aforesaid, under the style of Alexander, Murphy and Cuddiby, Insolvents ;

James Court, and Assignee ;
and

David Morrice, Petitioner.

It is ordered on the petitioner of the said petitioner that a meeting of the creditors of the said Alexander, Murphy and Cuddiby, be held in the court room for insolvency matters, in the court house, in the city of Montreal, on the thirtieth day of July, 1894, at half past ten of the clock in the forenoon, for the purpose of appointing a new assignee to the insolvent estate of said insolvents, in lieu and place of said James Court, deceased.

(By order,) L. H. COLLARD,
Deputy prothonotary of the superior court.
2736

Ventes par le Shérif—Beauce

Sheriff's Sales—Beauce

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à élever à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du soussigné avant les quinze jours, qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver, peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Juge.

FIERI FACIAS.

Cour Supérieure—District de Beauce.

Beauce, à savoir : **R**ALPH JARVIS, cultivateur, du village de Waterville, en le township de Compton, en le district de Saint-François, Demandeur; contre **HENRY ABBOTT**, de la cité de Montréal, en le district de Montréal, écuyer, avocat, et conseil de la Reine, Défendeur, et Louis Ulric Talbot, écuyer, étudiant en droit, du village de Saint-Joseph de la Beauce, curateur au délaissement fait en cette cause par le défendeur.

Immeubles saisis sur le curateur saisi :

1° Un lot de terre désigné sous le numéro quarante-six, en le troisième rang du township de Ditchfield, contenant cent vingt-sept acres, plus ou moins, en superficie—avec de plus une maison, étable et autres bâties dessus construites.

2° Le lot numéro quarante-six, en le quatrième rang du dit township de Ditchfield, avec réserve néanmoins d'une certaine partie du dit lot déjà vendu au Docteur Heber Bishop et à James W. Walton, et autres parties du dit lot, arpentées et divisées pour lots à bâtir par James Addie, écuyer, arpenteur, en septembre mil huit cent quatre-vingt-quatre.

Pour être vendus au bureau d'enregistrement du comté de Beauce, en la paroisse de Saint-François de la Beauce, le **VINGT-DEUXIEME** jour de **SEPTEMBRE** prochain, à **DIX** heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le vingt-cinquième jour de septembre prochain.

G. O. TASCHEREAU.

Bureau du Shérif, Shérif.
Saint-Joseph, Beauce, 16 juillet 1894. 2777
[Première publication, 21 juillet 1894.]

FIERI FACIAS.

Cour Supérieure—District de Beauce.

Beauce, à savoir : **L**INIERE TASCHEREAU, No. 2172. **L** écuyer, avocat et Conseil de la Reine, demeurant en le village de Saint-Joseph, en le district de Beauce, Demandeur; contre **WILLIAM P. LOCKWOOD**, écuyer, propriétaire de mines, de la paroisse de Saint-François, en le district de Beauce, savoir :

Tous les droits et prétentions du dit défendeur pour exploiter et travailler certains métaux, minéraux et mines contenant de l'or et autres métaux précieux pour le reste d'un terme de trente ans, à compter du neuvième jour de septembre mil huit cent soixante et quatre, avec le droit de renouveler le susdit bail pour un autre terme de trente ans et tous les autres droits et privilèges appartenant au dit défendeur et résultant d'un bail passé à Québec, devant Errol Boyd Lindsay et collègue, notaires, le neuvième jour de septembre dix-huit cent soixante et quatre, de feu l'honorable Alexandre René Chaussegros de Léry à un nommé Truman Coman, et tous les droits provenant d'une modification du susdit bail fait entre "The de Léry

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the registrar is not bound to include in his certificate under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge* or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the writ.

FIERI FACIAS.

Superior Court—District of Beauce.

Beauce, to wit : **R**ALPH JARVIS, farmer, of No. 2258. **R** the village of Waterville, in the township of Compton, in the district of Saint Francis, Plaintiff; against **HENRY ABBOTT**, of the city of Montreal, in the district of Montreal, esquire, advocate, and Queen's council, Defendant, and Louis Ulric Talbot, esquire, law student, of the village of Saint Joseph de la Beauce, curator to the surrender made in this cause by the defendant.

Immovable seized on the curator, to wit :

1° A lot of land described under number forty-six, in the third range of the township of Ditchfield, containing one hundred and twenty-seven acres, more or less, in superficies—together with a house, stable and other buildings thereon erected.

2° Lot number forty-six, in the fourth range of the said township of Ditchfield, reserving nevertheless a certain part of the said lot formerly sold to Doctor Heber Bishop and James W. Walton, and other parts of the said lot, surveyed and divided in building lots by James Addie, esquire, land surveyor, in September, one thousand eight hundred and eighty-four.

To be sold at the registry office of the county of Beauce, in the parish of Saint Francis de la Beauce, on the **TWENTY-SECOND** day of **SEPTEMBER** next, at **TEN** o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the twenty-fifth day of September next.

G. O. TASCHEREAU,

Sheriff's Office, Sheriff.
Saint Joseph, Beauce, 16th July, 1894. 2778
[First published, 21st July, 1894.]

FIERI FACIAS.

Superior Court—District of Beauce.

Beauce, to wit : **L**INIERE TASCHEREAU, No. 2172. **L** esquire, advocate and Queen's Counsel, residing in the village of Saint Joseph, in the district of Beauce, Plaintiff; against **WILLIAM P. LOCKWOOD**, esquire, mining proprietor, of the parish of Saint Francois, in the district of Beauce, to wit :

All the rights and pretensions of the said defendant to dig and work certain ores, minerals and mines containing gold and other precious metals for the remainder of a term of thirty years, to be computed from the ninth day of September, one thousand eight hundred and sixty-four, with rights of renewal of the aforesaid lease for a further term of thirty years and all other rights and privileges belonging to the said defendant and resulting from a deed of lease passed at Quebec, before Errol Boyd Lindsay and colleague, notaries, on the ninth day of September, eighteen hundred and sixty-four, from the late Honorable Alexandre René Chaussegros de Léry to one Truman Coman, and all the rights arising from a modification of the aforesaid

Gold Mining Company " et Madame de Léry et al., passé devant Cyrille Tessier, N. P., à Québec, le 12^e jour de novembre 1888, sous le numéro 7563 des minutes du dit notaire, et dûment enregistré, et tous les autres droits et privilèges y ayant rapport en aucune manière : lesquels sont maintenant en la possession du dit William P. Lockwood, avec tous les droits qu'il a ou pourra avoir dans et sur les parties suivantes de la seigneurie Rigaud-Vaudreuil, dans la paroisse de Saint-François, dans le district de Beauce, à savoir :

SECTION 3e.

1^o Tous les lots de la concession Saint-Georges, depuis le lot numéro un jusqu'au lot numéro trente-quatre inclusivement, et maintenant décrits sur le plan du cadastre de la paroisse de Saint-François de la Beauce, sous les numéros 820, 821, 822, 823, 824, 825, 826, 827, 828, 829, 830, 831, 832, 833, 834, 835, 836, 837, 838, 839, 840, 841, 842, 843, 844, 845, 846, 847, 848, 849, 850A, 850, 851, 852, 853, 854, 855, 856, 857, 858, 859, 860, 861, 862, 863, 864, 865, 866, 867, 868, 869, 870, 871, 872, 873, 874, 875, 876, 877, 878, 879, 880, 881, 882, 883, 884, 885, 886, 887, 888.

Les lots de la concession Saint-Gustave, depuis le lot numéro un jusqu'au lot numéro trente-quatre inclusivement, maintenant décrits sur le plan du cadastre de la dite paroisse de Saint-François de la Beauce, sous les numéros 774, 774A, 775, 776, 777, 778, 779, 780, 781, 782, 783, 784, 785, 786, 787, 788, 789, 790, 791, 792, 793, 794, 795, 796, 797, 798, 799, 800, 801, 802, 803, 804, 805, 806, 807, 808, 809, 810, 811, 812, 813, 814, 815, 816, 817, 818, 819.

Les lots de la concession appelée Augmentation de Saint-Gustave, depuis le lot numéro un jusqu'au lot numéro huit inclusivement, et maintenant décrits sur le plan du cadastre de la paroisse de Saint-François de la Beauce, sous les numéros 763, 764, 765, 766, 767, 768, 769, 770, 771, 772, 773.

Les lots de la concession Chaussegros, depuis le lot numéro un jusqu'au lot numéro trente-quatre inclusivement, et maintenant décrits sur le plan du cadastre de la paroisse de Saint-François de la Beauce, sous les numéros 697, 698, 699, 700, 701, 702, 703, 704, 705, 706, 707, 708, 709, 710, 711, 712, 713, 714, 715, 716, 717, 718, 719, 720, 721, 722, 723, 724, 725, 726, 727, 728, 729, 730, 731, 732, 733, 734, 735, 736, 737, 738, 739, 740, 741, 742, 743, 744, 745, 746, 747, 748, 749, 750, 751, 752, 753, 754, 755, 756, 757, 758, 759, 760, 761, 762.

SECTION 4e.

2^o Les lots douze et treize et vingt-cinq jusqu'à trente-trois inclusivement, dans la concession de Léry, et maintenant décrits sur le plan du cadastre de la paroisse de Saint-François de la Beauce, sous les numéros 567, 568, 569, 570, 571, 572, 573, 574, 575, 576, 577, 578, 579, 580, 581, 582, 583, 584, 585, 586, 587, 588, 589, 590, 591, 592, 593, 594, 595, 596, 597, 598, 599, 600, 672, 673, 674.

Lot numéro un jusqu'au lot numéro huit B inclusivement, dans la concession Gentilly, et maintenant décrits sur le plan du cadastre de la dite paroisse de Saint-François de la Beauce, sous les numéros 559, 560, 561, 562, 563, 564, 565, 566.

Lot numéro un jusqu'au lot numéro quarante et un B inclusivement, dans la concession Saint-Charles, et maintenant décrits sur le plan du cadastre de la dite paroisse de Saint-François de la Beauce, sous les numéros 377, 378, 379, 380, 381, 382, 383, 384, 385, 386, 387, 388, 389, 390, 391, 392, 393, 394, 395, 396, 397, 399, 399, 400, 401, 402, 403, 404, 405, 406, 407, 408, 409, 410, 411, 412, 413, 414, 415, 416, 417, 418, 419, 420, 421, 422, 423, 424, 424A, 425, 426, 427, 428, 429, 430, 431, 432, 433, 434, 435, 436, 437, 438, 439, 440, 441, 442, 443, 444, 445, 446, 447, 448, 449, 450, 451, 452, 453.

SECTION 7e.

3^o Lot numéro quarante-trois B jusqu'au lot numéro quatre-vingt-trois inclusivement, dans le

lease made between the de Léry Gold Mining Company and Madame de Léry et al., before Cyrille Tessier, N. P., at Quebec, on the 12th day of November, 1888, under the number 7563 of said notary, and duly registered, and all other rights and privileges whencesoever derived ; which are now possessed by the said William P. Lockwood or to which has or may become entitled in and over the following portions of the seigniory Rigaud-Vaudreuil, in the parish of Saint François, in the district of Beauce, to wit :

SECTION 3rd.

1^o All the lots of the concession Saint Georges, from lot number one to the lot number thirty-four inclusive, and now described on the cadastral plan of the parish of Saint François de la Beauce as numbers 820, 821, 822, 823, 824, 825, 826, 827, 828, 829, 830, 831, 832, 833, 834, 835, 836, 837, 838, 839, 840, 841, 842, 843, 844, 845, 846, 847, 848, 849, 850A, 850, 851, 852, 853, 854, 855, 856, 857, 858, 859, 860, 861, 862, 863, 864, 865, 866, 867, 868, 869, 870, 871, 872, 873, 874, 875, 876, 877, 878, 879, 880, 881, 882, 883, 884, 885, 886, 887, 888.

The lots of the concession Saint Gustave, from lot number one to lot number thirty-four inclusive, now described on the cadastral plan of the said parish of Saint François de la Beauce, as numbers 774, 774A, 775, 776, 777, 778, 779, 780, 781, 782, 783, 784, 785, 786, 787, 788, 789, 790, 791, 792, 793, 794, 795, 796, 797, 798, 799, 800, 801, 802, 803, 804, 805, 806, 807, 808, 809, 810, 811, 812, 813, 814, 815, 816, 817, 818, 819.

The lots of the concession called Augmentation of Saint Gustave, from the lot number one to lot number eight inclusive, and now described on the cadastral plan of the parish of Saint François de la Beauce, as numbers 763, 764, 765, 766, 767, 768, 769, 770, 771, 772, 773.

The lots of the concession Chaussegros, from lot number one to lot number thirty-four inclusive, and now described on the cadastral plan of the parish of Saint François de la Beauce, as numbers 697, 698, 699, 700, 701, 702, 703, 704, 705, 706, 707, 708, 709, 710, 711, 712, 713, 714, 715, 716, 717, 718, 719, 720, 721, 722, 723, 724, 725, 726, 727, 728, 729, 730, 731, 732, 733, 734, 735, 736, 737, 738, 739, 740, 741, 742, 743, 744, 745, 746, 747, 748, 749, 750, 751, 752, 753, 754, 755, 756, 757, 758, 759, 760, 761, 762.

SECTION 4th.

2^o Lots numbers twelve and thirteen and twenty-five to thirty-three inclusive, in the concession de Léry, and now described on the cadastral plan of the parish of Saint François de la Beauce, as numbers 567, 568, 569, 570, 571, 572, 573, 574, 575, 576, 577, 578, 579, 580, 581, 582, 583, 584, 585, 586, 587, 588, 589, 590, 591, 592, 593, 594, 595, 596, 597, 598, 599, 600, 672, 673, 674.

Lot number one to lot number eight B inclusive, in the concession Gentilly, and now described on the cadastral plan of the said parish of Saint-François de la Beauce, as numbers 559, 560, 561, 562, 563, 564, 565, 566.

Lot number one to lot number forty-one B inclusive, in the concession Saint Charles, and now described on the cadastral plan of the said parish of Saint François de la Beauce, as numbers 377, 378, 379, 380, 381, 382, 383, 384, 385, 386, 387, 388, 389, 390, 391, 392, 393, 394, 395, 396, 397, 398, 399, 400, 401, 402, 403, 404, 405, 406, 407, 408, 409, 410, 411, 412, 413, 414, 415, 416, 417, 418, 419, 420, 421, 422, 423, 424, 424A, 425, 426, 427, 428, 429, 430, 431, 432, 433, 434, 435, 436, 437, 438, 439, 440, 441, 442, 443, 444, 445, 446, 447, 448, 449, 450, 451, 452, 453.

SECTION 7th.

3^o Lot number forty-three B to lot number eighty-three inclusive, in the first range north east of said

premier rang nord-est de la dite paroisse de Saint-François, y compris le droit de miner et travailler sur la terre en front des mêmes lots ou sur le bord de la dite rivière Chaudière, jusqu'au milieu de la dite rivière; lesquels dits lots sont maintenant décrits sur le plan du cadastre de la dite paroisse de Saint-François de la Beauce, sous les numéros 155, 155A, 155B, 155C, 156, 157, 158, 159, 160, 161, 162, 163, 164, 165, 166, 167, 168, 169, 170, 171, 172, 173, 174, 175, 176, 177, 178, 179, 180, 181, 182, 183, 184, 185, 186, 187, 188, 189, 190, 191, 192, 192A, 193, 194, 195, 196, 197, 198, 199, 200, 201, 201A, 202, 203, 204, 205, 205A, 206, 207, 208, 209, 210, 211, 212, 213, 214, 215, 216, 217, 218, 219, 220, 221, 222, 223, 224, 225, 226, 227, 228, 229, 230, 231, 232, 233, 234, 235, 236, 237, 238, 239, 240, 241, 242, 243, 244, 245, 246, 247, 248, 249, 250, 251, 252, 253, 254, 255, 256, 257, 258, 259, 260, 261, 262, 263, 264, 265, 266, 267, 268, 269, 270, 271, 272, 273, 274, 275, 276, 277, 278, 279, 280, 281, 282, 283, 284, 285, 286, 287, 288, 289, 290, 291, 292.

Tous les susdits lots seront vendus avec tous les droits et sujets aux conventions et obligations du dit défendeur, provenant des baux et renouvellements ci-après mentionnés, accordés par la dite compagnie "Gilbert Company", à savoir :

A. Lockwood & Frères, à Québec, le 28e jour d'avril 1890, devant W. N. Campbell, N. P., sous le numéro 1591, enregistré à la Beauce, sous le numéro 30951; sur les lots 672, 673, 674, concession de Léry.

A. Lockwood & Frères, à Québec, le 28e jour d'avril 1890, devant W. N. Campbell, N. P., sous le numéro 1592, enregistré à la Beauce, sous le numéro 30952; sur les lots 419 jusqu'à 424A inclusivement, et les lots 440 jusqu'à 444 inclusivement, concession Saint-Charles; lots 262 jusqu'à 271 inclusivement, premier rang nord-est.

A. Lockwood et Frères, à Québec, le 28e jour d'avril 1890, devant W. N. Campbell, N. P., sous le numéro 1593, enregistré à la Beauce, sous le numéro 30953; sur les lots 820, 821, concession Saint-George; lots 774, 774A, 775, 776, concession Saint-Gustave.

Harry et Herbert Lockwood, à Québec, le 11e jour de décembre 1890, devant W. N. Campbell, N. P., sous le numéro 1841, enregistré à la Beauce, sous le numéro 31842; lots 401 jusqu'à 410 inclusivement, concession Saint-Charles; lot 186—avec le moulin à quartz sus-érigé et machines; lots 228 et 233, dans le premier rang nord-est.

F. A. Bickley, à Québec, le 11e jour de décembre 1890, devant W. N. Campbell, N. P., sous le numéro 1842, enregistré à la Beauce, sous le numéro 31843; lots 709, 710, 711, 712, dans la concession Chaussegros; lots 571 jusqu'à 599 inclusivement, dans la concession de Léry.

MacArthur Bros. Co., à Québec, le 30e jour d'avril 1890, devant W. N. Campbell, N. P., sous le numéro 1596, enregistré à la Beauce, sous le numéro 30950; lots 424 jusqu'à 453 inclusivement, sauf et excepté les lots 424A, 442, 443 et partie des lots 440 et 441, dans la concession Saint-Charles.

Glover & Fry, à Québec, le 11e jour de février 1889, devant G. F. C. de Léry, N. P., enregistré à la Beauce, sous le numéro 191; lots 794 jusqu'à 800 inclusivement, dans la concession Saint-Gustave; lots 697 jusqu'à 708 inclusivement, et 728 jusqu'à 735 inclusivement, dans la concession Chaussegros.

John O'Farrell, William Venner et The de Lery Gold Mining Company, à Québec, le 3e jour de mars 1871, devant L. Bégin, N. P., enregistré à la Beauce, sous le numéro 8457; lot 192A, dans le premier rang nord-est.

Il est bien entendu que tous les droits appartenant aux locataires nommés dans les susdits baux sur les lots y mentionnés sont spécialement réservés, exceptés et non compris dans cette saisie de vente.

Et de plus toutes les machineries, outillages, ustensiles et outils nécessaires et servant à l'explo-

parish of Saint François, including the right to mine and work upon the land in the front of the same lots where the same border on the river Chaudière, to the centre of the said river; which said lots are now described on the cadastral plan of the said parish of Saint François de la Beauce, as numbers 155, 155A, 155B, 155C, 156, 157, 158, 159, 160, 161, 162, 163, 164, 165, 166, 167, 168, 169, 170, 171, 172, 173, 174, 175, 176, 177, 178, 179, 180, 181, 182, 183, 184, 185, 186, 187, 188, 189, 190, 191, 192, 192A, 193, 194, 195, 196, 197, 198, 199, 200, 201, 201A, 202, 203, 204, 205, 205A, 206, 207, 208, 209, 210, 211, 212, 213, 214, 215, 216, 217, 218, 219, 220, 221, 222, 223, 224, 225, 226, 227, 228, 229, 230, 231, 232, 233, 234, 235, 236, 237, 238, 239, 240, 241, 242, 243, 244, 245, 246, 247, 248, 249, 250, 251, 252, 253, 254, 255, 256, 257, 258, 259, 260, 261, 262, 263, 264, 265, 266, 267, 268, 269, 270, 271, 272, 273, 274, 275, 276, 277, 278, 279, 280, 281, 282, 283, 284, 285, 286, 287, 288, 289, 290, 291, 292.

All those above lots to be sold with all the rights and subject to all the covenants and obligations of the said defendant, arising from and under the hereinafter mentioned leases and renewals thereof, granted by the company called "Gilbert Company", to wit :

A. Lockwood and Brothers, at Quebec, on the 28th day of April, 1890, before W. N. Campbell, N. P., under number 1591, registered at Beauce, under the number 30951; on lots 672, 673, 674, concession de Léry.

A. Lockwood and Brothers, at Quebec, on the 28th day of April, 1890, before W. N. Campbell, N. P., under the number 1592, registered at Beauce, under the number 30952; on lots 419 to 424A inclusive, and lots 440 to 444 inclusive, concession Saint Charles; lots 262 to 271 inclusive, first range north east.

A. Lockwood and Brothers, at Quebec, on the 28th day of April, 1890, before W. N. Campbell, N. P., under the number 1593, registered at Beauce, under the number 30953; on lots 820, 821, concession Saint George; lots 774, 774A, 775, 776, concession Saint Gustave.

Harry and Herbert Lockwood, at Quebec, on the 11th day of December, 1890, before W. N. Campbell, N. P., under the number 1841, registered at Beauce, under the number 31842; lots 401 to 410 inclusive, concession Saint Charles; lot 186—with the quartz mill and machinery thereon erected; lots 228 and 233, first range north east.

F. A. Bickley, at Quebec, on the 11th day of December, 1890, before W. N. Campbell, N. P., under the number 1842, registered at Beauce, under the number 31843; lots 709, 710, 711, 712, concession Chaussegros; lots 571 to 599 inclusive, concession de Léry.

MacArthur Bros. Co., at Quebec, on the 30th day of April, 1890, before W. N. Campbell, N. P., under the number 1596, registered at Beauce, under the number 30950; lots 424 to 453 inclusive, saving and excepting lots 424A, 442, 443 and part of lots 440 and 441, concession Saint-Charles.

Glover & Fry, at Quebec, on the 11th February, 1889, before G. F. C. de Léry, N. P., registered at Beauce, under the number 191; lots 794 to 800 inclusive, concession Saint Gustave; lots 697 to 708 inclusive, and 728 to 735 inclusive, concession Chaussegros;

John O'Farrell, William Venner and the de Lery Gold Mining Company, at Quebec, on the 3rd day of March, 1871, before L. Bégin, N. P., registered at Beauce, under the number 8457; lot 192A, first range north east.

It being well understood that all the rights belonging to the lessees named in the above deeds of leases on the lots therein mentioned are specially reserved, excepted and not included in this seizure and sale.

And also all the machinery, apparatus, utensils and tools necessary and used in the working of the

tation des dites mines d'or, se trouvant actuellement sur et près les ouvrages et travaux d'exploitation du dit William P. Lockwood, sur le lot numéro 13, de la concession de Léry, susdite paroisse de Saint-François de la Beauce.

Pour être vendus en un seul et même lot, à la porte de l'église de la paroisse de Saint-François de la Beauce, le VINGT-HUITIÈME jour d'AOUT prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le premier jour de septembre prochain.

G. O. TASCHEREAU,

Bureau du Shérif, Shérif,
Saint-Joseph, Beauce, 20 juin 1894. 2473-2
[Première publication, 23 juin 1894.]

said gold mines, and which are actually on and near the works and pits of the said William P. Lockwood, on lot number 13, of the de Léry concession, said parish of Saint François de la Beauce.

To be sold in one and the same lot, at the church door of the parish of Saint François de la Beauce, on the TWENTY-EIGHTH day of AUGUST next, at TEN of the clock in the forenoon. Said writ returnable on the first day of September next.

G. O. TASCHEREAU,

Sheriff's Office, Sheriff,
Saint Joseph, Beauce, 20th June, 1894. 2474
[First published, 23rd June, 1894.]

Ventes par le Shérif—Beauharnois

A VIS PUBLIC est par présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du sousigné avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.

Province de Québec, } **GARDNER THOMAS**
District de Montréal. } **BOOTH ET AL., De-**
No. 207. } mandeurs; contre **SAMUEL**
BENHAM ET AL., Défendeurs.

Comme appartenant à Thomas ou l'un des défendeurs :

La moitié indivise des lots de terre connus et désignés aux plan et livre de renvoi officiels du township de Hemmingford, comme lots numéros cent cinq *b* (105*b*) et cent six *i* (106*i*), dans le troisième rang (Granted Lands), contenant cent cinquante-deux arpents, deux roods et vingt-deux perches—et les bâtisses sus-érigées.

Pour être vendue au bureau d'enregistrement du comté de Huntingdon, au village de Huntingdon, LUNDI, le VINGT-QUATRE de SEPTEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Bref rapportable le vingt-six septembre aussi prochain.

PHILEMON LABERGE,

Sheriff's Office, Sheriff,
Beauharnois, 19 juillet 1894. 2785
[Première publication, 21 juillet 1894.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit, dans et pour le comté de Huntingdon, dans le district de Beauharnois.

Province de Québec, } **WILLIAM S. MAC-**
District de Beauharnois. } **LAREN, Deman-**
No. 628. } deur; contre **CHARLES**
O'REILLY, Défendeur.

Un lot de terre situé dans le township de Godmanchester, de la contenance de cent acres, plus ou moins, en superficie—avec les bâtisses; connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du dit township de Godmanchester, sous le numéro cent quatre-vingt-un (181).

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Joseph de Huntingdon, VENDREDI, le VINGT-SEPT de JUILLET pro-

Sheriff's Sales—Beauharnois

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge*, or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the Writ.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.

Province of Quebec, } **GARDNER THOMAS**
District of Montreal. } **BOOTH ET AL., Plain-**
No. 207. } tiffs; against **SAMUEL BEN-**
HAM ET AL., Defendants.

As belonging to Thomas or one of the defendants :

The undivided half of lots of land known and designated on the official plan and in the book of reference for the township of Hemmingford, as lots number one hundred and five *b* (105*b*) and one hundred and six *i* (106*i*), in the third range (Granted Lands), containing one hundred and fifty-two arpents, two roods and twenty-two perches—together with the buildings thereon erected.

To be sold at the registry office for the county of Huntingdon, in the village of Huntingdon, MONDAY, on the TWENTY-FOURTH of SEPTEMBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the twenty-sixth September also next.

PHILEMON LABERGE,

Sheriff's Office, Sheriff,
Beauharnois, 19th July, 1894. 2786
[First published, 21st July, 1894.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court, in and for the county of Huntingdon, in the district of Beauharnois.

Province of Quebec, } **WILLIAM S. MAC-**
District of Beauharnois. } **LAREN, Plaintiff;**
No. 628. } against **CHARLES**
O'REILLY, Defendant.

A lot of land situate in the township of Godmanchester, containing one hundred acres, more or less, in area—with the buildings; known and designated on the official plan and book of reference of the said township of Godmanchester, as number one hundred and eighty-one (181).

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Joseph de Huntingdon, on FRIDAY the TWENTY-SEVENTH day of JULY next, a

chain, à ONZE heures de l'avant-midi. Bref rapportable le trente et un juillet aussi prochain.

PHILEMON LABERGE,

Bureau du Shérif,

Beauharnois, 23 mai 1894.

[Première publication, 26 mai 1894.]

Shérif,

2057-3

ELEVEN o'clock in the forenoon. Writ returnable on the thirty-first day of July also next.

PHILEMON LABERGE,

Sheriff's Office,

Beauharnois, 23rd May, 1894.

[First published, 26th May, 1894.]

Sheriff,

2058

MANDAT DE CURATEUR.

Cour Supérieure.

Province de Québec, } **IN RE BOYD & Co.,**
District de Beauharnois. } du village de Huntingdon, dans le dit district, manufacturiers et commerçants, Faillits; **WILLIAM S. MACLAREN, Curateur.**

1° Ce certain lot de terre connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du canton de Hinchinbrook, comme lot numéro cinquante-neuf (59), dans le village de Athelstan—avec la *factorie* et autres bâtisses sus-érigées; toutes les machines et agrès contenus dans la dite *factorie* et bâtisses, et tous les accessoires y appartenant, y compris l'écluse et privilège d'eau.

2° Ces certains lots de terre connus et désignés aux plan et livre de renvoi officiels du dit village de Huntingdon, sous les numéros 308, 321 et 321a—avec les magasins et autres bâtisses sus-érigés, et agrès et toutes les machines y contenus et tous les accessoires y appartenant, y compris l'écluse, dalle, canal et pouvoir d'eau.

Pour être vendu, le lot en premier lieu désigné, au bureau d'enregistrement du comté de Huntingdon au village de Huntingdon, VENDREDI, le VINGT-SEPT JUILLET prochain, à UNE heure de l'après-midi; et le lot en second lieu ci-haut désigné, à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Joseph de Huntingdon, le MEME JOUR (27 juillet), à MIDI.

PHILEMON LABERGE,

Bureau du Shérif,

Beauharnois, 23 mai 1894.

[Première publication, 26 mai 1894.]

Shérif,

2059-3

Sheriff's Office,

Beauharnois, 23rd May, 1894.

[First published, 26th May, 1894.]

Sheriff,

2060

CURATOR'S WARRANT.

Superior Court.

Province of Quebec, } **IN RE BOYD & Co., of**
District of Beauharnois. } the village of Huntingdon, in the said district, manufacturers and traders, Insolvents; **WILLIAM S. MACLAREN, Curator.**

1° That certain lot of land known and designated on the official plan and book of reference of the township of Hinchinbrook, as lot number fifty-nine (59), in the village of Athelstan—with the factory and other buildings thereon situated; all the machinery and plant contained in said factory and buildings, and all accessories appertaining thereto, including the dam, water privilege.

2° Those certain lots of land known and designated in the official plan and book of reference of the said village of Huntingdon, under the numbers 308, 321 and 321a—with the shops and other buildings thereon erected, and all the plant and machinery therein contained, and all accessories appertaining thereto, including the dam, flume, canal, water power.

To be sold, the lot firstly described, at the registry office of the county of Huntingdon, at the village of Huntingdon, on FRIDAY, the TWENTY-SEVENTH day of JULY next, at ONE of the clock in the afternoon; and the lot secondly hereinabove described, at the parochial church door of the parish of Saint Joseph de Huntingdon, on the SAME DAY (27th July), at NOON.

PHILEMON LABERGE,

Sheriff's Office,

Beauharnois, 23rd May, 1894.

[First published, 26th May, 1894.]

Sheriff,

2060

Ventes par le Shérif—Bedford

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Expositis*, doivent être déposées au bureau du soussigné avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure—District de Bedford.

Province de Québec, } **CHARLES THIBAUT,**
District de Bedford. } Demandeur; contre les
No. 5280. } terres et tènements de **MARGARET HUMPHREY alias MARGARET DILLON, Défenderesse.**

Une terre étant ce morceau de terre maintenant connu aux plan et livre de renvoi officiels du canton de Bolton, sous le numéro neuf cent cinquante (950), formant la partie ouest du lot numéro huit, dans le huitième rang de l'arpentage primitif du dit canton de Bolton (partie est), contenant quatre-vingt-sept acres et un tiers, plus ou moins, en superficie (87½); et 2° ce certain morceau de terre maintenant connu aux plan et livre de renvoi officiels du canton de Bolton (partie est), sous le numéro neuf cent cinquante-deux (952), formant la partie ouest

Sheriff's Sales—Bedford

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the code of civil procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law, all oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, or other oppositions* to the sale, except in cases of *Venditioni Expositis*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the writ.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court—District of Bedford.

Province of Quebec, } **CHARLES THIBAUT,**
District of Bedford. } Plaintiff; against the
No. 5280. } lands and tenements of **MARGARET HUMPHREY alias MARGARET DILLON, Defendant.**

A certain farm being that certain piece of land now known on the official plan and book of reference of the township of Bolton, as number nine hundred and fifty (950), forming the west part of lot number eight, in the eighth range of the primitive survey of the said township of Bolton (east part), containing eighty-seven and one-third acres, more or less, in superficies (87½); and 2° that certain piece of land now known on the official plan and book of reference of the township of Bolton (east part), as number nine hundred and fifty-two (952),

du lot numéro neuf, dans le huitième rang de l'arpentage primitif du dit canton de Bolton, contenant soixante et dix-neuf acres et un quart en superficie, plus ou moins (79½).

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Etienne de Bolton, dans le canton de Bolton, district de Bedford, le VINGT-CINQUIÈME jour d'AOUT prochain, à NEUF heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le premier jour de septembre prochain.

CHAS. S. COTTON,

Bureau du Shérif, Shérif.
Sweetsburg, 18 juin 1894. 2429-2
[Première publication, 23 juin 1894.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure—District de Bedford.

Province de Québec, } **DUKE ROBERTS**, De-
District de Bedford, } mandeur; contre les
No. 5298. } meubles et immeubles de
EDWIN KEMP ET AL., Défendeurs.

Ce certain morceau de terre connu comme lot numéro deux cent soixante et dix-sept (277) et toute cette partie du lot de village deux cent soixante et neuf (269), du plan du cadastre et livre de renvoi du village de Waterloo, maintenant la ville de Waterloo, la dite partie de lot numéro deux cent soixante et neuf (269), commençant au coin sud-ouest du lot de village numéro deux cent soixante et dix-sept (277), sur la rue ouest et de là sud-est par une ligne à angles droits avec la dite rue ouest jusqu'à la rivière, et située sur le côté nord de la ligne de côté jusqu'à la rivière, en arrière des lots de village deux cent soixante et dix-sept et deux cent soixante et dix-huit, telle qu'elle se comporte; les dits deux lots bornés en front par la rue ouest, en arrière par la rivière, au sud par le résidu du lot numéro deux cent soixante et neuf, et au nord-est par le lot deux cent soixante et dix-huit. L'usufruit des dits lots appartenant au défendeur Edwin Kemp sa vie durant, créé par le testament de Dame Mary Sands McPherson, en date du 7e jour de juin 1887, et enregistré le 2e jour de juillet 1887, dans le bureau d'enregistrement du comté de Shefford, et la moitié indivise nue propriété des audits lots appartenant au défendeur Edward Orrin Kemp, et un quart indivis nue propriété des audits lots appartenant au défendeur Penton Baker Kemp.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Bernardin de Waterloo, dans la ville de Waterloo et district de Bedford, le VINGT-DEUXIÈME jour de SEPTEMBRE prochain, à NEUF heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le premier jour d'octobre prochain.

CHAS. S. COTTON,

Bureau du Shérif, Shérif.
Sweetsburg, 18 juin 1894. 2431-2
[Première publication, 23 juin 1894.]

forming the west part of lot number nine, in the eighth range of the primitive survey of the said township of Bolton, containing seventy-nine and one-quarter acres in superficies, more or less (79¼).

To be sold at the parish church door of Saint Etienne de Bolton, in the township of Bolton, and district of Bedford, on the TWENTY-FIFTH day of AUGUST next, at the hour of NINE of the clock in the forenoon. The said writ returnable on the first day of September next.

CHAS. S. COTTON,

Sheriff's Office, Sheriff.
Sweetsburg, 18th June, 1894. 2430
[First published, 23rd June, 1894.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court—District of Bedford.

Province of Quebec, } **DUKE ROBERTS**, Plain-
District of Bedford, } tiff; against the goods
No. 5298. } and lands of **EDWIN KEMP**
ET AL., Defendants.

That certain piece of land known as lot number two hundred and seventy-seven (277) and all that part and portion of village lot two hundred and sixty-nine (269), of the cadastral plan and book of reference of the village of Waterloo, now the town of Waterloo, commencing said part and portion of lot number two hundred and sixty-nine (269), at the south west corner of village lot number two hundred and seventy-seven (277), on west street and thence south easterly by line at right angles with said west street to the river and lying upon the northerly side line to the river, in rear of village lots two hundred and seventy-seven and two hundred and seventy-eight, be the contents what it may; said two lots bounded in front by west street, in rear by the river, on the south by the remainder of lot number two hundred and sixty-nine, and on the north east by lot two hundred and seventy-eight. The usufruct of said lot belonging to defendant Edwin Kemp during his natural life, created by the last will and testament of Dame Mary Sands McPherson, of date June 7th, 1887, and registered July 2nd, 1887, in the Shefford county registry office, and one undivided half *nue propriété* of the aforesaid lots belonging to the defendant Edward Orrin Kemp, and one undivided quarter *nue propriété* of the aforesaid lots belonging to defendant Penton Baker Kemp.

To be sold at the parish church door of Saint Bernardin de Waterloo, in the town of Waterloo and district of Bedford, on the TWENTY-SECOND day of SEPTEMBER next, at the hour of NINE of the clock in the forenoon. The said writ is returnable on the first day of October next.

CHAS. S. COTTON,

Sheriff's Office, Sheriff.
Sweetsburg, 18th June, 1894. 2432
[First published, 23rd June, 1894.]

Ventes par le Shérif—Chicoutimi

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du sous-signé avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver, peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

Sheriff's Sales—Chicoutimi

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the Registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the code of civil procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge* or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the Writ.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit—Chicoutimi.

Chicoutimi, à savoir : } **A** GESILAS LEPAGE, No. 699. } du village de Saint-Alphonse, marchand, Demandeur ; contre NAPOLEON DOUCET, de Saint-Méthode, Tikouabé, Lac Saint-Jean, cultivateur, Défendeur.

Un lot de terre formant cent acres de terre, portant le numéro quarante cinq du cinquième rang du canton Ashuapmouchouan ; borné du côté sud-est au numéro quarante-quatre (44), appartenant à Auguste Potvin, et au nord-ouest au numéro quarante-six (46), appartenant à Alexandre Dallaire ; et borné à l'ouest au sixième rang, et à l'est au quatrième rang—avec maison, grange et étable dessus construites et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Félicien, le VINGT-QUATRIÈME jour du mois de SEPTEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le vingt-neuvième jour de septembre prochain.

O. BOSSE,

Bureau du Shérif,
Chicoutimi, 18 juillet 1894.

Shérif.
2787

[Première publication, 21 juillet 1894.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court—Chicoutimi.

Chicoutimi, to wit : } **A** GESILAS LEPAGE, of No. 699. } the village of Saint-Alphonse, merchant, Plaintiff; against NAPOLEON DOUCET, of Saint Méthode, Tikouabé, Lake Saint John, farmer, Defendant.

A lot of land forming one hundred acres of land, bearing number forty-five of the fifth range of the township Ashuapmouchouan ; bounded on the south east side by number forty-four (44), belonging to Auguste Potvin, and on the north west by number forty-six (46), belonging to Alexandre Dallaire, and bounded to the west by the sixth range, and to the east by the fourth range—together with house, barn and stable thereon erected and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Félicien, on the TWENTY-FOURTH day of the month of SEPTEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the twenty-ninth day of September next.

O. BOSSE,

Sheriff's Office,
Chicoutimi, 18th July, 1894.

Sheriff.
2788

[First published, 21st July, 1894.]

Ventes par le Shérif—Iberville

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du soussigné avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente ; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure—District d'Iberville.

Saint-Jean, à savoir : } **L** OUIS BEAUDRY, hôtelier, de la ville d'Iberville, dans le district d'Iberville, Demandeur ; contre les terres et tenements de JACQUES MERCIER, ci-devant négociant et hôtelier, de la dite ville d'Iberville, et actuellement négociant et boulangier, de la ville Suncook, dans l'Etat du New-Hampshire, un des Etats-Unis d'Amérique, Défendeur.

Un lot de terre ou emplacement d'hôtel, situé au côté ouest de la rue Napier, en la ville et le district d'Iberville, connu et désigné sur le plan et dans le livre de renvoi officiels de la dite ville d'Iberville, sous le numéro deux cents (No. 200)—avec une maison d'hôtel, une grange et autres bâties y érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Athanase, le VINGT-QUATRIÈME jour de SEPTEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le vingt-neuvième jour de septembre prochain.

CHAS. ARPIN,

Bureau du Shérif,
Saint-Jean, 16 juillet 1894.

Shérif.
2771

[Première publication, 21 juillet 1894.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure—District d'Iberville.

Saint-Jean, à savoir : } **L** E CREDIT FONCIER No. 252. } FRANCO-CANADIEN, Demandeur ; contre les terres et tenements de PIERRE BOURGEOIS, Défendeur.

Sheriff's Sales—Iberville

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the registrar is not bound to include in his certificate under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All opposition *afin d'annuler*, *afin de distraire*, *afin de charge* or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale ; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next, after the return of the writ.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court—District of Iberville.

Saint Johns, to wit : } **L** OUIS BEAUDRY, hotel-keeper, of the town of Iberville, in the district of Iberville, Plaintiff ; against the lands and tenements of JACQUES MERCIER, heretofore dealer and hotel-keeper, of the said town of Iberville, and actually dealer and baker, of the town of Suncook, in the State of New Hampshire, one of the United States of America, Defendant.

A lot of land or hotel emplacement situated on the west side of Napier street, in the town and district of Iberville, known and designated on the official plan and book of reference of the said town of Iberville, under the number two hundred (No. 200)—with an hotel building, a barn, and other buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Athanase, on the TWENTY-FOURTH day of SEPTEMBER next, at ELEVEN of the clock in the forenoon. Said writ returnable on the twenty-ninth day of September next.

CHAS. ARPIN,

Sheriff's Office,
Saint Johns, 16th July, 1894.

Sheriff.
2772

[First published, 21st July, 1894.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court—District of Iberville.

Saint Johns, to wit : } **L** E CREDIT FONCIER No. 252. } FRANCO-CANADIEN, Plaintiff ; against the lands and tenements of PIERRE BOURGEOIS, Defendant.

Une terre située en la paroisse de Saint-Jean, dans le district d'Iberville, de la contenance de trois arpents de large sur trente arpents de long, le tout plus ou moins ; bornée en front par les terres du rang Grand-Bernier, à l'ouest en profondeur par le rang des terres de la Carrière, du côté nord joignant le numéro cent quatre-vingt-quatorze (No. 194), et au sud le résidu du dit numéro cent quatre-vingt-treize (No. 193) ; laquelle terre est indiquée et connue sous partie nord du dit numéro cent quatre-vingt-treize (partie du No. 193), du cadastre officiel de la dite paroisse—avec et y compris deux granges dessus construites.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Jean susdite, le TRENTE-UNEME jour de JUILLET prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le quatorzième jour d'août prochain.

CHAS. ARPIN,

Bureau du Shérif,
Saint-Jean, 21 mai 1894.

[Première publication, 26 mai 1894.]

Shérif.
2027-3

Ventes par le Shérif—Joliette

VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et deux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de la procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du soussigné, avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente ; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Court de Circuit, pour le comté de Montcalm.

Joliette, à savoir :) **MICHEL WOLFE**, cultivateur, de la paroisse de Saint-Calixte de Kilkenny, Demandeur ; contre **JACQUES WOLFE**, de Clarence Creek, dans la province d'Ontario, Défendeur.

Une terre située en la paroisse de Saint-Calixte de Kilkenny, contenant deux cents acres de terre en superficie, plus ou moins, étant la moitié sud-est du lot de terre numéro huit (8), et la moitié nord-est du lot de terre numéro neuf (9), du septième rang du canton de Kilkenny ; borné au sud-est par les terres du sixième rang du dit canton, au nord-ouest partie par Moïse Taillon, et partie par les terres du huitième rang du même canton, du côté nord-est par le dit Moïse Taillon, et du côté sud-ouest par Moïse Courcel—bâtie d'une maison, grange et autres dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Calixte de Kilkenny, le VINGT-QUATRIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le vingt-neuvième jour de septembre prochain.

A. M. RIVARD,

Bureau du Shérif,
Joliette, 11 juillet 1894.

[Première publication, 21 juillet 1894.]

Shérif.
2759

* A farm situated in the parish of Saint John, in the district of Iberville, containing three arpents in width by thirty arpents in length, the whole more or less ; bounded in front by the lands of Grand Bernier range, to the west in depth by the lands of la Carrière range, on the north side joining the number one hundred and ninety-four (No. 194), and to the south the remainder of the said number one hundred and ninety-three (No. 193) ; which said farm is known and designated as the northern part of said number one hundred and ninety-three (No. 193), (part of No. 193), of the official cadastre of the said parish—with and including two barns thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint John aforesaid, on the THIRTIETH day of JULY next, at ELEVEN of the clock in the forenoon. Said writ returnable on the fourteenth day of August next.

CHAS. ARPIN,

Sheriff's Office,
Saint Johns, 21st May, 1894.

[First published, 26th May, 1894.]

Sheriff.
2028

Sheriff's Sales—Joliette

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the registrar is not bound to include in his certificate under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler*, *afin de distraire*, *afin de charge* or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale ; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the writ.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court, for the county of Montcalm.

Joliette, to wit :) **MICHEL WOLFE**, farmer, of No. 1472.) **MICHEL WOLFE**, farmer, of the parish of Saint Calixte of Kilkenny, Plaintiff ; against **JACQUES WOLFE**, of Clarence Creek, in the province of Ontario, Defendant.

A land situate in the parish of Saint Calixte of Kilkenny, containing two hundred acres of land in superficies, more or less, being the south east half of lot of land number eight (8), and the north east half of lot of land number nine (9), of the seventh range of the township Kilkenny ; bounded to the south east by the lands of the sixth range of the said township, to the north west partly by Moïse Taillon, and partly by the lands of the eighth range of the same township, on the north east by the said Moïse Taillon, and on the south west side by Moïse Courcel—with a house, barn and other dependencies thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of Saint Calixte of Kilkenny, on the TWENTY-FOURTH day of SEPTEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the twenty-ninth day of September next.

A. M. RIVARD,

Sheriff's Office,
Joliette, 11th July, 1894.

[First published, 21st July, 1894.]

Sheriff.
2760

Ventes par le Shérif—Montmagny

Sheriff's Sales—Montmagny

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du sousigné avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.

Province de Québec, } **DAME ADELINE FOUR-**
District de Québec. } **NIER**, de la paroisse de
No. 1071. } Saint-Charles Borromée, ren-
tière; contre **MARIE REBECCA LAROCHELLE**,
épouse séparée de biens de Joseph Turgeon, de
Saint Charles, cultivateur, et le dit Joseph Turgeon,
mis en cause pour assister et autoriser sa dite
épouse, savoir :

1° Le numéro six cent soixante et neuf, du cadastre de Saint-Charles.

2° Les numéros cent soixante-dix-huit et cent soixante-dix-neuf (178 et 179), du dit cadastre de Saint-Charles—avec bâtisses dessus construites, cir-constances et dépendances; les lots 178 et 179 devant être vendus en un seul et même lot.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Charles Borromée, LUNDI, le VINGT-QUATRIÈME jour de SEPTEMBRE prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable le quatrième jour d'octobre prochain.

J. B. A. LEPINE.

Bureau du Shérif, Shérif.
Montmagny, 17 juillet 1894. 2839
[Première publication, 21 juillet 1894.]

VENDITIONI EXPONAS.

Cour Supérieure.

Province de Québec, } **ELIE CHOUINARD**,
District de Montmagny. } de la paroisse de
No. 425. } Saint-Aubert, Deman-
deur; **JULES DUPUIS**, de Saint-Roch des Aul-
nets, Défendeur, savoir :

1° Le lot No. cent cinquante-six (156), du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Aubert, première concession.

2° Un autre lot, même paroisse, même conces-
sion, connu sous le No. cent cinquante-sept (157),
du cadastre.

3° Un autre lot, même paroisse, même concession,
connu sous le No. cent cinquante-huit (158), du
dit cadastre.

Le tout avec maison, granges et autres bâtisses
dessus construites, circonstances et dépendances, et
appartenant au dit Elie Chouinard.

Pour être vendus à la porte de l'église de Saint-
Aubert, SAMEDI, le QUINZIÈME jour de
SEPTEMBRE prochain, à DIX heures du matin.
Le dit bref rapportable le quinzième jour de sep-
tembre prochain.

J. B. A. LEPINE.

Bureau du Shérif, Shérif.
Montmagny, 3 juillet 1894. 2611-2
[Première publication, 7 juillet 1894.]

PUBLIC NOTICE is hereby given that the un-
dermentioned **LANDS** and **TENEMENTS**
have been seized, and will be sold at the respective
times and places mentioned below. All persons
having claims on the same which the Registrar is
not bound to include in his certificate, under article
700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada,
are hereby required to make them known according
to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de dis-
traire, afin de charge*, or other oppositions to the
sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are
required to be filed with the undersigned, at his
office, previous to the fifteen days next preceding
the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be
filed at any time within six days next after the
return of the Writ.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

Province of Quebec, } **DAME ADELINE FOUR-**
District of Quebec. } **NIER**, of the parish of
No. 1071. } Saint Charles Borromée, ren-
tière; against **MARIE REBECCA LAROCHELLE**,
wife separated as to property of Joseph Turgeon, of
Saint Charles, farmer, and the said Joseph Turgeon,
mis en cause to assist and authorize his said wife,
to wit :

1° Number six hundred and sixty-nine, of the
cadastre for Saint Charles.

2° Numbers one hundred and seventy-eight and
one hundred and seventy-nine (178 and 179), of the
said cadastre for Saint Charles—together with build-
ings thereon erected, circumstances and dependen-
cies; the lots 178 and 179, to be sold in one and
single lot.

To be sold at the church door of the parish of
Saint-Charles Borromée, MONDAY, the TWENTY-
FOURTH day of SEPTEMBER next, at TEN
o'clock in the forenoon. The said writ returnable
on the fourth day of October next.

J. B. A. LEPINE.

Sheriff's Office, Sheriff.
Montmagny, 17th July, 1894. 2840
[First published, 21st July, 1894.]

VENDITIONI EXPONAS.

Superior Court.

Province of Quebec, } **ELIE CHOUINARD**,
District of Montmagny. } of the parish of
No. 425. } Saint Aubert, Plaintiff;
JULES DUPUIS, of Saint Roch des Aulnets,
Defendant, to wit :

1° Lot No. one hundred and fifty-six (156), of the
official cadastre of the parish of Saint Aubert, first
concession.

2° Another lot, same parish, same concession,
known as No. one hundred and fifty-seven (157), of
the said cadastre.

3° Another lot, same parish, same concession,
known as No. one hundred and fifty-eight (158), of
the said cadastre.

The whole with house, barns and outbuildings
thereon erected, circumstances and dependencies,
and belonging to the said Elie Chouinard.

To be sold at the church door of Saint Aubert, on
SATURDAY, the FIFTEENTH day of SEP-
TEMBER next, at TEN of the clock in the fore-
noon. Said writ returnable the fifteenth day of
September next.

J. B. A. LEPINE.

Sheriff's Office, Sheriff.
Montmagny, 3rd July, 1894. 2612
[First published, 7th July, 1894.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.

Province de Québec, } **G**EOORGES BOULET,
 District de Montmagny, } de la ville de Mont-
 No. 532. } magny, maçon ; contre
CHARLES ABRAHAM TAPP, marchand, de la
 paroisse de Saint-Thomas de Montmagny.

Un emplacement formant partie du numéro dix-sept (17), du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Thomas de Montmagny—avec bâties, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Thomas, **LUNDI**, le **VINGT-SEPTIEME** jour d'**AOUT** prochain, à **DIX** heures du matin. Le dit bref rapportable le dixième jour de septembre prochain.

J. B. A. LEPINE.

Bureau du Shérif, Shérif.
 Montmagny, 18 juin 1894. 2437 2
 [Première publication, 23 juin 1894.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Mandat du Maire.

Province de Québec, } **L**A CORPORATION
 District de Montmagny, } **DE LA VILLE DE**
MONTMAGNY ; contre **AMABLE ET PAM-**
PHILE LEMIEUX, maintenant absents du district
 de Montmagny.

Un emplacement connu sous le numéro cent vingt-trois (123), du cadastre officiel de la ville de Montmagny—avec bâties dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu en mon bureau, en le palais de justice, en la ville de Montmagny, **MARDI**, le **VINGT-HUITIEME** jour d'**AOUT** prochain, à **DIX** heures du matin.

J. B. A. LEPINE.

Bureau du Shérif, Shérif.
 Montmagny, 20 juin 1894. 2435-2
 [Première publication, 23 juin 1894.]

Ventes par le Shérif—Montréal

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du soussigné avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente ; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

FIERI FACIAS.

District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **J**OSEPH SIMARD, notaire
 No. 228. } public, de la cité et du district de Montréal, Demandeur ; contre les terres et tenements of **OVILA AMYOT** et **DEMOISELLE IDA AMYOT**, fille majeure et usant de ses droits, tous deux du village de Saint-Louis du Mile-End, dans le district de Montréal, Défendeurs.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

Province of Quebec, } **G**EOORGES BOULET,
 District of Montmagny, } of the town of Mont-
 No. 532. } magny, mason ; against
CHARLES ABRAHAM TAPP, merchant, of the
 parish of Saint Thomas de Montmagny.

A lot forming part of number seventeen (17), of the official cadastre of the parish of Saint Thomas de Montmagny—with buildings, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint-Thomas, on **MONDAY**, the **TWENTY-SEVENTH** day of **AUGUST** next, at **TEN** of the clock in the forenoon. Said writ returnable the tenth day of September next.

J. B. A. LEPINE.

Sheriff's Office, Shérif.
 Montmagny, 18th June, 1894. 2438
 [First published, 23rd June, 1894.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Mayor's Warrant.

Province of Quebec, } **T**HE CORPORATION
 District of Montmagny, } **OF THE TOWN OF**
MONTMAGNY ; against **AMABLE AND PAM-**
PHILE LEMIEUX, now absent from the district
 of Montmagny.

A lot known as number one hundred and twenty-three (123), of the official cadastre of the town of Montmagny—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at my office, in the court house, in the town of Montmagny, on **TUESDAY**, the **TWENTY EIGHTH** day of **AUGUST** next, at **TEN** of the clock in the forenoon.

J. B. A. LEPINE.

Sheriff's Office, Shérif.
 Montmagny, 20th June, 1894. 2436
 [First published, 23rd June, 1894.]

Sheriff's Sales—Montreal

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the registrar is not bound to include in his certificate under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge* or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office previous the fifteen days next preceding the day of sale ; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the writ.

FIERI FACIAS.

District of Montreal.

Montreal, to wit : } **J**OSEPH SIMARD, public
 No. 228. } notary, of the city and district of Montreal, Plaintiff ; against the lands and tenements of **OVILA AMYOT** and **DEMOISELLE IDA AMYOT**, spinster, *usant de ses droits*, both of the village of Saint Louis du Mile End, in the district of Montreal, Defendants.

Un lot de terre ou emplacement situé dans le village de Saint-Louis du Mile-End; borné en front par la rue Saint-Louis, connu et désigné sous le numéro deux cent quatre-vingt-dix-sept (No. 297), de la subdivision officielle du lot numéro cent trente-sept (137), aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis, avec droit en commun dans une ruelle de vingt (20) pieds de large en arrière du lot ci-haut décrit, et connue sous le numéro deux cent quatre-vingt-seize (296), de la subdivision officielle du dit lot numéro cent trente-sept (No. 137), aux susdits plan et livre de renvoi officiels—avec deux maisons en bois, dont une la façade lambrissée en pierres et le reste en briques, et l'autre dite maison lambrissée en briques, et autres bâtisses sus-érigées.

Pour être vendu en mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-DEUXIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le vingt-neuvième jour de septembre prochain.

J. ARTHUR FRANCHERE,
Bureau du Shérif, Député Shérif.
Montréal, 18 juillet 1894. 2801
[Première publication, 21 juillet 1894.]

FIERI FACIAS.

District de Montréal.

Montréal, à savoir : **THE TRUST AND LOAN**
No. 299. **COMPANY OF CANADA,**
corporation légalement constituée par acte public du Parlement, ayant sa principale place d'affaires pour la province de Québec, dans les cité et district de Montréal, Demanderesse; contre les terres et tenements de JOSEPH LOUIS BARRE, des cité et district de Montréal, Défendeur.

Un certain morceau de terre situé dans la cité de Montréal, composé des parties sud-ouest des lots de terre connus sous les numéros trois, quatre et cinq, de la subdivision officielle du lot numéro treize cent soixante-deux (1362), des plan et livre de renvoi officiels du quartier Sainte-Marie, le dit morceau de terre, composé comme susdit, contenant quatre-vingt-dix pieds de largeur sur soixante et quatorze pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins; borné en front par la rue Lafontaine, en arrière par les parties sud-est des dites subdivisions trois, quatre et cinq du dit lot No. 1362, la propriété d'Edouard Philias Ferland ou représentants, d'un côté par une ruelle, étant connue comme la subdivision treize cent cinquante-neuf A, et de l'autre côté par la rue Poupart—avec toutes les bâtisses sus-érigées et l'usage de la dite ruelle en commun.

Pour être vendu dans mon bureau, dans la cité de Montréal, le VINGT-DEUXIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à DEUX heures de l'après-midi. Le dit bref rapportable le vingt-cinquième jour de septembre prochain.

J. ARTHUR FRANCHERE,
Bureau du Shérif, Député Shérif.
Montréal, 18 juillet 1894. 2795
[Première publication, 21 juillet 1894.]

FIERI FACIAS.

District de Montréal.

Montréal, à savoir : **DILAS CHEVALIER,**
No. 1445. **O**gentilhomme, du village de Saint-Louis du Mile-End, dans le district de Montréal, Demandeur; contre les terres et tenements de PIERRE ARCHAMBAULT, cultivateur, de la paroisse de Saint-Vincent de Paul, dit district, Défendeur.

Un lot de terre situé dans la paroisse de Saint-Vincent de Paul, dans le district de Montréal, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Vincent de Paul, sous le numéro trois cent quatre-vingt-quatre (384), et étant au nord du chemin public du bas de la Côte Saint-François, qui le borne en front—avec les bâtisses dessus érigées.

A lot of land or emplacement situate in the village of Saint Louis du Mile End; bounded in front by Saint Louis street, known and designated as number two hundred and ninety-seven (No. 297), of the official subdivision of lot number one hundred and thirty-seven (No. 137), of the official plan and in the book of reference of the incorporated village of La Côte Saint Louis, with the right in common in a lane of twenty (20) feet in width in rear of the lot hereabove described, and known as number two hundred and ninety-six (No. 296), of the official subdivision of the said lot number one hundred and thirty-seven (No. 137), out to said official plan and in the book of reference—together with two wooden houses, of which one has the front encased with stones and the residue in bricks, and the other said house encased with bricks, and outbuildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY-SECOND day of SEPTEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the twenty-ninth day of September next.

J. ARTHUR FRANCHERE,
Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Montreal, 18th July, 1894. 2802
[First published, 21st July, 1894.]

FIERI FACIAS.

District of Montreal.

Montreal, to wit : **THE TRUST AND LOAN**
No. 299. **COMPANY OF CANADA,**
a corporation legally constituted by public act of Parliament, having its principal place of business, for the province of Quebec, in the city and district of Montreal, Plaintiff; against the lands and tenements of JOSEPH LOUIS BARRE, of the city and district of Montreal, Defendant.

A certain piece or parcel of land situate in the city of Montreal, composed of the south west parts of lots of land known as the numbers three, four and five, of the official subdivision of the lot number thirteen hundred and sixty-two (1362), of the official plan and book of reference of Saint Mary's ward, containing, the said piece or parcel of land, composed as aforesaid, ninety feet in width by seventy-four feet in depth, english measure, more or less; and bounded in front by Lafontaine street, in rear by the south east portions of said subdivisions three, four and five of the said lot No. 1362, the property of Edouard Philias Ferland or representatives, on one side by a lane being known as the subdivision thirteen hundred and fifty-nine A, and on the other side by Poupart street—withall the buildings thereon erected and the use of the said lane in common with others.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY-SECOND day of SEPTEMBER next, at TWO o'clock in the afternoon. The said writ returnable on the twenty-fifth day of September next.

J. ARTHUR FRANCHERE,
Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Montreal, 18th July, 1894. 2796
[First published, 21st July, 1894.]

FIERI FACIAS.

District of Montreal.

Montreal, to wit : **DILAS CHEVALIER,**
No. 1445. **O**gentleman, of the village of Saint-Louis du Mile End, in the district of Montreal, Plaintiff; against the lands and tenements of PIERRE ARCHAMBAULT, farmer, of the parish of Saint Vincent de Paul, said district, Defendant.

A lot of land situate in the parish of Saint Vincent de Paul, in the district of Montreal, known and designated on the official plan and in the book of reference for the said parish of Saint-Vincent de Paul, as number three hundred and eighty-four (384), and being on the north side of the public road at the bottom of La Côte Saint François, which bound it in front—together with the buildings thereon erected.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Vincent de Paul, le VINGT-DEUXIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le vingt-neuvième jour de septembre prochain.

J. ARTHUR FRANCHERE.

Bureau du Shérif, Député shérif.
Montréal, 18 juillet 1894. 2797
[Première publication, 21 juillet 1894.]

FIERI FACIAS.

Cour de Circuit pour le district de Montréal.

Montréal, à savoir : } ALPHONSE DEMERS ET
No. 9724. } A CLEOPHAS BRUNET,

tous deux plombiers associés, de Montréal, et y faisant affaires ensemble en société sous le nom de Drapeau, Savignac & Cie, Demandeurs; contre les terres et tenements de DAME H. DURAND, de Montréal, épouse séparée de biens de Louis Bedard, notaire, de Montréal, et ce dernier en autant que besoin est pour autoriser son épouse, Défenderesse.

Un emplacement faisant partie du numéro huit cent quarante-quatre (844), des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Jacques, de la dite cité de Montréal, contenant dix-huit pieds et neuf pouces de largeur, en front et en arrière, par cent quarante cinq pieds de profondeur, le tout plus ou moins, mesure française, et sans garantie de mesure précise; borné en front par la rue Saint-Hubert, d'un côté par le résidu du dit numéro huit cent quarante-quatre (844), de l'autre côté par le numéro huit cent quarante-cinq (845), des dits plan et livre de renvoi officiels, en arrière par une ruelle communiquant de la rue Mignonne à la rue Ontario, avec droit de passage dans la dite ruelle avec tous autres y ayant droit—et avec une maison en briques à trois étages et dépet d'ancres dessus érigées.

Pour être vendu en mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-DEUXIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le vingt-cinquième jour de septembre prochain.

J. ARTHUR FRANCHERE.

Bureau du Shérif, Député Shérif.
Montréal, 18 juillet 1894. 2799
[Première publication, 21 juillet 1894.]

ALIAS FIERI FACIAS.

District de Montréal.

Montréal, à savoir : } ALEXANDRE BOIRON,
No. 2341. } A négociant, des cité et district

de Montréal, Demandeur; contre les terres et tenements de S. ALIAS G. DONAIS, de la paroisse du Saint-Enfant-Jésus du Mile-End, district de Montréal, Défendeur.

Le lot de terre situé en la ville de la Côte Saint-Louis, et connu sous le numéro vingt-deux, de la subdivision du lot originaire numéro cent soixante et sept, des plan et livre de renvoi officiels de la Côte Saint-Louis, mesurant environ quarante pieds de front par quatre-vingts pieds de profondeur, ayant front sur la rue Robin au Mile-End—avec une maison et autres bâtisses sus-érigées.

Pour être vendu en mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-DEUXIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à TROIS heures de l'après-midi. Le dit bref rapportable le vingt-neuvième jour de septembre prochain.

J. ARTHUR FRANCHERE.

Bureau du shérif, Député shérif.
Montréal, 18 juillet 1894. 2793
[Première publication, 21 juillet 1894.]

FIERI FACIAS.

District de Montréal.

Montréal, à savoir : } CHARLES DESMARTEAU,
No. 164. } C comptable, des cité et district

de Montréal, nommé curateur et dûment autorisé sous l'article 772 du code de procédure civile, tel qu'amendé par la 48e Victoria, chapitre 22, section 6; contre les biens immeubles de JEROME

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Vincent de Paul, on the TWENTY-SECOND day of SEPTEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the twenty-ninth day of September next.

J. ARTHUR FRANCHERE.

Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Montreal, 18th July, 1894. 2798
[First published, 21st July, 1894.]

FIERI FACIAS.

Circuit Court of the district of Montréal.

Montreal, to wit : } ALPHONSE DEMERS AND
No. 9724. } A CLEOPHAS BRUNET,

both plumbers in partnership, of Montréal, and doing there business together in partnership under the name of Drapeau, Savignac & Co., Plaintiffs; against the lands and tenements of DAME H. DURAND, of Montréal, wife separated of property of Louis Bedard, notary, of Montréal, and this last for the purpose of authorizing his wife, Defendant.

An emplacement forming part of number eight hundred and forty-four (844), of the official plan and in the book of reference for Saint James ward, in the said city of Montréal, containing eighteen feet and nine inches in width, in front and in rear, by one hundred and forty-five feet in depth, the whole more or less, french measure, and without guarantee as to the precise measurement; bounded in front by Saint Hubert street, on one side by the remainder of the said number eight hundred and forty-four (844), on the other side by number eight hundred and forty-five (845), of the said official plan and in the book of reference, in rear by a lane leading from Mignonne street to Ontario street, with the right of way in the said lane with all others having right there—and together with a three stories brick house and dependencies thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montréal, on the TWENTY-SECOND day of SEPTEMBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the twenty-fifth day of September next.

J. ARTHUR FRANCHERE.

Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Montreal, 18th July, 1894. 2800
[First published, 21st July, 1894.]

ALIAS FIERI FACIAS.

District of Montréal.

Montreal, to wit : } ALEXANDRE BOIRON,
No. 2341. } A trader, of the city and district

of Montréal, Plaintiff; against the lands and tenements of S. ALIAS G. DONAIS, of the parish of Saint-Enfant-Jésus du Mile-End, district of Montréal, Defendant.

The lot of land situate in the town of La Côte Saint-Louis, and known as number twenty-two, of the subdivision of the primitive lot number one hundred and sixty-seven, of the official plan and in the book of reference for la Côte Saint-Louis, measuring about forty feet in front by eighty feet in depth, fronting on Robin street at Mile-End—together with a house and outbuildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montréal, on the TWENTY-SECOND day of SEPTEMBER next, at THREE o'clock in the afternoon. The said writ returnable on the twenty-ninth day of September next.

J. ARTHUR FRANCHERE.

Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Montreal, 18th July, 1894. 2794
[First published, 21st July, 1894.]

FIERI FACIAS.

District of Montréal.

Montreal, to wit : } CHARLES DESMARTEAU,
No. 164. } C accountant, of the city and district

of Montréal, appointed curator and duly authorized under the article 772 of the code of civil procedure, as amended by 48th Victoria, chapter 22, section 6; against the immovables of JEROME

LECOMPTE ET GASPARD LECOMPTE (J. Lecompte & Fils), faillis.

Un lot de terre situé en la paroisse Saint-Laurent, et portant le numéro vingt-deux (22), de la subdivision du numéro trente-quatre (34), des plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Laurent; borné en front par la rue Gilbert.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Laurent, le VINGT-DEUXIÈME jour de SEPTEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

J. ARTHUR FRANCHERE,
Bureau du Shérif, Député Shérif.
Montréal, 18 juillet 1894. 2803
[Première publication, 21 juillet 1894.]

FIERI FACIAS.

District de Montréal.

Montréal, à savoir: **DAME PHILOMÈNE**
No. 908. **D VALOIS**, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Paul Lussier, avocat, du dit lieu de Montréal, et ce dernier parti à cette action tant pour autoriser sa dite épouse aux fins des présentes qu'en sa qualité de chef de la communauté de biens existant entre lui et sa dite épouse. Demandeurs par reprise d'instance dans laquelle cause **DAME MARIE EMELIE MILLET** dit **LATREMOUILLE**, de la dite cité de Montréal, veuve de Simon Valois, en son vivant bourgeois, aussi du même lieu, est Demanderesse; contre les terres et tenements décrits dans l'acte et mentionnés dans la cédule marquée A ci-annexée, de **JOSEPH MELANCON**, des cité et district de Montréal, Défendeur.

Les lots de terre connus sous les numéros un, deux, trois, quatre, cinq, six, sept, huit, neuf, dix et onze, de la subdivision officielle du lot connu sous le numéro vingt-trois (23), des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga, dans le comté d'Hochelaga, dans le district de Montréal — sans bâtisses. Avec le droit de passage pour tous jours en commun avec tous ceux ayant droit sur les lots connus sous les numéros douze (12) et cent cinquante-quatre (154), de la subdivision officielle du dit lot numéro vingt-trois (23), pour parvenir en arrière des parties des dits lots de terre présentement vendus, le dit lot numéro cent cinquante-quatre formant partie de la rue Chambly, et le dit lot numéro douze (12), étant une ruelle.

Pour être vendus dans mon bureau, dans la cité de Montréal, le VINGT-DEUXIÈME jour de SEPTEMBRE prochain, à UNE heure de l'après-midi. Le dit bref rapportable le vingt-cinquième jour de septembre prochain.

J. ARTHUR FRANCHERE,
Bureau du Shérif, Député Shérif.
Montréal, 18 juillet 1894. 2791
[Première publication, 21 juillet 1894.]

FIERI FACIAS.

District de Montréal.

Montréal, à savoir: **CHARLES DESMARTEAU**,
No. 79. **C** comptable, des cité et district de Montréal, nommé curateur aux biens de Benjamin Gohier et al., faillis, marchands, en vertu de l'article 772 du code de procédure civile tel qu'amendé par 48 Victoria, chapitre 22, section 6, aux biens du dit failli.

Un lot de terre mesurant cent quatre-vingts pieds de front sur cent quatre-vingts pieds de profondeur, mesure française; à distraire de la propriété immobilière désignée sous le numéro deux cent quarante-deux, des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Laurent, dans le comté de Jacques-Cartier; le dit lot de terre étant borné en front au sud-ouest par le chemin macadamisé O'Brien et la ligne de front d'icelui, étant à une distance de vingt-quatre pieds du centre du dit chemin, et borné en arrière et de l'autre côté par le vendeur, la dite ligne est du lot de terre par le présent vendu ayant

LECOMPTE AND GASPARD LECOMPTE (J. Lecompte and Son), insolvents.

A lot of land situate in the parish of Saint Laurent, and being number twenty-two (22), of the subdivision of number thirty-four (34), of the official plan and in the book of reference for the said parish of Saint Laurent; bounded in front by Gilbert street.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Laurent, on the TWENTY-SECOND day of SEPTEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

J. ARTHUR FRANCHERE,
Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Montreal, 18th July, 1894. 2804
[First published, 21st July, 1894.]

FIERI FACIAS.

District of Montreal.

Montreal, to wit: **DAME PHILOMÈNE**
No. 908. **D VALOIS**, of the city and district of Montreal, wife common in property of Paul Lussier, advocate, of the said place of Montreal, and this last a party to this action to authorize his said wife for the purposes of these presents, and in his quality of chief of the community of property existing between him and his wife, Plaintiffs *par reprise d'instance*, in which case **DAME MARIE EMELIE MILLET** dit **LATREMOUILLE**, of the said city of Montreal, widow of Simon Valois, in his lifetime gentleman, also of the same place, is Plaintiff; against the lands and tenements described in the deed and mentioned in the schedule marked A there annexed, of **JOSEPH MELANCON**, of the city and district of Montreal, Defendant.

The lots of land known as numbers one, two, three, four, five, six, seven, eight, nine, ten and eleven, of the official subdivision of lot known as number twenty-three (23), on the official plan and in the book of reference of the incorporated village of Hochelaga, in the county of Hochelaga, in the district of Montreal — without buildings thereon erected. With the perpetual right of passage in common with all those that it may appertain on the lots known as numbers twelve (12) and one hundred and fifty-four (154), of the official subdivision of the said lot number twenty-three (23), in order to reach the rear portions of said presently sold lots of land, the said lot number one hundred and fifty-four forming part of Chambly street, and the said lot number twelve (12), being a lane.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY-SECOND day of SEPTEMBER next, at ONE of the clock in the afternoon. The said writ returnable on the twenty-fifth day of September next.

J. ARTHUR FRANCHERE,
Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Montreal, 18th July, 1894. 2792
[First published, 21st July, 1894.]

FIERI FACIAS.

District of Montreal.

Montreal, to wit: **CHARLES DESMARTEAU**,
No. 79. **C** accountant, of the city and district of Montreal, appointed curator to the estate of Benjamin Gohier et al., insolvents, merchants, under article 772 of the code of civil procedure as amended by 48 Victoria, chapter 22, section 6, of the property of the said insolvent.

A lot of ground measuring one hundred and eighty feet in front by one hundred and eighty feet in depth, french measure; to be taken on the immovable property designated under number two hundred and forty-two, of the official plan and book of reference of the parish of Saint Laurent, in the county of Jacques-Cartier; said lot of ground bounded in front to the south west by O'Brien's macadamized road and the front line of it, to be at a distance of twenty-four feet from the centre of said road and bounded in rear and on the other side by vender, the said east line of the hereby sold lot of ground to

une profondeur de cent quatre-vingts pieds à une distance de quatre cent deux pieds, mesure française, du chemin public appelé Côte de Vertue—avec le droit de passage, entrée et sortie, dans et sur le dit chemin O'Brien, en tout temps, tel que le dit vendeur a dans et sur le dit chemin, en vertu de son acte d'un nommé Dorion, ci-après mentionné, à l'exception seulement du droit de confiscation sur le dit acte en dernier lieu spécifié, mais cette stipulation en dernier lieu mentionnée ne devant pas affecter ou détruire le dit droit de passage de l'acquéreur, tel que stipulé ci-dessus, et aussi le dit vendeur transporte à l'acquéreur tous les droits, titre et intérêt et bénéfice dans et sur une lisière de terre située en front du dit lot en dedans de dix pieds du centre du dit chemin macadamisé auquel le dit vendeur a droit en vertu de son acte du dit Dorion.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Laurent, le VINGT-SEPTIÈME jour de JUILLET prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAUDEAU,

Bureau du Shérif,
Montréal, 22 mai 1894.

Shérif,
2029 3

[Première publication, 26 mai 1894.]

FIERI FACIAS.

District de Montréal.

Montréal, à savoir : **ALEXIS BOUCHARD,**
No. 132.

A facteur, de la cité et du district de Montréal, Demandeur ; contre les terres et tenements de **ANTOINE BEAUREGARD**, menuisier, ci-devant de la paroisse de Verchères, district de Montréal, et maintenant absent de la province, Défendeur.

Un lot de terre ou emplacement sis et situé au village de Verchères, dans le district de Montréal ; borné en front par une rue, et connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels pour la municipalité de la paroisse de Verchères, sous le numéro cent quarante-neuf (No. 149)—avec une maison en bois et autres bâtisses sus-érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Verchères, le TRENTE-UNIÈME jour d'AOUT prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le vingt-unième jour de septembre prochain.

J. R. THIBAUDEAU,

Bureau du Shérif,
Montréal, 20 juin 1894.

Shérif,
2461 2

[Première publication, 23 juin 1894.]

FIERI FACIAS.

District de Montréal.

Montréal, à savoir : **DAME CELANIRE**
No. 136.

D MOLLEUR, des cité et district de Montréal, épouse de Théodore St-James, commerçant, du même lieu, et dûment autorisée à ester en justice à l'effet des présentes, Demanderesse ; contre les terres et tenements de **THEODORE ST-JAMES**, commerçant, de la dite cité de Montréal, Défendeur.

1° Un lot de terre sis et situé dans le quartier Saint-Gabriel, dans la cité de Montréal, dans le district de Montréal ; borné en front par la rue Knox, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, dans le comté d'Hochelega, district de Montréal, sous les numéros deux (2), de la subdivision du lot officiel numéro trois mille trois cent quatre-vingt-sept (No. 3387), et vingt-quatre (24), de la subdivision du lot officiel numéro trois mille trois cent trente-six A (3336 A)—avec les bâtisses dessus construites.

2° Un lot de terre sis et situé dans le quartier Saint-Gabriel, dans la cité de Montréal, dans le district de Montréal ; borné en front par la rue Knox, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, dans le comté d'Hochelega, dans le district de Montréal, sous les numéros un (No. 1), de la subdivision du lot numéro officiel trois mille trois cent quatre-vingt-sept (No. 3387),

b2 one hundred and eighty feet depth at a distance of four hundred and two feet, french measure, from the public road called Côte de Vertue—with right of passage, ingress and egress, in all upon and over said O'Brien's road, at all time, such as the said vender has in and upon said road, under his deed from one Dorion hereinafter mentioned, excepting only the right of confiscation on said last mentioned deed specified, but even this last mentioned stipulation not to affect or disstray said purchaser's right to have ingress and egress, as above stipulated, and also said vender transfer to purchaser all the right, title and interest and benefit of him said vendor in and to a strip of land lying in front of said lot within ten feet of the center of the macadam of the said road which said vender is entitled to under his deed from said Dorion.

To be sold at the parish church door of the parish of Saint Laurent, on the TWENTY-SEVENTH day of JULY next, at TEN o'clock in the forenoon.

J. R. THIBAUDEAU,

Sheriff's Office,
Montreal, 22nd May 1894.

Sheriff,
2030

[First published, 26th May, 1894.]

FIERI FACIAS.

District of Montreal.

Montreal, to wit : **ALEXIS BOUCHARD,**
No. 132.

A letter carrier, of the city and district of Montreal ; Plaintiff ; against the lands and tenements of **ANTOINE BEAUREGARD**, joiner, formerly of the parish of Verchères, district of Montreal, and now absent from the province, Defendant.

A lot of land situate and being in the village of Verchères, in the district of Montreal ; bounded in front by a street, and known and designated on the official plan and book of reference for the municipality of the parish of Verchères, as number one hundred and forty-nine (No. 149)—with a wooden house and outbuildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Verchères, on the THIRTY-FIRST day of AUGUST next, at ELEVEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the twenty-first day of September next.

J. R. THIBAUDEAU,

Sheriff's Office,
Montreal, 20th June, 1894.

Sheriff,
2462

[First published, 23rd June, 1894.]

FIERI FACIAS.

District of Montreal.

Montreal, to wit : **DAME CELANIRE MOL-**
No. 136.

D LEUR, of the city and district of Montreal, wife of Theodore St-James, trader, of the same place, and duly authorized to sue herein, Plaintiff ; against the lands and tenements of **THEODORE ST-JAMES**, trader, of the said city and district of Montreal, Defendant.

1° A lot of land situate and being in Saint Gabriel ward, in the city of Montreal, in the district of Montreal ; bounded in front by Knox street, known and designated on the official plan and book of reference of the parish of Montreal, in the county of Hochelaga, district of Montreal, as numbers two (2), of the subdivision of the official lot number three thousand three hundred and eighty-seven (No. 3387), and twenty-four (24), of the official subdivision of the official lot number three thousand three hundred and thirty-six A (3336 A)—with the buildings thereon erected.

2° A lot of land situate and being on Saint Gabriel ward, in the city of Montreal, in the district of Montreal ; bounded in front by Knox street, known and designated on the official plan and book of reference of the parish of Montreal, in the county of Hochelaga, in the district of Montreal, as numbers one (1), of the subdivision of official lot number three thousand three hundred and eighty-seven (No.

trois (3), de la subdivision du lot officiel numéro trois mille trois cent quatre-vingt-six (No. 3386), et vingt-six (No. 26), de la subdivision du lot officiel numéro trois mille trois cent trente-six A (3336A)—avec les bâtisses dessus construites.

Pour être vendus en mon bureau, en la cité de Montréal, le PREMIER jour de SEPTEMBRE prochain, à DEUX heures de l'après-midi. Le dit bref rapportable le quinzième jour de septembre prochain.

J. R. THIBAUDEAU,

Bureau du Shérif, Shérif.
Montréal, 20 juin 1894. 2459-2
[Première publication, 23 juin 1894.]

FIERI FACIAS.

District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **ALEXANDER MANN**
No. 2590. } **FOSTER**, de la cité de
Montréal, gentleman, Demandeur ; contre les
terres et tenements de **CHARLOTTE CRAVEN**,
épouse judiciairement séparée de biens d'Alfred
Benn, des cité et district de Montréal, Défende-
resse.

Un certain morceau de terre situé à la Côte Saint-Paul, dans le district de Montréal, formant partie du lot officiel numéro trois mille quatre cent neuf (partie de 3409), des plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, la dite partie contenant cent quatre-vingts pieds de largeur, en front et en arrière sur une profondeur de cent quatre-vingts pieds, perpendiculairement, mesure française précise ; et bornée comme suit : en front au sud-ouest par la rue du Marché, et sur les trois autres côtés par d'autres parties du dit lot No. 3409, appartenant à la succession de feu George Henry Frothingham ou représentants. Le dit morceau commençant à un point sur le côté nord-est de la dite rue du Marché, distance quatre-vingts pieds, mesure française, du coin nord-est des rues du Marché et Frothingham—avec les bâtisses sus-érigées

Pour être vendu dans mon bureau, dans la cité de Montréal, le TRENTE-UNIÈME jour d'AOUT prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le troisième jour de septembre prochain.

J. R. THIBAUDEAU,

Bureau du Shérif, Shérif.
Montréal, 20 juin 1894. 2453-2
[[Première publication, 23 juin 1894.]

FIERI FACIAS.

District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **FRANK J. HART**, de
No. 20. } Montréal, nommé curateur
aux biens de la faillite de Edward Elliott, des cité et district de Montréal, épicière, en vertu de l'article 772 du code de procédure civile du Bas-Canada, pour la saisie et vente de la propriété immobilière suivante, à savoir :

Ce certain lot de terre situé dans le quartier Saint-Laurent, de la cité de Montréal, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du dit quartier, sous le numéro cent quatre-vingt-dix-neuf (199) : borné comme suit : en front par la rue Sherbrooke, en arrière par une ruelle, du côté sud-ouest par la rue des Conseillers de la Cité, et du côté nord-est par le lot officiel numéro cent quatre-vingt-dix-huit (198), la propriété de F. Wolferstan Thomas, contenant soixante et un pieds de front, soixante et huit pieds en arrière, sur une profondeur de cent quatorze pieds sur le côté nord-est, et cent quatorze pieds deux pouces sur le côté sud-ouest, le tout mesure anglaise, plus ou moins, sans garantie de mesure précise—avec trois maisons en pierre de taille et bâtisses en briques sus-érigées, et connues sous les numéros sept cent trente-deux (732), sept cent trente-quatre (734), sept cent trente-six (736), de la dite rue Sherbrooke.

Pour être vendu dans mon bureau, dans la cité de

3337), three (3), of the subdivision of official lot number three thousand three hundred and eighty-six (No. 3386), and twenty-six (26), of the subdivision of official lot number three thousand three hundred and thirty-six A (3336A)—with the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FIRST day of SEPTEMBER next, at TWO of the clock in the afternoon. The said writ returnable on the fifteenth day of September next.

J. R. THIBAUDEAU,

Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, 20th June, 1894. 2460
[First published, 23rd June, 1894.]

FIERI FACIAS.

District of Montreal.

Montreal, to wit : } **ALEXANDER MANN**
No. 2590. } **FOSTER**, of the city of
Montreal, gentleman, Plaintiff ; against the lands
and tenements of **CHARLOTTE CRAVEN**, wife
judicially separate as to property of Alfred Benn, of
the city and district of Montreal, Defendant.

A certain piece or parcel of land situate at La Côte Saint-Paul, in the district of Montreal, forming part of lot official number thirty-four hundred and nine (part of 3409), on the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal, containing said portion one hundred and eighty feet in width, in front and in rear by a perpendicular depth of one hundred and eighty feet, french measure and precise measurement ; and bounded as follows : in front to the south west by Market street, and to the other three sides by other portions of the said lot No. 3409, belonging to the estate of the late George Henry Frothingham or their representatives. The said piece commencing at a point on the north east side of said Market street, distant eighty feet, french measure, from the north east corner of Market and Frothingham streets—with the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the THIRTY-FIRST day of AUGUST next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the third day of September next.

J. R. THIBAUDEAU,

Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, 20th June, 1894. 2454
[First published, 23rd June, 1894.]

FIERI FACIAS.

District of Montreal.

Montreal, to wit : } **FRANK J. HART**, of Mon-
No. 20. } treal, appointed curator
to the insolvent estate of Edward Elliott, of the city and district of Montreal, grocer, in virtue of article 772, of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, for the seizure and sale of the following immovable property, to wit :

That certain lot of land situated in the Saint Lawrence ward, of the city of Montreal, known and distinguished on the official plan and book of reference of said ward, by the number one hundred and ninety-nine (199) ; and bounded as follows : in front by Sherbrooke street, in rear by a lane, on the south west side by City Councillors street, and on the north east side by official lot number one hundred and ninety-eight (198), the property of F. Wolferstan Thomas, containing sixty-one feet in front, sixty-eight feet in rear, by a depth of one hundred and fourteen feet in the north east side, and one hundred and fourteen feet two inches on the south west side, all english measure, more or less, without warranty as to precise measure—with three houses of cut stone, and brick outbuildings thereon erected, and known as numbers seven hundred and thirty-two (732), seven hundred and thirty-four (734) and seven hundred and thirty-six (736), of said Sherbrooke street.

To be sold at my office, in the city of Montreal,

Montréal, le PREMIER jour de SEPTEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi

J. R. THIBAudeau,

Bureau du Shérif,

Shérif.

2457 2

Montréal, 20 juin 1894.

[Première publication, 23 juin 1894.]

FIERI FACIAS.

District de Montréal.

Montréal, à savoir : **THE MONTREAL LOAN**
No. 2522.

AND MORTGAGE COMPANY, corps politique et incorporé, ayant sa principale place d'affaires dans la cité de Montréal, Demanderesse ; contre les terres et tenements de **ROBERT COURTNEY**, des cité et district de Montréal, mouleur, Défendeur.

Un lot de terre situé en la cité de Montréal, faisant front sur la rue Ryde, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, district de Montréal, quartier Saint-Gabriel, sous le numéro cent onze (No. 111), de la subdivision du lot numéro trois mille trois cent quatre-vingt-dix-neuf (No. 3399-111), avec droit de passage dans les ruelles connues et désignées sous les numéros soixante et dix-sept (No. 77) et cent vingt-trois (No. 123), de la dite subdivision du dit lot numéro trois mille trois cent quatre-vingt-dix-neuf (3399-77-123), mais sans droit d'encombrer d'aucune manière les dites ruelles—avec une maison en bois lambrissée en briques et autres bâties sus-érigées.

Pour être vendu dans mon bureau, dans cité de Montréal, le PREMIER jour de SEPTEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le vingtième jour de septembre prochain.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du Shérif,

Shérif.

2463-2

Montréal, 20 juin 1894.

[Première publication, 23 juin 1894.]

FIERI FACIAS.

District de Montréal.

Montréal, à savoir : **ARTHUR GORDON**
No. 1923.

A JONES, de la cité de Montréal, commis, Demandeur ; contre les terres et tenements de **MATHEW HANNAN**, des cité et district de Montréal, y faisant ci-devant affaires seul comme marchand sous les nom et raison de **M. Hannan & Co.**, Défendeur.

Ce certain lot de terre situé dans le quartier Sainte-Anne, de la cité de Montréal, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du dit quartier, sous les numéros mille cinq cent quatre-vingt-dix (1590) et mille cinq cent quatre-vingt-onze (1591) ; borné en front au nord-ouest par la rue William, en arrière au sud-est par un passage ou ruelle en commun ci-après mentionné, du côté sud-ouest par la rue King, et au nord partie par la propriété des représentants de **Ira Gould**, étant le lot officiel 1589, et partie par la propriété de **J. C. Watson**, lot 1588, et contenant tout le terrain dans ces bornes, savoir : environ quatre-vingt-dix pieds sur la rue William, quatre-vingt-seize pieds neuf pouces en arrière, sur la profondeur de cent quarante-huit pieds sur la ligne de côté nord-est, et de cent cinquante-trois pieds sur la ligne de côté sud-ouest, le tout mesure anglaise, plus ou moins, avec le droit de passage dans le passage en commun de dix pieds de largeur, sur toute la largeur du dit lot de terre, dans sa ligne sud-est d'arrière, et formant la borne sud-est du dit lot, et divisant la propriété ci-dessus décrite de celle de **Warrington** et **Dunbar** ou représentants—avec les bâties suivantes sus-érigées, savoir : deux bâties en pierre à deux étages sur tout le front de la rue William, sur une profondeur d'environ cinquante pieds, une bâtisse à deux étages lambrissée en briques sur la rue King, et deux bâties solides en briques dans la cour.

Pour être vendu dans mon bureau, dans la cité de Montréal, le VINGT-QUATRIEME jour d'AOUT

on the FIRST day of SEPTEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's Office,

Sheriff.

Montreal, 20th June, 1894.

2458

[First published, 23rd June, 1894.]

FIERI FACIAS.

District of Montreal.

Montreal, to wit : **THE MONTREAL LOAN**
No. 2522.

AND MORTGAGE COMPANY, a body politic and corporate, having its principal place of business in the city of Montreal. Plaintiff ; against the lands and tenements of **ROBERT COURTNEY**, of the city and district of Montreal, moulder, Defendant.

A lot of land situate in the city of Montreal, fronting on Ryde street, known and designated on the official plan and book of reference of the parish of Montreal, district of Montreal, Saint-Gabriel ward, as number one hundred and eleven (No. 111), of the subdivision of lot number three thousand three hundred and ninety-nine (No. 3399-111), with a right of passage in the lanes known and designated as numbers seventy-seven (No. 77) and one hundred and twenty-three (No. 123), of the said subdivision of said lot number three thousand three hundred and ninety-nine (3399-77-123), but without a right to encumber in any manner the said lanes—together with a wooden house cased in brick and outbuildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FIRST day of SEPTEMBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable the twentieth day of September next.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's Office,

Sheriff.

Montreal, 20th June, 1894.

2464

[First published, 23rd June, 1894.]

FIERI FACIAS.

District of Montreal.

Montreal, to wit : **ARTHUR GORDON**
No. 1923.

A JONES, of the city of Montreal, clerk, Plaintiff ; against the lands and tenements of **MATHEW HANNAN**, of the city and district of Montreal, heretofore carrying on business there alone as merchant under the firm name of "**M. Hannan & Co.**," Defendant.

That certain block of land situated in the Sainte Ann ward, of the city of Montreal, known and distinguished on the official plan and book of reference of the said ward, by the numbers one thousand five hundred and ninety (1590) and one thousand five hundred and ninety-one (1591) ; bounded in front to the north west by William street, in rear to the south east by a passage or lane in common herein-after mentioned, on the south west side by King street, and on the north partly by the property of the representatives of **Ira Gould**, being official lot 1589, and partly by the property of **J. C. Watson**, lot 1588, and containing all the land within these boundaries, viz : about ninety feet on William street, ninety-six feet nine inches in rear, by depth in the north east side line of one hundred and forty eight feet, and of one hundred and fifty-three feet in the south west side line, all english measure, more or less, with the right of passage in the common passage of ten feet wide, by the whole width of the said block of land, in its south east arrear line, and which forms the south east boundary of the said block, and divides the property above described from that of **Warrington** and **Dunbar** or their representatives—with the following buildings thereon, viz : two story stone buildings on the whole William street front, by a depth of about fifty feet, a two story brick encased building on King street, and two solid brick buildings in the yard.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY-FOURTH day of AUGUST next,

prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le vingt-quatrième jour d'août prochain.

J. R. THIBAUDEAU,

Bureau du Shérif, Montréal, 20 juin 1894.
[Première publication, 23 juin 1894.]

Shérif.
2455-2

at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the twenty-fourth day of August next.

J. R. THIBAUDEAU,

Sheriff's Office, Montreal, 20th June, 1894.
[First published, 23rd June, 1894.]

Sheriff.
2456

Ventes par le Shérif—Ottawa

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge ou autres oppositions à la vente, excepté dans le cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du soussigné avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

De la Cour Supérieure—Aylmer.

Canada, Province de Québec, District d'Ottawa, No. 305. **JOHN BURKE**, cultivateur, du canton de Hull, dans le district d'Ottawa, Demandeur; contre **FRED FOOKS**, agent minier, ci-devant du dit canton de Hull, dit district, Défendeur, et **John Malcolm McDougall**, avocat du dit défendeur, demandeur par distraction de frais, contre les terres et tenements du dit demandeur, **John Burke**, par jugement daté le onzième jour de juin mil huit cent quatre-vingt-quatorze, à savoir :

Tout ce lot ou morceau de terre connu comme la moitié sud du lot numéro un, du douzième rang du canton de Hull, et aussi connu et distingué aux plan et livre de renvoi officiels du dit canton, comme le lot numéro un B, contenant cent acres, plus ou moins, incluant aussi une certaine réserve ou *royalty* de deux piastres le tonneau sur tout mica enlevé sur le dit lot, et payable à l'embarcation; mais sauf et excepté les droits miniers dans et sur le dit lot de terre.

Pour être vendus au bureau du registrateur pour le comté d'Ottawa, en la cité de Hull, le **TRENTIEME** jour d'AOUT prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le quatrième jour de septembre mil huit cent quatre-vingt-quatorze.

LOUIS M. COUTLEE,

Bureau du Shérif, Aylmer, 19 juin 1894.
[Première publication, 23 juin 1894.]

Shérif.
2445-2

Ventes par le Shérif—Pontiac

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toute oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la

Sheriff's Sales—Ottawa

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the code of civil procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law; All oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge* or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the writ.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

From the Superior Court—Aylmer.

Canada, Province of Québec, District of Ottawa, No. 305. **JOHN BURKE**, farmer, of the township of Hull, in the district of Ottawa, Plaintiff; against **FRED FOOKS**, mining agent, heretofore of the said township of Hull, and said district, Defendant, and **John Malcolm McDougall**, attorney for the said defendant, plaintiff *par distraction de frais*, against the lands and tenements of the said plaintiff, **John Burke**, by judgment bearing date the eleventh of June, one thousand eight hundred and ninety-four, to wit :

All that lot or parcel of land known as the south half of lot number one, in the twelfth range of the township of Hull, and also known and designated on the official plan and book of reference of said township, as lot number one B, containing one hundred acres, more or less, including also a certain reserve or royalty of two dollars per ton on all mica stripped from said lot, and payable at shipment; but save and except the mining rights in and to said lot of land.

To be sold at the office of the registrar for the county of Ottawa, in the city of Hull, on the **THIRTIETH** day of **AUGUST** next, at **TEN** o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the fourth day of September, one thousand eight hundred and ninety-four.

LOUIS M. COUTLEE,

Sheriff's Office, Aylmer, 19th June, 1894.
[First published, 23rd June, 1894.]

Sheriff.
2446

Sheriff's Sales—Pontiac

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the Registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the code of civil procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge* or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required

rente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du soussigné avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente ; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Province de Québec, } CATHERINE BOOTH, of
District de Pontiac, } du village de Bryson,
No. 14. } dans le dit district, veuve de
feu James Roney, en son vivant arpenteur provin-
cial, du même lieu, Demanderesse ; et BERNARD
SMITH, du canton de Mansfield, dans le dit district,
Défendeur, et Charles Delphis Blondin, du village
de Bryson, dans le dit district, huissier audien-
cier de la cour supérieure, en sa qualité de curateur à
l'abandon fait par le dit défendeur en cette cause
de la propriété immobilière décrite dans le dit
abandon.

Un morceau ou lisière de terre connu et désigné
comme lot numéro cinquante-deux (52), dans le
deuxième rang du canton de Mansfield, dans le
comté de Pontiac, contenant cent deux acres, plus
ou moins—avec les bâties sus-érigées.

Pour être vendu dans mon bureau, dans le village
de Bryson, le QUATORZIÈME jour de SEPTEM-
BRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le
dit bref rapportable le quinzième jour de septembre
1894.

SIMON McNALLY,

Bureau du Shérif, Shérif.
Bryson, 4 juillet 1894. 2665
[Première publication, 7 juillet 1894.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Province of Quebec, } CATHERINE BOOTH, of
District of Pontiac, } the village of Bryson, in
No. 14. } the said district, widow of the
late James Roney, in his lifetime provincial land
surveyor, of the same place, Plaintiff ; and BER-
NARD SMITH, of the township of Mansfield, in
the said district, Defendant, and Charles Delphis
Blondin, of the village of Bryson, in the said dis-
trict, erier of the superior court, in his quality of
curator to this abandonment made by the said
defendant in this cause of the immoveable property
described in the said abandonment.

A piece or tract of land known as lot number
fifty-two (52), in the second range of the township
of Mansfield, in the county of Pontiac, containing
one hundred and two acres, more or less—with
buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the village of Bryson,
the FOURTEENTH day of SEPTEMBER next, at
TEN o'clock in the forenoon. Said writ returnable
the fifteenth day of September, 1894.

SIMON McNALLY,

Sheriff's Office, Sheriff.
Bryson, 4th July, 1894. 2666
[First published, 7th July, 1894.]

Ventes par le Shérif—Québec

AVIS PUBLIC est par le présent donné que
les TERRES et HÉRITAGES sous-mention-
nés ont été saisis et seront vendus aux temps et
lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes
personnes ayant à exercer à cet égard des réclama-
tions que le Régistrateur n'est pas tenu de mention-
ner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du
code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le
présent requises de les faire connaître suivant la loi.
Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire,
afin de charge, ou autres oppositions à la vente,
excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent
être déposées au bureau du soussigné, avant les
quinze jours qui précéderont immédiatement le
jour de la vente ; les oppositions afin de conserver
peuvent être déposées en aucun temps dans les six
jours après le rapport du Bref.

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } LEON LETARTE, de la cité
No. 1653. } de Québec, cordonnier ;
vs. EMELIE BEDARD, épouse séparée de biens
par contrat de mariage de Pierre Napoléon Chartré,
tous deux de la cité de Québec, et le dit Pierre
Napoléon Chartré, mis en cause pour autoriser sa
dite épouse, à savoir :

Le lot No. 250, de la subdivision du lot No. 2102,
du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Sauveur,
maintenant en la cité de Québec, étant un emplace-
ment situé rue Saint-Valier—avec bâties ; sujet à
une rente annuelle de \$18.00, au capital de \$600.00,
payable le premier août à l'Hôtel-Dieu du Sacré-
Cœur de Jésus de Québec.

Pour être vendu en mon bureau, en la cité de
Québec, le VINGT-DEUXIÈME jour de SEPTEM-
BRE prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref
rapportable le vingt-neuvième jour de septembre
prochain.

J. B. AMYOT,

Bureau du Shérif, Député Shérif.
Québec, 19 juillet 1894. 2813
[Première publication, 21 juillet 1894.]

Sheriff's Sales—Quebec

PUBLIC NOTICE is hereby given that the un-
dermentioned LANDS and TENEMENTS
have been seized, and will be sold at the respective
times and places mentioned below. All persons
having claims on the same which the Registrar is
not bound to include in his certificate, under article
700 of the code of civil procedure of Lower Canada,
are hereby required to make them known according
to law ; all oppositions *afin d'annuler, afin de distraire,*
afin de charge, or other oppositions to the sale,
except in cases of *Venditioni Exponas* are required
to be filed with the undersigned, at his office,
previous to the fifteen days next preceding the day
of sale ; oppositions *afin de conserver* may be filed at
any time within six days next after the return of the
Writ.

FIERI FACIAS.

Quebec, to wit : } LEON LETARTE, of the city
No. 1653. } of Québec, shoemaker ; vs.
EMELIE BEDARD, wife separated as to property
by marriage contract of Pierre Napoléon Chartré,
both of the city of Québec, and the said Pierre
Napoléon Chartré, mis en cause to authorize his said
wife, to wit :

Lot No. 250, of the subdivision of lot No. 2102,
of the official cadastre for the parish of Saint Sau-
veur, now in the city of Québec, being an emplace-
ment situate Saint Valier street—with buildings ;
subject to an annual rent of \$18.00, constituted to
the capital of \$600.00 payable on the first of August
to l'Hôtel-Dieu du Sacré-Cœur de Jésus de Québec.

To be sold at my office, in the city of Québec, on
the TWENTY-SECOND day of SEPTEMBER
next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ
returnable on the twenty-ninth day of September
next.

J. B. AMYOT,

Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Quebec, 19th July, 1894. 2814
[First published, 21st July, 1894.]

FIERI FACIAS.

Circuit de Québec.

Québec, à savoir : } **O**LIVIER EDOUARD GAU-
No. 2034. } **V**REAU ET JEAN-BAP-
TISTE ELZEAR PELLETIER, tous deux de la
cité de Québec, marchands, faisant commerce en
société à Québec, sous le nom de Gauvreau, Pel-
letier et Cie ; contre **MAURICE CROTEAU**, de la
paroisse de Deschambault, dans le comté de Port-
neuf, arpenteur, à savoir :

Le No. 68, du cadastre officiel de la paroisse de
Deschambault, comté de Portneuf, étant un empla-
cement situé au premier rang, dans le village près
de l'église de la dite paroisse de Deschambault, au
sud du chemin royal—avec bâtisses sus-érigées, cir-
constances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale
de Deschambault, le VINGT-DEUXIEME jour de
SEPTEMBRE prochain, à DIX heures du matin.
Le dit bref rapportable le sixième jour d'octobre
prochain.

J. B. AMYOT,

Député shérif.

Bureau du shérif,
Québec, 19 juillet 1894.

2815

[Première publication, 21 juillet 1894.]

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } **L'**HONORABLE GEORGE
No. 963. } **I**RVINE, des cité et dis-
trict de Québec, conseil de la Reine, en sa qualité
de seul exécuteur et fidéicommissaire de la succes-
sion de feu Edward Burstall, ci-devant de Québec,
marchand ; contre **JOHN STRANG**, de la cité de
Québec, écuyer, notaire public, et Dame Mary
Strang, veuve de feu James Macnab Cassels, de
Bedford, en le district de Bedford, à savoir :

1° Le lot No. 99, du cadastre officiel de la pa-
roisse de Notre-Dame de Québec (banlieue), étant
un lot de terre situé sur le côté sud du chemin de
Sainte-Foye—avec bâtisses.

2° Le lot No. 2225, du cadastre officiel du quar-
tier Saint-Pierre, de la cité de Québec, étant un
emplacement situé rue Sous-le-Fort—avec bâtisses.

Pour être vendus en mon bureau, en la cité de
Québec, le VINGT-DEUXIEME jour de SEP-
TEMBRE prochain, à DIX heures du matin. Le
dit bref rapportable le premier jour d'octobre pro-
chain.

J. B. AMYOT,

Député Shérif.

Bureau du Shérif,
Québec, 19 juillet 1894.

2811

[Première publication, 21 juillet 1894.]

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } **C**HARLES ELZEAR ROY,
No. 1113. } de Québec, marchand de
cuir ; contre **EVARISTE SOUCY**, de Québec, tant
personnellement qu'en sa qualité de tuteur due-
ment nommé à ses enfants mineurs, à savoir :

Le lot No. 927, du cadastre officiel du quartier
Saint-Roch, de la cité de Québec, étant un empla-
cement situé sur le côté nord de la rue Saint-François
—avec bâtisses.

Pour être vendu en mon bureau, en la cité de
Québec, le VINGT-SEPTIEME jour de JUILLET
prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rap-
portable le premier jour de septembre prochain.

CHS. A. ERN. GAGNON,

Bureau du Shérif,
Québec, 23 mai 1894.

Shérif.

2043-3

[Première publication, 26 mai 1894.]

Ventes par le Shérif—Richelieu

A VIS PUBLIC est par le présent donné que
les TERRES et HERITAGES sous mention-
nés ont été saisis et seront vendus aux temps et
lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes
personnes ayant à exercer à cet égard des récla-

FIERI FACIAS.

Québec Circuit.

Québec, to wit : } **O**LIVIER EDOUARD GAU-
No. 2034. } **V**REAU AND JEAN BAP-
TISTE ELZEAR PELLETIER, both of the city of
Québec, merchants, doing business in partnership,
at Québec, under the name and firm of Gauvreau,
Pelletier & Cie ; against **MAURICE CROTEAU**,
of the parish of Deschambault, in the county of
Portneuf, land surveyor, to wit :

Lot No. 68, of the official cadastre for the parish
of Deschambault, county of Portneuf, being an
emplacement situate in the first range, in the village
near the church of the said parish of Deschambault,
on the south side of Queen's highway—with build-
ings thereon erected, circumstances and depend-
encies.

To be sold at the parochial church door of Des-
chambault, on the TWENTY-SECOND day of
SEPTEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.
The said writ returnable on the sixth day of October
next.

J. B. AMYOT,

Deputy Sheriff.

Sheriff's Office,

Québec, 19th July, 1894.

2816

[First published, 21st July, 1894.]

FIERI FACIAS.

Québec, to wit : } **T**HE HONORABLE GEORGE
No. 963. } **I**RVINE, of the city and dis-
trict of Québec, Queen's Council, in his quality of
sole executor and trustee of the estate of the late
Edward Burstall, formerly of Québec, merchant ;
against **JOHN STRANG**, of the city of Québec,
esquire, notary public, and Dame Mary Strang, wi-
dow of the late James Macnab Cassels, of Bedford,
in the district of Bedford, to wit :

1° Lot No. 99, of the official cadastre for the
parish of Notre Dame de Québec (Banlieue), being a
lot of land situate on the south side of Sainte Foye's
road—with buildings.

2° Lot No. 2225, of the official cadastre for Saint
Peter's ward, of the city of Québec, being an empla-
cement situated Sous le Fort street—with buildings.

To be sold at my office, in the city of Québec, on
the TWENTY-SECOND day of SEPTEMBER
next, at TEN o'clock in the forenoon. The said
writ returnable the first day of October next.

J. B. AMYOT,

Deputy Sheriff.

Sheriff's Office,

Québec, 19th July, 1894.

2812

[First published, 21st July, 1894.]

FIERI FACIAS.

Québec, to wit : } **C**HARLES ELZEAR ROY,
No. 1113. } of Québec, leather merchant ;
against **EVARISTE SOUCY**, of Québec, as well
personally as in his quality of tutor duly appointed
to his minor children, to wit :

Lot No. 927, of the official cadastre of Saint
Roch's ward, of the city of Québec, being a lot
situate on the north side of Saint François street—
with buildings.

To be sold at my office, in the city of Québec, on
the TWENTY-SEVENTH day of JULY next, at
TEN of the clock in the forenoon. Said writ re-
turnable the first day of September next.

CHS. A. ERN. GAGNON,

Sheriff's Office,

Québec, 23rd May, 1894.

Sheriff.

2044

[First published, 26th May, 1894.]

Sheriff's Sales—Richelieu

PUBLIC NOTICE is hereby given that the un-
dermentioned LANDS and TENEMENTS have
been seized, and will be sold at the respective times
and places mentioned below. All persons having
claims on the same which the registrar is not bound

mations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du sousigné avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver, peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

FIERI FACIAS.

Cour Supérieure—District de Richelieu.

Sorel, à savoir : } MOISE L'ESPERANCE, De-
No. 3872. } mandeur; contre EDOUARD
PELOQUIN, FILS, Défendeur.

1° Un morceau de terre situé en la paroisse de Saint-Robert, concession Saint-Robert, connu au cadastre officiel de la dite paroisse de Saint-Robert, comme faisant partie du lot numéro trois cent dix-neuf (pt. No. 319), de quatre arpents en superficie, le tout plus ou moins; tenant devant au chemin de la Reine, en profondeur à une décharge divisant le dit morceau de terre de celui d'Olivier Lamothe, d'un côté à Joseph Nadeau, et d'autre côté à Joseph Petit dit St-Michel.

2° Une terre située en la paroisse de Saint-Robert, concession George Provost, connu au cadastre officiel de la dite paroisse de Saint-Robert, sous le numéro deux cent trente et un (No. 231)—avec les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Robert, le VINGT-QUATRIÈME jour du mois de SEPTEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le premier jour du mois d'octobre prochain.

P. GUEVREMONT,

Bureau du Shérif, Shérif.
Sorel, 18 juillet 1894. 2779
[Première publication, 21 juillet 1894.]

Ventes par le Shérif—St-François

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du sousigné avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver, peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

FIERI FACIAS.

Cour Supérieure—District de Saint-François.

Saint-François, à savoir : } FRANÇOIS BOU-
No. 339. } CHER, du canton
de Magog, district de Saint-François, cultivateur,
Demandeur; contre les terres et tenements de
NARCISSE GIRARD, ci-devant du dit canton, et
maintenant absent de la province de Québec, Dé-
fendeur, à savoir :

Toute cette partie de l'extrémité ouest du lot de terre numéro quatre, dans le dix-neuvième rang de cette partie du dit canton de Magog, autrefois partie de Bolton, renfermée dans les limites suivantes : bornée en front par le chemin conduisant de Magog à Sherbrooke, en profondeur à l'ouest par un ruisseau appelé *Red Brook*, d'un côté au nord partie par

to include in his certificate, under article 700 of the code of civil procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law, all oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge*, or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the writ.

FIERI FACIAS.

Superior Court—District of Richelieu.

Sorel, to wit : } MOISE L'ESPERANCE, Plain-
No. 3872. } tiff; against EDOUARD
PELOQUIN, JUNIOR, Defendant.

1° A lot of land situate in the parish of Saint Robert, Saint Robert concession, known on the official cadastre for the said parish of Saint Robert, as forming part of lot number three hundred and nineteen (pt. No. 319), of four arpents in superficies, the whole more or less; joining in front to the Queen's highway, in depth by an outlet dividing the said lot of land from the lot of Olivier Lamothe, on one side by Joseph Nadeau, and on the other side by Joseph Petit dit St-Michel.

2° A land situate in the parish of Saint Robert, George Provost concession, known on the official cadastre for the said parish of Saint Robert, as number two hundred and thirty-one (No. 231)—together with buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Robert, on the TWENTY-FOURTH day of the month of SEPTEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the first day of the month of October next.

P. GUEVREMONT,

Sheriff's Office, Shérif.
Sorel, 18th July, 1894. 2780
[First published, 21st July, 1894.]

Sheriff's Sales—St-Francis

PUBLIC NOTICE is hereby given that the unde mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the Registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the code of civil procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge* or other oppositions to the sale, except in case of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the Writ.

FIERI FACIAS.

Superior Court—District of Saint Francis.

Saint Francis, to wit : } FRANÇOIS BOUCHER,
No. 339. } of the township of Magog,
district of Saint Francis, farmer, Plaintiff; against
the lands and tenements of NARCISSE GIRARD,
heretofore of the said township, and now absent
from the province of Quebec, Defendant, to wit :

All that part of the west end of lot of land number four, in the nineteenth range of this part of the said township of Magog, formerly part of Bolton, enclosed in the following limits: bounded in front by the road leading from Magog to Sherbrooke, in depth to the west by a stream called "*Red Brook*," on one side to the north partly by Moïse Tétreault or repre-

Moïse Tétreault ou représentants, et par un nommé Ménard ou représentants, et au sud par un chemin réservé par le dit Moïse Tétreault, séparant le terrain de Henry Currier de celui présentement décrit, supposé contenir quarante acres en superficie—avec les bâties dessus érigées.

Pour être vendue au bureau du registraire de la division d'enregistrement de Stanstead, au village de Stanstead Plain, dans le dit district, le VINGT-DEUXIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le trente-unième jour de décembre prochain.

R. A. BIRON,
Député Shérif.
Bureau du Shérif, Sherbrooke, 18 juillet 1894. 2823
[Première publication, 21 juillet 1894.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Dans la Cour de Circuit, dans et pour le comté de Richmond, à Richmond.

Saint-François, à savoir : } **GEORGE ALBERT**
No. 560. } **G. BEDARD**, de la
ville de Richmond, dans le district de Saint-François, commerçant, Demandeur ; contre les terres et tenements de **ARTHUR PORTER**, du canton de Windsor, dans le dit district, cultivateur, Défendeur, à savoir :

La moitié sud-ouest du lot numéro huit, dans le septième rang du dit canton de Windsor, maintenant connu et désigné sur le plan du cadastre et livre de renvoi du dit canton de Windsor, comme lot numéro cinq cent quatre (No. 504)—ensemble avec les bâties et appartenances.

Pour être vendu au bureau du registraire pour la division d'enregistrement du comté de Richmond, dans la ville de Richmond, dans le dit district, le VINGT-QUATRIEME jour d'AOUT prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le quinzième jour de septembre prochain.

R. A. BIRON,
Député Shérif.
Bureau du Shérif, Sherbrooke, 18 juin 1894. 2451-2
[Première publication, 23 juin 1894.]

FIERI FACIAS.

Cour Supérieure—District de Saint-François.

Saint-François, à savoir : } **WILLIAM BEAT-**
No. 682. } **TIE**, du village
de Melbourne, dans le dit district, commerçant, Demandeur ; contre les meubles et immeubles de **WILLIAM WILSON**, du canton de Melbourne, dans le dit district, cultivateur, Défendeur, à savoir :

La moitié sud-ouest du lot numéro huit (toute la largeur du lot), dans le cinquième rang des lots du dit canton de Melbourne, contenant ou supposé contenir cent acres en superficie, plus ou moins, et l'allocation pour chemins publics, moins cependant et à distraire du dit terrain environ un acre de terre au coin nord-ouest de la dite moitié de lot appartenant à Nathaniel Weed. La dite moitié de lot étant bornée à l'est par la terre de Joseph Weed, à l'ouest par la propriété de Asa Weed, au nord par Z. Weed, et au sud par la terre de George Phleming ou représentants—avec les bâties sus-érigées et améliorations faites.

Pour être vendue au bureau du registraire pour la division d'enregistrement du comté de Richmond, dans la ville de Richmond, dans le dit district, le VINGT-QUATRIEME jour d'AOUT prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le trente-unième jour de décembre prochain.

R. A. BIRON,
Député Shérif.
Bureau du Shérif, Sherbrooke, 18 juin 1894. 2449-2
[Première publication, 23 juin 1894.]

sentatives, and by one Menard or representatives, and to the south by a road reserved by the said Moïse Tétreault, dividing the lot of Henry Currier, from the lot hereby described, supposed to contain forty acres in superficies—together with buildings thereon erected.

To be sold at the registry office of the registration division of Stanstead, in the village of Stanstead Plain, in the said district, on the TWENTY-SECOND day of SEPTEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the thirty-first day of December next.

R. A. BIRON,
Deputy Sheriff.
Sheriff's Office, Sherbrooke, 18th July, 1894. 2824
[First published, 21st July, 1894.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

In the Circuit Court, in and for the county of Richmond, at Richmond.

Saint Francis, to wit : } **GEORGE ALBERT**
No. 560. } **G. BEDARD**, of the town
of Richmond, in the district of Saint Francis, trader, Plaintiff ; against the lands and tenements of **ARTHUR PORTER**, of the township of Windsor, in said district, farmer, Defendant, to wit :

The south west half of the lot number eight, in the seventh range of the said township of Windsor, now known and designated on the cadastral plan and book of reference of the said township of Windsor, as lot number five hundred and four (No. 504)—together with the buildings and appurtenances thereunto appurtenant.

To be sold at the registry office of the registration division of the county of Richmond, in the town of Richmond, in the said district, on the TWENTY-FOURTH day of AUGUST next, at TEN of the clock in the forenoon. The said writ returnable on the fifteenth day of September next.

R. A. BIRON,
Deputy Sheriff.
Sheriff's Office, Sherbrooke, 18th June, 1894. 2452
[First published, 23rd June, 1894.]

FIERI FACIAS

Superior Court—District of Saint Francis.

Saint Francis, to wit : } **WILLIAM BEATTIE**,
No. 682. } of the village of Mel-
bourne, in said district, trader, Plaintiff ; against the goods and lands of **WILLIAM WILSON**, of the township of Melbourne, in said district, farmer, Defendant, to wit :

The south west half of the lot number eight (whole width of the lot) in the fifth range of lots in the said township of Melbourne, containing or supposed to contain one hundred acres in superficies, more or less, and the usual allowance for highways, less however, and reserving therefrom, about one acre of land at the north west corner of said half lot, belonging to Nathaniel Weed. The said half lot bounded easterly by the land of Joseph Weed, westerly by the property of Asa Weed, northerly by Z. Weed, and southerly by land belonging to George Phleming or representatives—with the buildings and improvements thereon erected and made.

To be sold at the registry office of the registration division of the county of Richmond, in the town of Richmond, in the said district, on the TWENTY-FOURTH day of AUGUST next, at TEN of the clock in the forenoon. The said writ returnable on the thirty-first day of December next.

R. A. BIRON,
Deputy Sheriff.
Sheriff's Office, Sherbrooke, 18th June, 1894. 2450
[First published, 23rd June, 1894.]

FIERI FACIAS.

*Cour Supérieure—District de Saint-François.*Saint-François, à savoir : { **MARY ELIZABETH**
No. 273. { **STUDD**, de la citéde Sherbrooke, dans le district de Saint-François, fille majeure et usant de ses droits, Demanderesse ; contre les meubles et immeubles de **PATRICK McMAHON** et **ELIZABETH McMAHON**, tous deux du canton de Brompton, dans le district de Saint-François, majeurs et jouissant de leurs droits civils. Défendeurs, à savoir :

1° La septième partie indivise de chacun des dits défendeurs, dans et sur la moitié sud-est du lot numéro vingt-sept (No. 27), dans le cinquième rang du dit canton de Brompton—avec les bâtisses sus-érigées.

2° La septième partie indivise de chacun des dits défendeurs dans et sur ce certain lot de terre étant les trois quarts d'un acre et formant partie du lot numéro trente et un (No. 31), dans le quatrième rang du dit canton de Brompton, étant le même acheté par feu Patrick McMahon, de la corporation du comté de Richmond—avec toutes les améliorations faites et appartenances y appartenant.

Pour être vendues au bureau du registraire pour la division d'enregistrement du comté de Richmond, dans la ville de Richmond, dans le dit district, le VINGT-QUATRIÈME jour d'AOUT prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le trente-unième jour de décembre prochain.

R. A. BIRON,

Bureau du Shérif, Député Shérif.
Sherbrooke, 19 juin 1894. 2447-2
[Première publication, 23 juin 1894.]

FIERI FACIAS.

*Cour de Circuit pour le district de Montréal.*Saint-François, à savoir : { **PIERRE PHILEAS**
No. 3610. { **MAILLOUX**, négociant, de la cité et du district de Montréal, Deman-deur ; contre les terres et tenements de **NARCISSE L. VINCENT**, autrefois de Coaticook et maintenant absent de la province de Québec, Défendeur, à savoir :

Ce certain morceau de terre situé dans la ville de Coaticook, sur le côté est de la rue Child, formant partie du lot numéro cinq cent cinquante-huit (558), du plan du cadastre et livre de renvoi officiels de la dite ville de Coaticook, et décrit comme suit :

Commencant au coin sud-ouest du lot de cadastre cinq cent cinquante-neuf, possédé autrefois par Madame J. H. Hall, maintenant par Lewis B. Murphy ; de là allant vers l'est en suivant le côté sud du dit lot No. 559, jusqu'au coin sud-est d'icelui ; de là continuant en même droite ligne vers l'est jusqu'au lot de cadastre numéro cinq cent soixante-trois ; de là allant vers le sud, en suivant le côté ouest de ce dernier lot No. 563, jusqu'à un poteau se trouvant au coin nord-est du terrain de Joseph Audet, fils, et à une distance de dix-neuf pieds et demi au nord du coin sud-est du dit lot de cadastre No. 558 ; de là allant vers l'ouest, en suivant la ligne nord du terrain du dit Audet jusqu'à la dite rue Child ; et de là allant vers le nord, en suivant le côté est de cette rue Child, environ vingt-cinq pieds et demi jusqu'au point de départ—avec un magasin et toutes autres bâtisses et améliorations dessus faites, et avec aussi un droit de passage de douze pieds de large par environ quatre-vingts pieds de long, à être pris une moitié de sa largeur dans le côté nord du terrain présentement saisi, et l'autre moitié dans le côté sud du dit lot No. 559, appartenant à Lewis B. Murphy, et de cette autre partie du dit lot No. 558, appartenant encore au dit Lewis B. Murphy, et partant le dit droit de passage de la dite rue Child ; mais avec réserve cependant d'un droit ou servitude existant en faveur du dit Joseph Audet, fils, de se servir librement de ce passage et de communiquer avec son dit terrain, en

FIERI FACIAS.

*Superior Court—District of Saint Francis.*Saint Francis, to wit : { **MARY ELIZABETH**
No. 273. { **STUDD**, of the cityof Sherbrooke, in the district of Saint Francis, *fille majeure et usant de ses droits*, Plaintiff ; against the goods and lands of **PATRICK McMAHON** and **ELIZABETH McMAHON**, both of the township of Brompton, in the district of Saint Francis, of full age and in the enjoyment of their civil rights, Defendants, to wit :

1° The undivided seventh part of each of the said defendants in, to and upon the south east half of the lot number twenty-seven (No. 27), in the fifth range of the said township of Brompton—with the buildings thereon erected and made.

2° The undivided seventh part of each of the said defendants in, to and upon that certain lot of land, being three fourths of an acre, and forming part of the lot number thirty-one (No. 31), in the fourth range of the said township of Brompton, being the same as purchased by the late Patrick McMahon, from the corporation of the county of Richmond—with all the improvements thereon and the appurtenances thereof.

To be sold at the registry office of the registration division of the county of Richmond, in the town of Richmond, in the said district, on the TWENTY-FOURTH day of AUGUST next, at the hour of TEN of the clock in the forenoon. The said writ returnable on the thirty-first day of December next.

R. A. BIRON,

Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Sherbrooke, 19th June, 1894. 2448
[First published, 23rd June, 1894.]

FIERI FACIAS.

*Circuit Court for the district of Montreal.*Saint Francis, to wit : { **PIERRE PHILEAS**
No. 3610. { **MAILLOUX**, trader, of the city of Montreal, of the district of Mon-treal, Plaintiff ; against the lands and tenements of **NARCISSE L. VINCENT**, heretofore of Coaticook and now absent from the province of Quebec, Defendant, to wit :

That certain piece of land situate in the town of Coaticook, on the east side of Child street, forming part of lot number five hundred and fifty-eight (558), of the official plan and book of reference of the said town of Coaticook, and described as follows :

Commencing at the south west corner of cadastral lot number five hundred and fifty-nine, formerly held by Mrs. J. H. Hall, now by Lewis B. Murphy ; thence running towards the east following the south side of said lot No. 559, to the south east corner thereof ; thence continuing in the same straight line towards the east to cadastral lot number five hundred and sixty-three ; thence going towards the south, following the west side of this latter lot No. 563, to a post found on the north east corner of the lot of Joseph Audet, junior, and at a distance of nineteen feet and a half to the north of the south east corner of said cadastral lot No. 558 ; thence going towards the west, following the north line of the lot of the said Audet to Child street aforesaid ; and thence, going towards the north, following the east side of the said Child street, about twenty-five feet and a half to the starting point—with a store and all other buildings and improvements thereon, and also with a right of passage of twelve feet in width by about eighty feet in length, to be taken for half of its width on the north side of the property herein seized, and the other half on the south side of said lot No. 559, belonging to Lewis B. Murphy, and from this other part of said lot No. 558, belonging also to the said Lewis B. Murphy, and said right of passage starting from Child street ; but with reservation however of the servitude or right existing in favor of the said Joseph Audet, junior, to use freely this passage, and to communicate

passant en arrière des bâtisses érigées sur le terrain saisi, et ce, tant à pied qu'en voiture.

Pour être vendu au bureau du registraire de la division d'enregistrement de Coaticook, dans la ville de Coaticook, dans le district de Saint-François, le **DEUXIEME** jour d'AOUT prochain, à UNE heure de l'après-midi. Le dit bref rapportable le sixième jour d'août prochain.

JOSEPH L. TERRILL,

Bureau du Shérif, Shérif.
Sherbrooke, 21 mai 1894. 2025-3
[Première publication, 26 mai 1894.]

Ventes par le Shérif—Terrebonne

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis, et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civil du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi; toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans le cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du sous-signé, avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du bref.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.

District de Terrebonne, } **CRANSTON GREER**,
Ste-Scholastique, savoir: } Demandeur; contre
No. 596. } **PIERRE BEAU-**
CHAMP, Défendeur, savoir:

1° Un emplacement situé au village de Saint-Augustin, district de Terrebonne, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre hypothécaire pour la paroisse de Saint-Augustin, sous le numéro deux cent douze (No. 212)—avec les bâtisses dessus érigées.

2° Un terrain situé au même lieu, connu et désigné aux mêmes plan et livre de renvoi officiels, comme faisant partie du numéro deux cent treize (No. 213), contenant environ soixante pieds de front sur environ soixante et dix pieds de profondeur; tenant en front au chemin public, en profondeur et d'un côté à une partie du dit No. 213, appartenant à Moïse Rochon, et d'autre côté au No. 212 ci-dessus—avec une remise dessus érigée.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Augustin, dit district, le **VINGT-CINQUIEME** jour d'AOUT prochain à **DIX** heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le trente et unième jour d'août prochain (1894).

LAPOINTE & PREVOST,

Bureau du Shérif, Shérif.
Sainte-Scholastique, 19 juin 1894. 2433-2
[Première publication, 23 juin 1894.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit, pour le comté de Terrebonne.

District de Terrebonne, } **A BANQUE JAC-**
Ste-Scholastique, à savoir: } **QUES-CARTIER**,
No. 731. } Demanderesse; contre
JOSEPH PIGEON ET FRANK P. GRADY,
Défendeurs.

Savoir les propriétés appartenant au défendeur Joseph Pigeon:

1° Un lot de terre situé en la paroisse de Sainte-Sophie, district de Terrebonne, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels pour la dite paroisse de Sainte-Sophie, sous le numéro trois cent quatre-vingt-six (No. 386).

2° Un autre lot de terre situé au même lieu, connu

with his said lot, by passing in rear of the buildings erected on the lot seized, and this, on foot and in vehicle.

To be sold at the registry office of the registration division of Coaticook, in the town of Coaticook, in the district of Saint Francis, on the **SECOND** day of **AUGUST** next, at **ONE** o'clock in the afternoon. The said writ returnable on the sixth day of August next.

JOSEPH L. TERRILL,

Sheriff's Office, Shérif.
Sherbrooke, 21st May, 1894. 2026
[First published, 26th May, 1894.]

Sheriff's Sales—Terrebonne

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the Registrar is bound to include in his certificate, under article 700 of the code of civil procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de distraire afin de charge*, or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the Writ.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

District of Terrebonne, } **CRANSTON GREER**,
Ste Scholastique, to wit: } Plaintiff; against
No. 596. } **PIERRE BEAU-**
CHAMP, Defendant, to wit:

1° A lot of land situate in the village of Saint-Augustin, district of Terrebonne, known and designated on the official plan and book of reference of the registration cadastre of the parish of Saint-Augustin, as number two hundred and twelve (No. 212)—with the buildings thereon erected.

2° Another lot of land situate at the same place, known and designated on the same official plan and book of reference, as forming part of number two hundred and thirteen (No. 213), containing about sixty feet in front by about seventy feet in depth; bounded in front by the public road, in rear and one side by a part of said No. 213, belonging to Moïse Rochon, and on the other side by No. 212, hereinabove described—with a shed thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint-Augustin, said district, on the **TWENTY-FIFTH** day of **AUGUST** next, at **TEN** o'clock in the forenoon. Writ returnable on the thirty-first day of August next (1894).

LAPOINTE & PREVOST,

Sheriff's Office, Shérif.
Sainte Scholastique, 19th June, 1894. 2434
[First published, 23rd June, 1894.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court, for the county of Terrebonne.

District of Terrebonne, } **A BANQUE JAC-**
Ste. Scholastique, to wit: } **QUES-CARTIER**,
No. 731. } Plaintiff; against
JOSEPH PIGEON AND FRANK P. GRADY,
Defendants.

To wit the lots belonging to the defendant Joseph Pigeon:

1° A lot of land situate in the parish of Sainte-Sophie, district of Terrebonne, known and designated on the official plan and book of reference of the said parish of Sainte-Sophie, as number three hundred and eighty-six (No. 386.)

2° Another lot of land situate at the same place

et désigné aux mêmes plan et livre de renvoi officiels sous le numéro trois cent quatre-vingt-sept (No. 387)—avec les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Sainte-Sophie, dit district, le VINGT-QUATRIÈME jour du mois d'AOUT prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le trente-unième jour du mois d'aout prochain (1894).

LAPOINTE & PREVOST,

Bureau du Shérif, Shérif.
Sainte-Scholastique, 18 juin 1894. 2421-2
[Première publication, 23 juin 1894.]

known and designated on the same official plan and book of reference, as number three hundred and eighty-seven (No. 387)—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Sainte Sophie, said district, on the TWENTY-FOURTH day of AUGUST next, at ELEVEN o'clock in the forenoon. Writ returnable on the thirty-first day of August next (1894).

LAPOINTE & PREVOST,

Sheriff's Office, Sheriff.
Sainte Scholastique, 18th June, 1894. 2422
[First published, 23rd June, 1894.]

Ventes par le Shérif—Trois-Rivières

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés on été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du soussigné avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du bref.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Cour Supérieure—District des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir : } MOISE CHANDON-
No. 398. } NET, Demandeur ;
contre ONESIME CHANDONNET, Défendeur.

Une terre située en la paroisse de Saint-Pierre les Becquets, en la seconde concession, étant le numéro deux cent trente-quatre (234), du cadastre officiel du comté de Nicolet, pour la dite paroisse de Saint-Pierre les Becquets.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Pierre les Becquets, le VINGT-QUATRIÈME jour de SEPTEMBRE prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable le premier jour d'octobre prochain.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du Shérif, Shérif.
Trois-Rivières, 18 juillet 1894. 2805
[Première publication, 21 juillet 1894.]

VENDITIONI EXPONAS.

Cour Supérieure—District de Québec.

Trois-Rivières, à savoir : } JOSEPH HAMEL,
No. 462. } JERNEST HAMEL,
tous deux de la cité de Québec, et JOSEPH
ELZEAR BEDARD, de la paroisse de Sainte-Foye,
marchands, et faisant affaires comme tels, en la cité
de Québec, sous la raison sociale de "Joseph Hamel
& Cie.," Demandeurs ; contre ANTOINE CHRETIEN,
Défendeur.

1° Une terre située en la paroisse de Saint-Alexis des Monts, concession nord-ouest de la Rivière-du-Loup, canton d'Hunterstown, étant les numéros trois cent soixante et douze et trois cent soixante et treize, du cadastre officiel pour la dite paroisse de Saint-Alexis des Monts.

2° Une terre située en la même paroisse, concession sud-est de la Rivière-du-Loup, canton d'Hunterstown, étant les numéros deux cent treize et deux cent quatorze (213 et 214), du cadastre officiel pour la dite paroisse de Saint-Alexis des Monts—avec les bâtisses, circonstances et dépendances.

A distraire de chacun des dits immeubles, savoir : les numéros trois cent soixante et douze, trois cent

Sheriff's Sales—Three Rivers

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the Registrar is not bound to include in his certificate under article 700 of the code of civil procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler*, *afin de distraire*, *afin de charge* or other oppositions to the sale, except in case of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the Writ.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Superior Court—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit : } MOISE CHANDON-
No. 398. } NET, Plaintiff ;
against ONESIME CHANDONNET, Defendant.

A land situate in the parish of Saint Pierre les Becquets, in the second concession, being number two hundred and thirty-four (234), of the official cadastre for the county of Nicolet, for the said parish of Saint Pierre les Becquets.

To be sold at the church door of the parish of Saint Pierre les Becquets, on the TWENTY-FOURTH day of SEPTEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the first day of October next.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's Office, Sheriff.
Three Rivers, 18th July, 1894. 2806
[First published, 21st July, 1894.]

VENDITIONI EXPONAS.

Superior Court—District of Quebec.

Three Rivers, to wit : } JOSEPH HAMEL,
No. 462. } JERNEST HAMEL,
both of the city of Quebec, and JOSEPH ELZEAR
BEDARD, of the parish of Sainte Foye, merchants,
and carrying on business as such, in the city of
Quebec, under the style and firm of "Joseph Hamel
& Co.," Plaintiffs ; against ANTOINE CHRETIEN,
Defendant.

1° A land situate in the parish of Saint Alexis des Monts, north west concession of Rivière du Loup, township of Hunterstown, being numbers three hundred and seventy-two and three hundred and seventy-three, of the official cadastre for the said parish of Saint Alexis des Monts.

2° A land situate in the same parish, of south east concession of Rivière du Loup, township of Hunterstown, being numbers two hundred and thirteen and two hundred and fourteen (213 and 214), of the official cadastre for the said parish of Saint Alexis des Monts—together with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

Reserving from each of the said immovables, to wit : numbers three hundred and seventy-two,

PROVINCE DE QUÉBEC,
—
VILLE DE LACHINE.

Avis public est par les présentes donné par le soussigné, secrétaire-trésorier de la ville de Lachine, que les lots de terrain vacants ci-dessous mentionnés, seront vendus à l'enchère publique, au bureau du conseil de ville, en la ville de Lachine, MARDI, le TRENTE-UNIEME jour de JUILLET courant, à DIX heures de l'avant-midi, pour taxes municipales dues à la corporation de la ville de Lachine, à moins que les dites taxes avec les frais encourus, ne soient payés avant la vente, savoir :

PROVINCE OF QUEBEC,
—
TOWN OF LACHINE.

Public notice is hereby given by the undersigned, secretary-treasurer of the town of Lachine, that the vacant lots of land hereinafter mentioned, will be sold at public auction, at the office of the town council, in the town of Lachine, on TUESDAY, the THIRTY-FIRST day of JULY instant, at TEN o'clock in the forenoon, for municipal taxes due to the corporation of the town of Lachine, unless the same be paid with the costs incurred, before the sale, to wit :

Noms des propriétaires.	No. des lots au cadastre officiel.	Quartier.	Montant des taxes y compris l'intérêt.
Names of proprietors.	No. of the lots on the official plan.	Ward.	Amount of taxes including interest.
Inconnu.—Unknown.....	399	Est.—East.	\$1 75
Do do	409	do	5 28
Calixte Lemyre, non résidant—absent	542	do	1 75

H. ROBERT,
Secrétaire-trésorier.—Secretary-treasurer.

Vraie copie.—A true copy,
H. ROBERT,
Sec. trés.—Secy.-treas.
Lachine, 10 juillet.—10th July, 1894.

2703-04

Avis de Faillites

Province de Québec, }
District de Montréal. } Cour Supérieure.
Alph. Gareau, Demandeur ;

vs.

Beauchamp & Cie, selliers, de Montréal, Défendeurs.

Avis public est par le présent donné que par ordre de la cour, le 11e jour de juillet 1894, j'ai été nommé curateur aux biens des dits faillis, qui en ont fait un abandon judiciaire pour le bénéfice de leurs créanciers.

Les réclamations doivent être produites à mon bureau sous un mois.

CHS. DESMARTEAU,
Curateur.

Nos. 1598 et 1608, rue Notre-Dame.
Montréal, 21 juillet 1894. 2837

Province de Québec, }
District de Montréal. } Cour Supérieure.
Dans l'affaire de George A. Mace, de la cité de Montréal, y faisant affaires seul sous les nom et raison de "The Star Collar & Box Co.," Failli.

Nous, soussignés, curateurs, dûment nommés aux biens du susdit failli, donnons avis par le présent qu'un premier bordereau de dividendes a été préparé dans cette affaire, conformément à l'article 772 A du code de procédure civile, et sera sujet à objection, au bureau de Riddell & Common, No. 22, rue Saint-Jean, Montréal, jusqu'à mardi, le septième jour d'août prochain, après laquelle date les dividendes seront payés, et que toutes personnes sont requises de se conduire en conséquence.

RIDDELL & COMMON,
Curateurs.

Bureau de Riddell & Common,
Comptables licenciés,
Western Chambers, 22, rue Saint-Jean.
Montréal, 21 juillet 1894. 2831

Bankrupt Notices

Province of Quebec, }
District of Montreal. } Superior Court.
Alph. Gareau, Plaintiff ;

vs.

Beauchamp & Cie, saddlers, of Montreal, Defendants.

Notice is hereby given that on the 11th day of July, 1894, by order of the court, I was appointed curator to the estate of the said defendants, who have made a judicial abandonment of all their assets for the benefit of their creditors.

Claims must be filed within a month.

CHS. DESMARTEAU,
Curator.

Nos. 1598 and 1608, Notre Dame street.
Montreal, 21st July, 1894. 2838

Province of Quebec, }
District of Montreal. } Superior Court.
In the matter of George A. Mace, of the city of Montreal, there carrying on business alone under the name and style of "The Star Collar & Box Co.," Insolvent.

We, the undersigned curators, duly appointed to the property of the above named insolvent, do hereby give notice that a first dividend sheet has been prepared in this matter, pursuant to article 772A of the code of civil procedure, open to objection at the office of Riddell & Common, No. 22, Saint John street, Montreal, until Tuesday, the seventh day of August next, on and after which date the dividend will be paid, and that all persons are required to govern themselves accordingly.

RIDDELL & COMMON,
Curators.

Office of Riddell & Common,
Chartered accountants,
Western Chambers, 22, Saint John street.
Montreal, 21st July, 1894. 2832

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
In re J. E. Lewis & Frère, Faillis;
 et

Chs. Desmarteau, Curateur.
 Un premier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 6e jour de juillet 1894, après laquelle date les dividendes seront payables à mon bureau.

CHS. DESMARTEAU,
 Curateur.

Nos. 1598 et 1608, rue Notre-Dame.
 Montréal, 21 juillet 1894. 2835

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 Dans l'affaire de Daniel M. Quinn, de la cité de Montréal, éditeur et imprimeur, Failli.

Nous, soussignés, curateurs conjoints, dûment nommés aux biens du susdit failli, donnons avis par le présent qu'un premier et dernier bordereau de dividendes a été préparé dans cette affaire, conformément à l'article 772a du code de procédure civile, et sera sujet à objection au bureau de Riddell & Common, No. 22, rue Saint-Jean, Montréal, jusqu'à mardi, le septième jour d'août prochain, après laquelle date les dividendes seront payés, et que toutes personnes sont requises de se conduire en conséquence.

W. J. COMMON,
 A. F. C. ROSS,
 Curateurs conjoints.

Bureau de Riddell & Common,
 Comptables licenciés.
 Western Chambers, No. 22, rue Saint-Jean.
 Montréal, 21 juillet 1894. 2833

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
In re J. E. Lewis & Frère, Insolvents;
 and

Chs. Desmarteau, Curator.
 A first dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until the 6th day of July, 1894, after which date dividend will be payable at my office.

CHS. DESMARTEAU,
 Curator.

Nos. 1598 and 1608, Notre Dame street.
 Montreal, 21st July, 1894. 2836

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
 In the matter of Daniel M. Quinn, of the city of Montreal, publisher and printer, Insolvent.

We, the undersigned, joint curators, duly appointed to the property of the above named insolvent, do hereby give notice that a first and final dividend sheet has been prepared in this matter, pursuant to article 772a of the code of civil procedure, open to objection at the office of Riddell & Common, No. 22, Saint John street, Montreal, until Tuesday, the seventh day of August next, on and after which date the dividend will be paid, and that all persons are required to govern themselves accordingly.

W. J. COMMON,
 A. F. C. ROSS,
 Joint curators.

Office of Riddell & Common,
 Chartered accountants,
 Western Chambers, 22, Saint John street.
 Montreal, 21st July, 1894. 2834

INDEX DE LA GAZETTE OFFICIELLE No. 29. INDEX OF THE OFFICIAL GAZETTE No. 29.

ANNONCES NOUVELLES.

NEW ADVERTISEMENTS.

ERECTION DE CANTON : Pages

Laviolette	1632
Masson	1632

FAILLIS :

Cession :

Bouchard	1646
Fee & Co	1645
Lajoie	1646

Dividende :

Brassard, Chaput & Cie	1645
Côté	1645
Lewis & Frère	1674
Mace	1673
Millette	1644
Quinn	1674

Nomination de curateur :

Beauchamp & Cie	1673
Bédard	1645
Didier	1644
Dussault	1644
Lajoie	1646
Moreau et al.	1645

MUNICIPALITÉS SCOLAIRES :

Cross-Point	1635
Mann	1635

NOMINATIONS :

Juges de paix :

District d'Iberville	1631
District d'Ottawa	1631

SÉPARATION DE BIENS :

Dme Bernard vs. Soucy	1641
Dme Bisailon vs. Bélanger	1641

TERRES DE LA COURONNE :

Avis de cancellation, etc. :

Canton Doncaster	1636
Canton Beresford	1636
Canton Massé	1636
Canton Lepage	1636
Canton Humqui	1636
Canton Macpès	1636
Canton Fleuriat	1636
Canton Métalik	1636
Canton Percé	1636
Canton Dufferin	1636
Canton Colbert	1636
Canton Matapédia	1636
Canton Hocquart	1636
Canton Demers	1636
Canton Albanel	1636
Canton Simard	1636
Harrington	1637
Whitton	1637

VENTES POUR TAXES MUNICIPALES :

Corporation de la ville de Saint-Germain de Rimouski	1672
---	------

TOWNSHIP ERECTED : Pages

Laviolette	1632
Masson	1632

INSOLVENTS :

Assignment :

Bouchard	1646
Fee & Co	1645
Lajoie	1646

Dividend :

Brassard, Chaput & Cie	1645
Côté	1645
Lewis & Frère	1674
Mace	1673
Millette	1644
Quinn	1674

Appointment of curator :

Beauchamp & Cie	1673
Bédard	1645
Didier	1644
Dussault	1644
Lajoie	1646
Moreau et al.	1645

SCHOOL MUNICIPALITIES :

Cross-Point	1635
Mann	1635

APPOINTMENTS :

Justices of the peace :

District of Iberville	1631
District of Ottawa	1631

SEPARATION AS TO PROPERTY :

Dme Bernard vs. Soucy	1641
Dme Bisailon vs. Bélanger	1641

CROWN LANDS :

Notice of cancellation, &c. :

Township Doncaster	1636
Township Beresford	1636
Township Massé	1636
Township Lepage	1636
Township Humqui	1636
Township Macpès	1636
Township Fleuriat	1636
Township Métalik	1636
Pownship Percé	1636
Township Dufferin	1636
Township Colbert	1636
Township Matapédia	1636
Township Hocquart	1636
Township Demers	1636
Township Albanel	1636
Township Simard	1636
Harrington	1637
Whitton	1637

SALES FOR MUNICIPAL TAXES :

Corporation of the town of Saint Germain of Rimouski	1672
---	------

VENTES PAR LES SHERIFS :

BEAUCE :

Jarvis vs. Abbott 1648

BEAUHARNOIS :

Booth *et al* vs. Benham *et al* 1651

CHICOUTIMI :

Lepage vs. Doucet 1654

IBERVILLE :

Beaudry vs. Mercier 1654

JOLIETTE :

Wolfe vs. Wolfe 1655

MONTMAGNY :

Dme Fournier vs. Dme Larochelle 1656

MONTRÉAL :

Boiron vs. Donais 1659

Chevalier vs. Archambault 1658

Demers vs. Dme Durand 1659

Dme Valois vs. Melançon 1660

Lecompte *et al* 1659Simard vs. Amyot *et al* 1657

Trust & Loan Co. vs. Barré 1658

QUÉBEC :

Hon. Irvine *ès-gl.* vs. Strang *et al* 1666

Letarte vs. Dme Bedard 1665

Pelletier *et al* vs. Croteau 1666

RICHELIEU :

L'Espérance vs. Péloquin 1667

SAINT-FRANÇOIS :

Boucher vs. Girard 1667

TROIS-RIVIÈRES :

Chandonnet vs. Chandonnet 1671

Hamel *et al* vs. Chrétien 1671

SHERIFFS' SALES :

BEAUCE :

Jarvis vs. Abbott 1648

BEAUHARNOIS :

Booth *et al* vs. Benham *et al* 1651

CHICOUTIMI :

Lepage vs. Doucet 1654

IBERVILLE :

Beaudry vs. Mercier 1654

JOLIETTE :

Wolfe vs. Wolfe 1655

MONTMAGNY :

Dme Fournier vs. Dme Larochelle 1656

MONTREAL :

Boiron vs. Donais 1659

Chevalier vs. Archambault 1658

Demers vs. Dme Durand 1659

Dme Valois vs. Melançon 1660

Lecompte *et al* 1659Simard vs. Amyot *et al* 1657

Trust & Loan Co. vs. Barré 1658

QUEBEC :

Hon. Irvine *ès-gl.* vs. Strang *et al* 1666

Letarte vs. Dme Bedard 1665

Pelletier *et al* vs. Croteau 1666

RICHELIEU :

L'Espérance vs. Péloquin 1667

SAINT FRANCIS :

Boucher vs. Girard 1667

THREE RIVERS :

Chandonnet vs. Chandonnet 1671

Hamel *et al* vs. Chrétien 1671